

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 25 FÉVRIER 1910.

Budget du Ministère de l'Intérieur et de l'Agriculture pour l'exercice 1910 (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. MAENHAUT.

MESSIEURS,

Bien que les Départements de l'Intérieur et de l'Agriculture soient réunis en un seul département ministériel, nous avons à examiner, d'une manière distincte et séparée, les deux budgets.

Nous tenons à exprimer, comme l'a fait au Sénat, l'année dernière, l'honorable rapporteur le comte 't Kint de Roodenbeke, « le vif regret » que le régime qui a existé jusqu'en 1908 n'ait pas été maintenu; ce » régime sauvegardait mieux que celui de la fusion, les intérêts agricoles » du pays ».

Tout en rendant hommage à l'honorable Chef du Cabinet, M. Schollaert, qui se trouve à la tête du double Ministère de l'Intérieur et de l'Agriculture, nous exprimons cependant le vœu de voir le Ministère de l'Agriculture redevenir autonome.

En attendant, ne pourrait-on tout au moins déposer sur le bureau de la Chambre deux budgets séparés, chaque budget ayant son rapporteur spécial, pour être discutés et votés séparément, comme il a été fait au Sénat? En 1907, M. Léger fut président-rapporteur pour l'Intérieur, et le comte 't Kint de Roodenbeke, vice-président-rapporteur pour l'Agriculture. La principale de nos industries nationales, comme l'a très bien dit l'honorable M. Helleputte, mérite bien une administration spéciale et autonome, un département, un ministère spécial, au lieu d'occuper une place accessoire ou subordonnée.

(1) Budget, n° 4^{VI}.

La section centrale, présidée par M. Nerinx, était composée de MM. Raemdonck, Buisset, Rossecuw, Berloz, Maenhaut, Bôval.

DÉPENSES ORDINAIRES.

Les crédits demandés par le projet de Budget pour les services de l'Intérieur s'élèvent à fr. 4,657,167

Les crédits alloués en 1909 s'élevaient à 4,471,994
et en 1908 à 4,741,271

soit une augmentation de 185,173 francs sur 1909, et une réduction de 84,104 francs sur 1908.

Les crédits demandés pour les services de l'Agriculture s'élèvent à fr. 12,510,493

Les crédits alloués en 1909 s'élevaient à 12,558,183
et en 1908 à 12,422,528

soit une réduction de 47,690 francs sur 1909, et de 111,835 sur 1908.

DÉPENSES EXCEPTIONNELLES.

Les crédits demandés par le projet de Budget pour les services de l'Intérieur s'élèvent à fr. 290,000

Les crédits demandés s'élevaient en 1909 à 44,550
et en 1908 à 205,000

soit une augmentation de 245,450 francs pour 1909, et de 85,000 francs pour 1908.

Les crédits demandés pour les services de l'Agriculture s'élèvent à fr. 152,000

Les crédits alloués en 1909 s'élevaient à 185,000
et en 1908 à 169,000

soit une diminution de 33,000 francs sur 1909, et de 17,000 francs sur 1908.

Les dépenses ordinaires pour la Section de l'Agriculture diminuent, tandis que celles pour la Section de l'Intérieur augmentent.

Nous nous permettons de demander à M. le Ministre de l'Agriculture si certains articles du Budget ne devraient pas être augmentés; notamment l'article 8 : *l'indemnité pour bêtes bovines et porcines ou saisies pour cause de tuberculose, etc.*, de même pour les subsides aux sociétés mutualistes de réassurance, syndicats d'élevage, conférences apicoles, chemins vicinaux, etc. Sont-ils suffisants, vu le développement de ces utiles institutions et l'extension des communications? Il est vrai qu'une augmentation de 150,000 francs est proposée à l'article 8 du Budget pour indemnités d'animaux abattus, etc.; mais cette somme est-elle suffisante?

I.

SERVICES DU DÉPARTEMENT DE L'INTÉRIEUR.

I. — CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES.

Comme chaque année, certains membres dans les sections et un membre en section centrale ont soulevé la question de la nomination des bourgmes-

tres socialistes; celle-ci a été traitée longuement, l'année dernière, dans le rapport de M. Mélot (document 94, pp. 6 et 7). Nous n'y reviendrons donc pas, c'est au pouvoir exécutif qu'incombe la mission de la trancher.

DISCUSSION DES ARTICLES

CHAPITRE II.

Pensions et secours.

ART. 6. — *Subvention à la Caisse centrale de prévoyance des secrétaires communaux.*

Le crédit demandé pour 1910 à cet article est majoré de 3,000 francs. Cette majoration provient de l'augmentation du subside annuel dû par l'État, fixé à 2 p. c. de la somme totale des traitements des secrétaires communaux participant à la Caisse centrale : soit, pour 1910, 2,750,000 francs environ à 2 p. c. donne 55,000 francs.

Le taux des pensions des secrétaires communaux a été amélioré, pour l'avenir, par la loi du 25 avril 1908 et ceux-ci sont satisfaits; mais les secrétaires communaux, pensionnés antérieurement à la promulgation de cette loi, réclament et demandent à jouir, eux aussi, des avantages accordés par cette loi. La section a examiné cette question et a posé au Gouvernement la question suivante :

QUESTION.

Le taux de la pension des secrétaires communaux a été amélioré en 1908 par une loi, mais sans effet rétroactif. Les secrétaires communaux pensionnés avant la promulgation de la nouvelle loi ne pourraient-ils pas jouir des avantages qu'elle accorde ? A quelles conditions ?

RÉPONSE.

Le texte même de la loi du 25 avril 1908, due à l'initiative parlementaire, met obstacle à ce que les secrétaires communaux pensionnés avant 1909 puissent jouir des avantages qu'elle consacre.

L'article 3 de cette loi stipule, en effet, que l'augmentation des pensions d'après le taux de 1/50^e sera applicable, pour la première fois, aux pensions accordées pendant l'année 1909.

La revision des pensions, accordées avant le 1^{er} janvier 1909, d'après le taux de 1/60^e, ne pourrait donc être autorisée qu'en vertu d'une nouvelle loi. La dépense supplémentaire à supporter par la Caisse centrale de prévoyance des secrétaires communaux serait d'environ 50,000 francs, somme qui décroîtra au fur et à mesure de l'extinction des anciennes pensions.

Or, il est à remarquer que, voulant maintenir l'équilibre financier de la Caisse, le législateur de 1908 a jugé nécessaire de compenser l'augmentation du taux de la pension par le relèvement de la retenue et du subside com-

munal. Si une loi nouvelle se bornait uniquement à reviser les anciennes pensions, la dépense à en résulter resterait sans compensation adéquate.

La loi qui rendrait applicable aux anciennes pensions le bénéfice de la loi de 1908 devrait donc, suivant le principe admis, avoir pour effet un relèvement, supplémentaire et suffisant, des ressources de la Caisse. Celles-ci viennent d'être accrues récemment à charge des participants et des communes. On ne peut songer à les accroître encore de même façon.

En présence des renseignements que veut bien nous communiquer l'honorable Ministre de l'Intérieur, la section centrale est d'avis, tout comme l'a été le IV^e Congrès international des secrétaires communaux, tenu à Anvers le 17 juillet 1909, de laisser momentanément cette affaire en suspens.

Traitement des secrétaires communaux

Deux questions ont été soulevées en section centrale sur ce sujet.

La loi du 5 juillet 1894 fixe le traitement des secrétaires communaux, les traitements minima et le taux de l'augmentation quinquennale obligatoire. Les chiffres prévus par cette loi ne constituent qu'un minimum. Le conseil communal peut, sous l'approbation de la députation permanente, dépasser ces chiffres, accorder des augmentations *facultatives*, pour récompenser les services du secrétaire communal qui s'acquitte d'une manière irréprochable de ses fonctions. Qui peut juger de la valeur du secrétaire ? La députation permanente ou le conseil ? Les deux, évidemment, mais surtout le conseil communal.

Or, il se fait que dans certaines provinces, lorsqu'un conseil vote aux secrétaires communaux une augmentation de traitement *facultative*, la députation permanente biffe, sans donner d'explication, l'augmentation adoptée ou la réduit notablement. Et cependant le secrétaire est méritant, les finances communales sont prospères et le conseil a voté en toute connaissance de cause. Pourquoi semblables procédés ? Nous ne le savons pas ; et cependant, l'article 111 de la loi communale consacre l'autonomie communale en ce qui concerne le traitement du secrétaire communal, et la loi du 5 juillet 1894 permet aux conseils communaux des augmentations facultatives. Nous croyons pouvoir affirmer que tel n'est pas l'esprit du législateur de la loi de 1894, et les députations permanentes n'ont pas le droit d'user du barème, fixé par la loi, comme arme contre les secrétaires communaux, notamment quand, je le répète, les finances communales permettent d'accorder les augmentations de traitement votées par le conseil et que le fonctionnaire intéressé s'acquitte convenablement de ses devoirs.

Aussi prions-nous respectueusement M. le Ministre de l'Intérieur de bien vouloir, par voie de circulaire, rappeler les députations permanentes à l'observation de l'esprit de la loi, et de veiller à ce que, quand les finances communales le permettent et que la conduite du secrétaire communal ne laisse rien à désirer, les députations ne suppriment plus des budgets communaux les améliorations facultatives votées. Peut-être même pourrait-on

considérer la fixation du traitement comme élément budgétaire et permettre le recours au Roi. (Art. 28 de la loi communale.)

2. La loi du 3 juillet 1894 demande des améliorations.

Une proposition de loi, émanant de MM. Dufrane-Friart, Leclef et consorts est déposée au Sénat, et sera prochainement discutée par la Haute Assemblée. Elle propose de fixer à 10 p. c. le taux des augmentations quinquennales obligatoires (modification au 6^e alinéa de l'article unique de la loi de 1894). A différentes reprises la Chambre des Représentants a été saisie de propositions de loi tendant à améliorer le barème des traitements. La dernière proposition, du 25 novembre 1900, fait l'objet d'un rapport de M. Henry Delvaux; celui-ci fut déposé en séance du 27 avril 1904. (Doc. parl. n° 123.)

Nous espérons que le Sénat saisira très prochainement la Chambre des propositions de MM. Dufrane-Friart, Leclef et consorts, et que nous pourrions examiner et voter à notre tour ces justes améliorations à bref délai.

CHAPITRE III.

Statistique générale.

Au sein de la section centrale, un membre a fait observer, avec beaucoup de raison, que les statistiques publiées par le Ministère de l'Intérieur sont insuffisantes et qu'en Allemagne et en France, notamment, elles sont beaucoup plus complètes. La section centrale se permet d'appeler la bienveillante attention du Ministre compétent sur ces observations, afin qu'il soit donné satisfaction à l'observation susdite, et que les statistiques soient achevées, notamment, au point de vue du nombre des familles, des enfants, des ménages.

La nouvelle loi militaire demandant à chaque famille, une contribution en hommes il est très utile de connaître comment sont composées les familles; les statistiques françaises et allemandes donnent non seulement le nombre des familles ayant respectivement un, deux ou trois enfants, mais encore celles sans enfants. Les statistiques belges sont absolument muettes sur ce point.

CHAPITRE IV.

Affaires provinciales et communales.

Pensions des fonctionnaires communaux. — Commissaires de police.

A maintes reprises, on a sollicité plus spécialement du Ministre de l'Intérieur, bien que cette question intéresse les Ministres de la Justice et des Finances, la création d'une caisse générale de pension et de secours en faveur des fonctionnaires et employés communaux, de leurs veuves et orphelins.

L'année dernière, M. Mélot, rapporteur du Budget de l'Intérieur, a traité le premier cette question. Depuis lors, la Fédération nationale des Commissaires de police a insisté plus particulièrement et à juste titre pour que cette caisse de pension, si nécessaire, si justifiée et si indispensable, fût organisée sans retard. La section centrale a chargé son rapporteur de poser au Gouvernement la question suivante :

QUESTION.

La section demande au Gouvernement où en est la question de la constitution d'une caisse centrale de pension en faveur des employés communaux ?

Un projet de loi, impatiemment attendu par tous les intéressés, pourra-t-il être déposé prochainement par l'honorable Ministre de l'Intérieur ?

RÉPONSE.

La Caisse générale d'Épargne et de Retraite vient de terminer les tarifs et le règlement-type d'affiliation à la caisse des pensions des employés communaux, de leurs veuves et orphelins.

Ces tarifs et ce projet de règlement vont être transmis aux administrations provinciales, qui pourront ainsi se rendre compte des sacrifices qu'elles devront s'imposer pour assurer le fonctionnement du nouvel organisme à créer.

De l'adhésion des provinces et des communes à participer aux charges qu'entraînera la création de la nouvelle caisse, peut dépendre le dépôt du projet de loi.

* *

La section centrale se permet d'insister très vivement auprès du Gouvernement pour que, durant cette session encore, le projet de loi, instituant la caisse centrale de pension en faveur des employés communaux, soit déposé et même voté. Il y a réelle urgence, vu que certains conseils communaux révoquent leurs employés, comme, notamment, les commissaires de police, sans leur voter de pension.

Subside pour construction de salles d'archives et de délibérations
communales.

Il y a deux ans, l'honorable M. de Ghellinck d'Elsegheem et plusieurs collègues ont traité, lors de la discussion du Budget de l'Intérieur, l'importante question, pour les petites communes plus spécialement, de l'allocation de subsides pour construction de salles d'archives et de délibérations communales.

Ils ont fait valoir les multiples raisons qui militent en leur faveur — insuffisance et mauvais état des locaux, humidité, manque de garantie pour conservation des archives et, généralement, locaux installés dans des cabarets. Le Sénat s'est également occupé de cette question. Le rapporteur du Budget de l'Intérieur de 1907, et l'honorable M. Vercruyse, sénateur pour Courtrai, ont traité de cette question, qui est plus que d'importance communale : elle est, peut-on dire, d'intérêt moral et général.

Déjà, les autorités provinciales, et notamment la province d'Anvers, allouent des subsides pour construction de salles de délibérations et d'archives communales. Un maximum de subside est fixé et les résultats sont excellents.

Pourquoi l'État ne subsidierait-il pas ces constructions — peu coûteuses, et cependant indispensables dans la plupart des communes ?

La section centrale a posé au Ministre de l'Intérieur la question suivante :

QUESTION.

L'honorable Ministre de l'Intérieur ne pourrait-il pas nous donner les résultats de l'enquête sur la situation des maisons communales, salles d'archives, dans la plupart des communes du pays?

RÉPONSE.

C'est dans les provinces de Flandre occidentale, Flandre orientale et Limbourg que l'on compte le plus de communes sans maisons communales, soit :

190 communes sur 249 dans la Flandre occidentale;

136 communes sur 298 dans la Flandre orientale;

89 communes sur 206 dans le Limbourg.

Cette constatation fait conclure à première vue qu'il s'agit là d'une situation qui ne paraît pas imputable au manque de ressources des communes, mais qui semble résulter d'un manque d'initiative de la part des autorités communales. Il est évident que les deux Flandres ne sont pas plus désavantagées, au point de vue financier, que les provinces de Luxembourg et de Namur, par exemple, où l'on ne rencontre respectivement que 16 communes sur 231 et 21 communes sur 364 qui n'ont pas de maison communale.

Cette conclusion est justifiée en fait.

En effet, la majorité — plus des trois quarts — des communes du pays qui ne possèdent pas de maison communale dispose des ressources suffisantes pour faire face aux dépenses qu'occasionnerait l'acquisition et l'édification d'un immeuble destiné exclusivement à cet usage.

Les communes intéressées sont des communes agricoles où la maison communale ne doit pas revêtir un aspect monumental, ni contenir des locaux nombreux ou de grande dimension. Aussi, puis-je me croire autorisé à soutenir qu'une somme de 10,000 francs seulement suffirait largement à payer le prix de semblable construction.

L'emprunt d'une somme de 10,000 francs à la Société du Crédit communal est remboursé par 66 annuités de fr. 412.50.

Or, il résulte de l'examen des budgets qui m'ont été communiqués par MM. les gouverneurs des provinces, que moins d'un quart des communes intéressées — 122 communes sur 549 — ne disposeraient pas de cette somme de fr. 412.50.

Dans les autres communes, ou bien l'excédent des recettes ordinaires sur les dépenses obligatoires atteint s'il ne dépasse ce chiffre, et cet excédent est conservé dans la caisse communale. Il est souvent consacré, en tout ou en partie, à des dépenses facultatives, dont la nécessité et même l'utilité sont parfois contestables, ou bien, souvent aussi, les communes qui n'ont pas d'excédent de recettes, déboursent annuellement des sommes égales et même supérieures à fr. 412.50 pour des dépenses facultatives.

Dans l'un comme dans l'autre cas, on peut avancer que les autorités communales feraient acte de bonne administration en se servant avant tout

de leurs ressources pour la construction d'une maison communale, c'est-à-dire la maison de tous.

Le tableau ci-dessous renseigne le nombre des communes qui ne disposent pas de fr. 412.50 comme excédent de budget, ou du moins comme disponible, résultant d'une dépense facultative.

Province.	Arrondissement.	Nombre des communes	Total pour la province.
—	—	—	—
<i>Anvers.</i>	Malines	1	1
<i>Brabant :</i>	Bruxelles	4	
	Louvain	1	
	Nivelles	3	8
<i>Flandre occidentale :</i>	Ostende	2	
	Courtrai	3	
	Ypres	1	
	Furnes	3	
	Thielt	1	10
<i>Flandre orientale :</i>	Alost	7	
	Audenarde	6	
	Gand	7	
	Termonde	1	24
<i>Hainaut :</i>	Ath	3	
	Mons	2	
	Soignies	1	
	Tournai	3	11
<i>Liège :</i>	Liège	5	
	Huy	8	11
<i>Limbourg :</i>	Hasselt	15	
	Maeseyck	3	
	Tongres	32	50
<i>Luxembourg :</i>	Arlon	1	
	Virton	1	
	Bastogne	2	
	Marche	1	5
<i>Namur :</i>	Namur	2	
	Dinant	3	5
Total pour le pays.			122

Encore dois-je faire remarquer qu'il n'est pas établi que toutes ces communes ne pourraient se procurer les revenus nécessaires au moyen de l'établissement de taxes nouvelles ou par la majoration du nombre des centimes additionnels.

Si l'on contrôle par exemple le nombre des centimes additionnels à la contribution personnelle, on voit que dans la plupart des communes sus-visées ce nombre varie de 30 à 60. Ce chiffre pourrait être plus élevé. Dans les communes qui perçoivent un nombre aussi élevé de centimes addition-

nels au principal des contributions directes, il n'y a, à quelques exceptions près, pas d'autres impositions communales.

On ne peut oublier, d'autre part, que beaucoup de communes, en vue d'édifier un local convenable destiné à abriter les services de l'administration communale, n'ont pas hésité à s'imposer des charges sérieuses, notamment par l'établissement d'un chiffre élevé de centimes additionnels, ou par la création d'impositions nouvelles.

Il n'y a donc pas lieu — c'est la conclusion qui découle de l'enquête à laquelle il a été procédé — de subsidier les communes pour les aider à construire une maison communale, puisqu'elles ont les ressources pour le faire à leurs frais ou puisqu'elles pourraient se procurer ces ressources. Le subsidie ne sera réellement justifié que pour un très petit nombre de localités.

Si dans nombre de communes, les séances du collège et du conseil se tiennent dans un cabaret, c'est en raison d'une habitude déplorable et non par suite de la pénurie dans les finances communales.

Subsidier les communes dans ces conditions serait encourager l'inertie des administrations communales.

CHAPITRE VII.

Garde civique et corps de sapeurs pompiers.

En section centrale, un membre a signalé la dépense imposée à certaines communes par suite de l'organisation de la garde civique. Elle est exclusivement à la charge de la commune. Ne pourrait-on pas subsidier les communes dans les frais de cette organisation, dans la création de nouveaux bataillons?

La section centrale se rallie à ces observations et prie M. le Ministre d'examiner avec la plus grande bienveillance cette juste réclamation.

Police rurale.

Depuis des années, à chaque discussion des Budgets de l'Agriculture, de l'Intérieur et de la Justice, sur tous les bancs de la Chambre et du Sénat, on réclame la réorganisation de la police rurale.

M. Standaert, rapporteur du Budget de la Justice, à la suite de son rapport sur 1900 comme sur 1909, demande également la discussion du projet de réorganisation de la police rurale et de la police judiciaire.

Ces deux questions sont examinées par la section centrale, des rapports très complets sont déposés sur le bureau de la Chambre. Elles sont à l'ordre du jour.

Pourquoi ne leur donne-t-on pas un tour de faveur? Comme on le disait très bien dernièrement, ces questions sont beaucoup plus urgentes que bien d'autres projets d'utilité moindre ou d'utilité contestable, auxquels on a donné le pas.

Nous prions la Chambre et les Ministres compétents de bien vouloir faire discuter au plus tôt ces deux projets qui intéressent si vivement la campagne et la bonne police en général.

Receveurs communaux.*Traitements.*

En séance du 30 novembre 1909, M. de Ghellinck d'Elseghem a déposé le rapport de la Commission spéciale qui a examiné la proposition de loi relative au barème de traitement pour les receveurs communaux. A l'unanimité de ses membres, elle l'a admise.

La section centrale chargée de l'examen du Budget de l'Intérieur, à l'unanimité de ses membres, exprime le vœu que la Chambre, à l'occasion de la discussion et du vote du présent Budget, discute et vote également la proposition de loi susdite. Ce serait donner une juste et légitime satisfaction aux receveurs communaux, qui, depuis longtemps, attendent une amélioration de traitement.

II.**BUDGET DE L'AGRICULTURE.****A. DISCUSSION GÉNÉRALE EN SECTION CENTRALE.**

Les rapports des commissions du Sénat et des sections centrales de la Chambre qui ont été chargées, les années antérieures, d'examiner le Budget de l'Agriculture, montrent le grand intérêt que ces sections ont porté aux questions agricoles et le soin particulier que les rapporteurs ont mis à leurs travaux.

Il s'y révèle une préoccupation constante d'aider le Gouvernement à seconder les intérêts agricoles du pays. M. Schollaert, président de la Chambre, aimait à présider lui-même la section centrale du Budget de l'Agriculture, à participer à la discussion des intérêts agricoles et à appuyer les revendications des cultivateurs. Notre premier devoir est de lui témoigner notre reconnaissance, et de nous inspirer des avis si autorisés des commissions et sections précédentes.

Leurs rapports nous facilitent grandement notre tâche; beaucoup de vœux émis ont déjà reçu un commencement d'exécution; il suffira de développer certaines mesures qui ont déjà donné des résultats favorables et de rappeler certaines questions auxquelles le Gouvernement ne nous paraît pas avoir accordé encore une attention suffisante. Prêtant une oreille attentive à ceux qui connaissent les besoins des cultivateurs et qui, avec expérience et science, se dévouent pour les intérêts des campagnards, le Ministre de l'Intérieur et de l'Agriculture sait combien il reste encore à faire. Il l'a reconnu l'an dernier encore dans ses discours, lors de la discussion du Budget de l'Agriculture.

La section centrale est donc assurée que les mesures qu'elle proposera seront prises en sérieuse considération, qu'elles recevront une prompte

exécution ou qu'elles seront remplacées par des mesures plus efficaces encore.

* * *

En 1880, la production agricole annuelle belge était estimée à 1,650,000,000 de francs.

Le recensement général de cette année nous permettra de mesurer d'une façon très précise le chemin parcouru depuis lors. Aujourd'hui, nous devons nous borner à des estimations approximatives. D'après les dernières statistiques publiées, celles de 1907, en tenant compte en outre des fermes de moins d'un hectare, on peut estimer la production moyenne actuelle à 2,100,000,000 de francs. En près de trente années, la production a donc été augmentée de 27 p. c. environ.

M. Raemdonck, dans son rapport sur le Budget de 1904 (doc. 71, p. 6), M. le Baron d'Huart, dans son rapport sur le Budget pour l'exercice de 1906 (doc. 115, p. 7), M. Mélot, dans son rapport sur le budget de l'Intérieur et de l'Agriculture pour l'exercice 1909 (doc. 94, p. 23), citent des chiffres permettant de croire que notre estimation sera confirmée ultérieurement par les calculs officiels.

Il convient de tenir compte également de l'augmentation du capital.

Dans les Ardennes et la Campine, la terre a presque doublé de valeur depuis 1880; dans son ensemble, le capital immobilier agricole a augmenté d'un tiers, soit de 2 milliards au moins. Cela représente environ 65 millions de francs par an. Ce qui, avec la progression de la production brute de de 15 à 20 millions de francs par an, représente un progrès total annuel de 80 millions de francs environ.

Nous le répétons, nous ne pouvons que donner des estimations approximatives en attendant les chiffres officiels.

Nous savons très bien que les progrès agricoles ne doivent pas être attribués uniquement au Département de l'Agriculture. Mais quand on considère que les cultivateurs et propriétaires ont en général peu d'initiative, que les associations agricoles ne se créent guère qu'à la suite de conférences, et que ces sociétés exercent surtout leur action au moyen de la vulgarisation de la science agricole, on doit reconnaître que le Budget de l'Agriculture est plus productif que bien d'autres.

Tel est aussi l'avis exprimé par M. le Baron van der Bruggen dans son dernier rapport sur l'enseignement agricole, et par la section centrale en 1907. (Rapport de M. Raemdonck, n° 53, p. 9.)

Donc, si le Gouvernement est généreux pour certaines dépenses moins directement productives, il devrait être plus généreux encore pour tout ce qui concerne l'agriculture.

La principale raison invoquée pour justifier la fusion du Département de l'Agriculture avec un autre était une question d'économie.

En se plaçant à ce point de vue, il est permis à une section centrale chargée d'examiner le Budget de l'Agriculture de se demander si ce n'est pas là

une fausse économie. et pourquoi, si économie il y a, elle doit être subie par le Département de l'Agriculture plutôt que par un autre département.

Le baron H. della Faille, rapporteur de la Commission du Sénat, chargé d'examiner le Budget du Département de l'Agriculture pour l'exercice 1908, s'exprimait comme suit :

« Comme l'a très bien dit l'honorable M. Helleputte. *l'industrie agricole*
» *est la plus importante de nos industries nationales.* Elle occupe, en effet,
» d'après les derniers recensements, 4,200.000 personnes âgées de plus de
» 12 ans, alors que l'industrie des transports n'en occupe que 93.000 envi-
» ron, celle des mines et carrières 173,000, et les industries sidérurgiques,
» un peu plus de 27,000.

» Aussi est-ce avec une vive satisfaction que notre Commission a pris acte
» de la déclaration, faite à la Chambre des représentants, par l'honorable
» M. Helleputte : *qu'il n'y a aucun danger de voir disparaître le Ministère*
» *de l'Agriculture, ni de le voir non plus dans une combinaison quel-*
» *conque, fallût-il même lui adjoindre d'autres services, occuper une place*
» *accessoire et subordonnée.* »

Cette manière de voir, appuyée par la Commission du Sénat, serait la conclusion logique de l'histoire du Ministère de l'Agriculture depuis 1884.

En 1884 ce département fut détaché du Ministère de l'Intérieur, dans le but de donner un plus grand essor aux progrès agricoles ; il n'a pas trompé les espérances.

En 1896, le Gouvernement, voulant à son tour donner satisfaction aux intérêts de l'Industrie, jugea nécessaire de créer un département séparé.

Les services agricoles se développant de plus en plus, les Travaux publics en furent encore détachés.

Pour favoriser l'agriculture, le Gouvernement a mis en œuvre trois idées principales :

1° L'organisation rationnelle de l'enseignement agricole ;

2° Le développement modéré de la protection agricole et une série de mesures de défense en faveur de l'exploitation agricole ;

3° L'encouragement de l'Association officielle et libre.

L'expérience a montré que l'orientation adoptée est bonne et qu'il y a lieu de la poursuivre, car la tâche du Département de l'Agriculture est à peine commencée. Ne perdons pas de vue que ce département doit veiller encore aux intérêts des horticulteurs et que l'administration des Eaux et Forêts est très importante, que la voirie vicinale et les chemins agricoles rendent de très grands services à l'agriculture et que, parmi les services inséparables de l'agriculture, on trouve celui de l'hygiène, qui est préposé entre autres à la surveillance de l'alimentation des habitants et à la sauvegarde et à l'amélioration d'un bien inestimable, la santé de toute la population. C'est ce qui donne au Département de l'Agriculture une importance bien plus grande encore qu'à celui de l'Industrie et autorise la section centrale à appuyer les opinions précitées. D'autres raisons encore justifieraient cette manière de voir.

Nous avons démontré que les dépenses en faveur de l'agriculture accroissent plus directement et dans une mesure bien plus grande la richesse nationale que les sacrifices dans d'autres sphères.

On sait d'autre part que les charges de l'Agriculture sont plus lourdes que celles de l'Industrie.

On doit remarquer encore que la population agricole, à cause de son isolement inévitable, de son caractère plus paisible, de la difficulté plus grande des communications, se trouve, vis-à-vis de la population industrielle et urbaine, dans des conditions d'infériorité qui nécessitent de la part du Gouvernement une intervention plus active.

Dans les traités des économistes, dans les discours parlementaires, on répète à satiété que les campagnes constituent non seulement une grande partie de la richesse matérielle, mais encore la source des forces physiques, intellectuelles et morales de la nation. On ne peut pas se contenter de parler et d'écrire, il importe de traduire ces théories en pratique.

La réduction des charges qui pèsent sur l'agriculture a été souvent réclamée avec instance par les cultivateurs. Cette question a encore été rappelée par M. Mélot dans son rapport de l'an dernier. Nous prions M. le Ministre des Finances de vouloir bien ne plus ajourner la solution de ce problème.

L'agriculture est aussi moins protégée par les tarifs douaniers que l'industrie (1).

Il paraît assez difficile d'avantager l'agriculture de ce côté, car les denrées agricoles sont pour la plupart des produits alimentaires nécessaires à la classe ouvrière.

Si l'on ne peut pas protéger l'agriculture par des droits autant qu'il le faudrait, il conviendrait au moins de lui donner des compensations sous d'autres formes.

L'agriculture est moins favorisée au point de vue de la facilité des transports et de la réduction des tarifs ; que M. le Ministre des Chemins de fer veuille bien venir plus efficacement en aide aux agriculteurs, d'autant plus que les chemins de fer enlèvent de diverses façons, dans des proportions notables, la main-d'œuvre aux campagnes.

Les dépenses de luxe sont faites au profit des villes et provoquent l'immigration des ouvriers. D'autre part, en embellissant les villes, en y rendant la vie plus confortable, et en consacrant relativement moins de ressources aux travaux d'utilité publique dans les centres ruraux, le Gouvernement semble ne pas tenir la balance égale pour les campagnes. Nous aurons l'occasion, dans la suite de notre rapport, de signaler quel emploi sage et utile on pourrait faire de subsides plus généreux dans nos campagnes.

*
* * *

(1) A. PROOST. *La crise agricole* (réponse à la brochure de M. Eud. Pirmez). Louvain, Fonteyne, 1885.

Les considérations qui précèdent nous permettent d'apprécier toutes les difficultés de la mission du Département de l'Agriculture. Celui-ci, comprenant l'importance très grande de son domaine et conscient de la complexité des questions agricoles, fait preuve d'esprit d'organisation et d'esprit scientifique.

La section centrale rend hommage au zèle de ce Département. Il lui faut de l'initiative plus qu'ailleurs. Les cultivateurs se trouvant dans des conditions moins favorables que les industriels pour se tenir au courant des progrès, il faut aller à eux par une vulgarisation très intense.

Le Département de l'Agriculture encourage toutes les bonnes volontés; il ne se laisse pas dérouter par l'inertie déconcertante de ceux qui se contentent de critiquer sans jamais lui apporter une contribution nouvelle. Démolir n'est rien, il faut améliorer, édifier; aussi voyons-nous avec satisfaction l'administration de l'Agriculture s'adjoindre de plus en plus des agents techniques, suivant en cela l'exemple du Service des Eaux et Forêts, où depuis longtemps l'on n'admet plus que des collaborateurs qui, outre le diplôme d'ingénieur agricole, doivent avoir conquis un diplôme technique spécial.

Dans certains rapports précédents, les membres de la section centrale ont préconisé la spécialisation des services. La spécialisation est nécessaire, mais elle devrait être entendue de manière à ne pas nuire à l'unité administrative, à ne pas confondre des services de contrôle avec des services administratifs, etc.

L'agronome de l'État est le conseiller attitré du cultivateur; il connaît mieux que personne l'économie rurale de sa circonscription, c'est-à-dire qu'il est mieux en situation d'envisager le problème agricole dans son ensemble. Ce technicien doit, pour sa région, assurer l'unité dans l'administration et l'esprit de suite dans l'orientation des diverses branches de l'agriculture.

Évidemment, il ne peut être spécialiste dans toutes les branches. Sa spécialité, nous venons de le dire, consiste dans la connaissance de l'économie rurale de sa région. Si, pour l'un ou l'autre cas particulier, il ne peut venir directement en aide au cultivateur, il sera le premier à conseiller de recourir aux services spéciaux. Il en existe déjà un certain nombre de ceux-ci : services d'entomologie, de phytopathologie, station laitière, etc.

La section centrale avait, d'ailleurs, recommandé naguère le développement de ces services de renseignements.

Mais il importe que l'agronome puisse coordonner toutes ces spécialités pour les faire concourir au but commun.

Si l'on s'avisait de créer de nombreux agents à côté des agronomes et de leur donner quelque compétence administrative, il arriverait que le conseiller d'apiculture prétendrait que le salut des agriculteurs se trouve dans la culture des abeilles, le conseiller d'aviculture orienterait les exploitations rurales vers les spéculations avicoles, sans s'inquiéter des autres facteurs de la production.

Ces spécialistes se rencontreraient fréquemment dans la même ferme que l'agronome; celui-ci n'aurait plus l'autorité nécessaire pour combiner ces

diverses spéculations entre elles. Des conflits s'élèveraient forcément.

Au Boerenbond, au contraire, il existe une forte unité d'administration ; et pour mieux faire concourir les spécialistes au but tracé par la haute direction, celle-ci les réunit fréquemment en conseil. Telle est aussi la méthode du fermier intelligent qui assure la bonne marche de son exploitation en coordonnant les services divers dont elle se compose.

A la dernière séance plénière de l'Institut international de Rome, les délégués des gouvernements ont abondé dans ce sens, en constatant que la difficulté d'organiser une bonne statistique agricole mondiale réside dans l'insuffisance des services techniques et dans l'insuffisance de leur organisation administrative.

* * *

Parmi les nombreuses mesures dont le Département de l'Agriculture a pris l'initiative, les sections centrales des budgets précédents ont encore appuyé les suivantes :

a) La formation préalable de ses agents techniques et de ses spécialistes par des missions à l'étranger, des stages dans des stations agronomiques, dans des exploitations rurales et dans les administrations techniques ;

b) Le développement des cercles d'études destinés à perfectionner les connaissances de tous les professeurs de l'agriculture ;

c) L'organisation de la documentation agricole. Pour le moment, les spécialistes eux-mêmes sont peu renseignés sur la bibliographie de leur spécialité, notamment sur la bibliographie étrangère. Il n'est pas indispensable que le Gouvernement organise lui-même ces services de renseignements et de documentation : il pourrait, sans inconvénient, en charger un organisme central, qui serait constitué dans ce but à l'exemple du Musée social de Paris ou d'autres institutions analogues.

Utilité des statistiques et des enquêtes. — Afin d'administrer les intérêts agricoles avec succès, le Gouvernement a adopté un excellent système que la section centrale s'engage à développer et à perfectionner.

Par des enquêtes générales et spéciales il se rend compte de la situation exacte de l'agriculture.

Jusque dans ces dernières années, le recensement agricole général se faisait par périodes de quinze ans environ. N'est-ce pas par un excès de zèle en cette matière qu'en 1900 le Gouvernement a rendu les recensements annuels ?

Il paraît difficile d'établir que ces recensements annuels sont assez complets et faits d'après des renseignements assez exacts pour offrir des avantages en proportion de la dépense qu'ils exigent.

La section centrale avait déjà émis, en 1907 (1), des appréhensions à ce sujet.

(1) Président, M. Schollaert. Rapporteur, M. Raemdonck. 1907, doc. 53, p. 17.

Peut-être y aurait-il possibilité de faire coïncider le recensement agricole avec le recensement décennal de la population ; ne pourrait-on faire ainsi une économie sur les frais généraux des deux recensements combinés ? Entre-temps, au lieu du recensement des étendues emblavées et du dénombrement des animaux, de simples estimations annuelles, des enquêtes spéciales bien faites, ne répondraient-elles pas à tous les besoins et même aux exigences multiples de l'Institut International de Rome ?

Ces estimations ne pourraient-elles se faire sans frais par les organismes ordinaires représentatifs de l'agriculture ?

M. le Ministre ayant annoncé l'an dernier son intention de modifier les dispositions réglementaires dans ce sens, nous n'insistons pas davantage. Mais nous persévérons dans notre idée que le recensement agricole annuel, comme il est fait actuellement, est trop coûteux et qu'une partie des crédits consacrés annuellement à ce service pourrait être mieux employée.

* * *

Les renseignements au sujet de la production agricole ne sont pas les seuls qu'il convient de mettre à la disposition des intéressés.

Dans son rapport sur le Budget de 1903, M. le sénateur comte 't Kint de Roodenbeke (1) a mis en relief l'utilité de renseigner le cultivateur sur toutes les données scientifiques déjà acquises par l'expérimentation pour lui permettre d'augmenter les rendements.

La section centrale félicite M. le Ministre d'avoir donné suite à cette proposition en nommant une commission pour l'étude des sols et des climats belges dans leurs rapports avec la production agricole. Le département paraît néanmoins se faire illusion s'il pense arriver rapidement à ses fins sans ressources spéciales. Il semble qu'il faudrait faire aussi des sacrifices pour réunir des éléments qui permettent d'augmenter la production agricole.

* * *

La commission consultative des laboratoires agricoles viendra sans doute en aide à la commission chargée de l'étude des sols. Elle pourra exercer une influence très heureuse au point de vue du contrôle des engrais et des denrées alimentaires pour le bétail.

Un arrêté royal du 24 juillet 1909 a créé un laboratoire d'analyse des denrées et des substances servant à l'alimentation de l'homme ainsi que des matières quelconques utilisées dans la fabrication et la préparation de ces denrées et substances. Jusqu'ici les sept laboratoires agricoles de l'État étaient chargés, concurremment avec les laboratoires agréés, de l'analyse des denrées alimentaires ; chacun de ces sept laboratoires recevait un nombre d'échantillons trop peu considérable pour qu'un spécialiste pût être employé exclusivement à leur analyse et pût acquérir assez de pratique et d'habileté pour que son travail fut toujours irréprochable. De plus, l'outillage de ces laboratoires, au point de vue de l'analyse des denrées alimentaires, n'était pas

(1) 1903, doc. 60, p. 3.

parfait. On ne pouvait songer à doter chaque laboratoire d'un matériel coûteux peu en rapport avec le nombre minime d'analyses de denrées à exécuter.

En chargeant un seul laboratoire de pratiquer les analyses des échantillons répartis jusqu'ici entre sept établissements, on pourra former des chimistes spécialistes d'une compétence et d'une habileté beaucoup plus grandes et en même temps il sera possible de doter ce laboratoire unique, sans dépenses exagérées, d'un outillage perfectionné et complet.

Il serait éminemment désirable que l'administration fasse aussi contribuer les laboratoires agricoles aux recherches scientifiques, si nécessaires pour faire progresser l'agriculture.

* * *

Grâce à l'intervention du Département de l'Agriculture, la Société belge du Froid vient de constituer *une commission pour l'étude des applications du froid en agriculture*. Disons quelques mots de cette question, nouvelle pour un grand nombre, et qui cependant tend à rendre les plus grands services à l'agriculture et à l'horticulture.

L'attention a été attirée dans tous les pays sur cette importante question à la suite de la discussion à Paris du premier congrès international du Froid, en 1908. Une association internationale du Froid fut fondée à Paris, et aujourd'hui elle comprend des ramifications dans tous les Etats de l'Europe sans exception, plus les États-Unis d'Amérique, la République argentine, le Brésil, le Chili, le Japon, la Chine, etc. Le Gouvernement italien a voté une subvention de 5,000 francs par an, l'Autriche 3,000, et les autres états ont souscrit des sommes importantes.

Il est démontré que la conservation des denrées agricoles par le froid est un facteur économique absolument indispensable et d'autre part, que ces procédés rendent plus de services à l'hygiène et à l'économie sociale, s'ils sont utilisés directement par les producteurs plutôt que par les commerçants chargés de vendre les denrées agricoles.

La Belgique aussi a voulu prendre part à l'étude de ces questions, et l'Association belge du froid remercie M. le Ministre de l'Agriculture du subside qu'il a bien voulu lui accorder pour l'année 1910. Le comité national d'études pour les applications du froid en agriculture, composé d'hommes compétents, mettra tout en œuvre pour faire connaître les avantages multiples des procédés frigorifiques, notamment pour la conservation des fruits, beurres, viandes, fleurs, etc., la construction des appareils frigorifiques. En France déjà, un groupement agricole important qui s'est formé, a créé un frigorifique dans une commune du Rhône, à Condrèu, pour expérimenter les conditions les plus favorables à la conservation des fruits et autres produits de la région. L'installation a coûté environ 7,000 francs et le Ministre de l'Agriculture y a contribué pour une subvention de 4,500 francs. Le frigorifique a donné les meilleurs résultats. Puisse cet exemple bientôt

être suivi en Belgique. La commission de l'étude des applications du froid s'attachera à donner au public les renseignements nécessaires.

*
* *

Les rapports des Commissions, chargés de l'examen du Budget de 1906 (1), de 1907 (2) et de 1908 (3), exprimaient le vœu de voir étendre à tout le pays des enquêtes comme celle que M. Vliebergh venait de terminer pour la Campine. Les organisateurs des récentes expositions agricoles provinciales ont établi des concours de monographies rédigées d'après le questionnaire de M. Vliebergh. Il serait nécessaire de continuer ces travaux et de les terminer rapidement.

Nous savons d'une façon imprécise que l'hygiène de l'habitation laisse souvent à désirer à la campagne. Dans ces derniers temps, on s'est soucié avec raison de l'hygiène des étables, mais il y a des progrès à faire dans tout ce qui concerne les conditions de vie du cultivateur lui-même.

L'étude de son développement intellectuel, de ses qualités morales, du milieu dans lequel il évolue, s'impose d'autre part et doit être faite par région pour servir de base certaine aux mesures que le Gouvernement devra prendre pour améliorer ces conditions et enrayer l'exode rural.

Des enquêtes ne doivent pas nécessairement être entreprises par le Gouvernement lui-même, mais celui-ci pourrait encourager plus efficacement l'initiative privée dans cette voie.

*
* *

Il y a quelques années, par les soins du Ministère de l'Agriculture, le service des agronomes de l'Etat a rédigé et publié plusieurs monographies agricoles très intéressantes et très utiles au point de vue économique.

Dernièrement, en France, par les soins et sur les instructions précises données par M. Ruau, Ministre de l'Agriculture, et sous la direction de M. Vassillière, directeur de l'Agriculture, une très importante monographie sur la petite propriété rurale en France a été publiée. Les points principaux de l'enquête devant servir de base d'appréciation sont l'indication de la contenance moyenne; ce que l'on entend par petite, moyenne et grande propriété dans chacune des régions agricoles des départements, en tenant compte de la nature diverse des cultures, de la valeur du sol, et, en général, de tous les éléments naturels, économiques et sociaux, l'indication du mouvement de la propriété au cours de ces vingt dernières années. La comparaison, dans chaque région, de l'outillage agricole possédé par les exploitations de la grande et de la petite culture. La comparaison, dans chaque région, de la grande et de la petite exploitation au point de vue des moyens de production et des résultats économiques obtenus. L'indication

(1) Séance du 14 mars 1906. Rapport de M. le baron d'Huart (pp. 14 et 15).

(2) Séance du 24 janvier 1907, document n° 55 (p. 18.)

(3) Séance du 20 décembre 1907. Rapport de M. Raemdonck (p. 5.)

de l'état et des tendances du faire valoir indirect, de la situation des « petits propriétaires journaliers », question intimement liée à celle « du morcellement exagéré », de la catégorie sociale — petit propriétaire fermier ou ouvrier agricole — à laquelle appartiennent les acquéreurs de la petite propriété, de la situation matérielle des petits exploitants envisagée dans la dernière période de vingt années (questions pouvant servir d'indication au sujet de la dette hypothécaire de la petite propriété).

Toute la documentation recueillie par les soins des professeurs départementaux d'agriculture, et par les présidents des chambres de notaires, a été classée en données distinctes, et l'on a ainsi une monographie aussi complète que possible de chaque département français.

Inutile de dire que ces monographies, bien faites, sont des plus intéressantes et des plus utiles, et nous en félicitons bien vivement M. le Ministre Ruau et le directeur de l'Agriculture M. Vassillière.

Le Gouvernement, et plus spécialement le Ministère de l'Agriculture, ne pourrait-il pas faire procéder en Belgique, à l'occasion de la statistique décennale agricole, à une enquête plus complète fournissant des renseignements particuliers et détaillés relatifs à la petite propriété rurale? De cette manière nous pourrions, en Belgique, avoir aussi une monographie sur la petite propriété rurale et posséder une idée exacte de la situation, savoir si elle va vers une ère de prospérité ou d'affaiblissement.

*
* *

Ainsi que nous le constatons, la section centrale se rallie entièrement à l'excellent système du Ministère de l'Agriculture, de chercher à se rendre un compte exact des conditions dans lesquelles se trouve l'industrie agricole et horticole.

En ce qui concerne l'horticulture, nous nous permettons de signaler au Gouvernement et à la Chambre certaines conclusions, certains vœux adoptés au premier Congrès des ouvriers jardiniers et horticoles de Belgique, tenu à Bruxelles le 9 janvier 1910. Ces vœux intéressent tout spécialement la classe ouvrière horticole. Les voici :

1° Qu'une détermination uniforme du mot ouvrier soit inscrite dans toutes les lois ouvrières, dans le sens du texte admis dans le projet de loi sur les conseils de prud'hommes.

2° Qu'en conséquence, les lois suivantes seraient applicables à l'horticulture : la loi sur le travail des femmes et des enfants; sur le paiement des salaires; sur les conseils de prud'hommes et les conseils de l'industrie et du travail; sur le repos du dimanche; sur les accidents du travail; sur le contrat de travail.

3° Que ces lois soient élargies et améliorées, et notamment la loi sur le travail des femmes et des enfants, de telle façon que tout travail aux établissements horticoles soit interdit aux enfants âgés de moins de 14 ans et aux femmes mariées.

4° Que les syndicats des jardiniers et ouvriers horticulteurs soient traités sur le même pied que les syndicats d'ouvriers industriels, pour ce qui concerne les subsides des pouvoirs publics.

5° Que le Conseil supérieur de l'horticulture soit composé de patrons et d'ouvriers en proportion égale.

* * *

Grâce à l'enseignement et aux encouragements donnés à l'horticulture, celle-ci s'est développée notablement. M. le baron d'Huart en 1907, M. Raemdonck en 1908, et les services techniques du Département de l'Agriculture ont appelé vivement l'attention des pouvoirs publics sur cette branche importante de l'industrie agricole.

Le Ministre de l'Agriculture, désirant s'appuyer sur les avis de personnes compétentes, décida la création du conseil supérieur de l'horticulture.

On peut donc dire que la représentation officielle de l'horticulture est organisée au degré supérieur par l'institution de ce conseil. Pas n'est besoin d'une organisation plus compliquée pour se rendre compte des desiderata de l'horticulture dans les régions les plus reculées du pays.

Il suffit pour cela de demander de temps à autre à toutes les sociétés horticoles, de faire parvenir leurs desiderata au Conseil supérieur.

Il appartiendra au Conseil d'étudier ces vœux et de les appuyer auprès du Gouvernement dans l'ordre de leur urgence et de leur importance.

Le Ministre de l'Agriculture ne pourrait-il pas établir, par exemple, une statistique des agriculteurs qui, dans les dernières années, se sont mis à cultiver, sous verre, des tomates, des chrysanthèmes, des fraises, aux environs des grandes villes? Il est évident que depuis quelques années, l'agriculteur, voisin des villes, se tourne vers l'horticulture. Beaucoup de cultures spéciales pourraient s'ajouter encore à celles qui se font déjà chez nous, et notre situation privilégiée devrait nous y engager. Nous avons des fruits fins, des fruits de luxe, mais nous pourrions faire davantage et mieux. Pour y arriver, il faut multiplier les conférences horticoles — orienter par des hommes du métier la culture commerciale, horticole et maraîchère — vulgariser les recherches dans les voies nouvelles. C'est au Gouvernement à prendre l'initiative de mesures nouvelles. Il faut aussi étendre l'enseignement professionnel et élémentaire, dans les centres horticoles, multiplier les conférences d'arboriculture, de culture maraîchère et de floriculture, encourager la décoration des gares, cultiver les talus des chemins de fer, les pourvoir d'arbres fruitiers, de plantes utiles; bref, par tous les moyens, développer le goût de l'horticulture en Belgique. Il faut aussi protéger notre horticulture au point de vue des tarifs douaniers.

* * *

En ce qui concerne les desiderata de l'agriculture, le Gouvernement demande chaque année l'avis des comices. La section centrale désirant connaître les vœux de ces associations en a demandé communication au Ministre. Celui-ci lui a fait remettre des dossiers nombreux (*dont le poids total était de 28k.333*). Il a été impossible à la section de les dépouiller; elle n'a pu que constater que ces dossiers n'avaient fait l'objet d'aucune étude à l'administration de l'agriculture, ce qui est très fâcheux.

Elle estime qu'il y aurait lieu de soumettre les desiderata au Conseil supérieur d'agriculture, et de demander non seulement les avis des comices, mais aussi ceux des associations libres qui comprennent en majorité des cultivateurs.

*
* * *

En dehors des enquêtes et des commissions, le Département de l'Agriculture dispose encore d'autres moyens de se renseigner sur les besoins de ses administrés. Nous nous bornons à signaler les congrès. En favorisant les congrès, on favorise l'étude de certaines questions et l'on se rend compte des desiderata des intéressés. On objecte parfois que bien des vœux restent lettre morte. Il arrive, en effet, qu'il faut un temps assez long pour en voir la réalisation. Mais si l'on suit les travaux des congrès pendant un certain nombre d'années, on observe une évolution correspondante, due, en partie, à la diffusion des idées faites à l'occasion de ces réunions.

D'autre part, l'organisation de congrès internationaux nous permet de nous documenter sur les institutions agricoles et les progrès de l'agriculture à l'étranger. C'est favoriser les intérêts de l'agriculture belge que de subsidier largement ces réunions. Aussi recommandons-nous très vivement à la générosité du Gouvernement, et plus spécialement du Ministre de l'Agriculture, les différents congrès agricoles et horticoles, qui se tiendront à Bruxelles en 1910 à l'occasion de l'Exposition internationale — et plus spécialement encore, le Congrès international des associations agricoles et de démographie rurale.

Nous recommandons aussi au Ministre de l'Agriculture, l'Exposition internationale d'agriculture à Buenos-Ayres. Il est indispensable qu'un généreux subside soit octroyé au comité organisateur de la participation belge, tout comme on a fait précédemment pour l'Exposition de Saint-Louis, et qu'on permette aussi à nos nationaux, à nos éleveurs surtout, de représenter dignement les différentes branches de notre élevage national : chevaux de trait, bétail, chèvres, volaille et chiens policiers.

*
* * *

Dans ce qui précède, nous nous sommes bornés presque exclusivement à rappeler les principaux points soulevés les années antérieures par la section centrale, en disant dans quelle mesure elles avaient été prises en considération. Fort des résultats déjà acquis, le Gouvernement peut hardiment développer son œuvre.

Nous nous permettons encore de signaler quelques points sur lesquels l'attention n'a pas encore été suffisamment attirée.

Main-d'œuvre agricole. — La production agricole annuelle brute étant de 2 milliards environ, il nous a semblé intéressant d'estimer la proportion dans laquelle la main-d'œuvre entre dans cette production. Une estimation faite pour l'Allemagne en 1896, évaluait la part de la main-d'œuvre dans

les frais de production, à 49 p. c. Ce chiffre paraît exagéré. A défaut de renseignements officiels pour la Belgique, nous basant sur le taux des salaires, le nombre de personnes occupées aux travaux agricoles, les comptes de certaines cultures, nous croyons pouvoir donner le chiffre de 40 p. c. comme représentant la part du travail dans la production, soit environ 800 millions de francs. Ce chiffre paraîtra encore exagéré, mais si l'on observe qu'il y a plus de 800,000 exploitations agricoles, cela ne ferait que 1000 francs de main-d'œuvre en moyenne par exploitation, en y comprenant le travail du cultivateur, de sa femme et de ses enfants.

Quoi qu'il en soit, il y a un moyen d'augmenter le bénéfice net qui est trop négligé. C'est de réduire les frais de main-d'œuvre. Sans envisager le côté moral et social de la question, il y a des millions à gagner en substituant dans une large mesure le travail mécanique au travail humain.

Aux États-Unis, on estime à 4 milliards de francs la main-d'œuvre qu'épargne la machine agricole au cultivateur.

Le Département de l'Agriculture ne saurait donc trop s'appliquer à l'étude de ces questions et à faire quelques sacrifices dans ce but.

On n'ignore pas que le Département de l'Agriculture favorise l'acquisition des machines agricoles par les Unions professionnelles. Mais il pourrait, par exemple, mieux renseigner les cultivateurs sur l'économie réalisable par l'emploi des divers appareils; il devrait faire exécuter des recherches pour apprécier la valeur réelle de telle ou de telle machine, examiner son rendement, la qualité des matériaux et guider les intéressés dans les perfectionnements à y apporter.

Les constructions rurales devraient être aménagées de manière à épargner la main-d'œuvre. Des concours de plans de fermes, de tracts de vulgarisation, ont déjà été préconisés.

Exode rural. — En généralisant à la campagne l'emploi des machines, on rendra la situation des agriculteurs moins pénible. Un petit exploitant ou un ouvrier agricole pourra gagner davantage, il sera moins poussé par la nécessité d'aller demander de plus gros salaires à l'industrie. Il y aura donc plus d'équilibre entre les besoins de la ville et de la campagne au point de vue de la main-d'œuvre.

Mais ce n'est pas le seul élément qui intervient dans la question de l'abandon des campagnes. M. Mélot, dans son rapport sur le Budget de 1909 (p. 23), appelle l'attention des pouvoirs publics sur quelques autres éléments du problème. « Les remèdes, dit-il, s'ils sont connus, ne peuvent pas toujours être appliqués. Il en est deux cependant qui sont partout préconisés : c'est la diffusion de la petite propriété »; et à ce sujet, la section centrale du Budget de l'agriculture demande à la Chambre de discuter au plus tôt le projet de loi du Gouvernement, rapporté par M. Tibbaut, le 23 février 1904 portant réduction des droits d'enregistrement et de transcription en faveur de la petite propriété. Et, continue M. Mélot, « l'extension au travailleur agricole des lois portées en faveur de l'ouvrier industriel, quand ces lois lui sont applicables. Tels sont aussi les vœux du 1^{er} Congrès des sciences horti-

coles, tenu à Bruxelles, le 9 janvier 1910 (Voir rapport de M. E. Van Quaquebeke), et que nous avons reproduit précédemment.

La Société d'Économie sociale de Paris a consacré l'an dernier une semaine entière, sous la présidence de M. Méline, à examiner les mesures à prendre pour enrayer la désertion des campagnes.

L'an dernier aussi, la Société française d'émulation agricole contre l'abandon des campagnes, présidée par M. Moussu, a organisé avec l'intervention du Ministère de l'Agriculture, un concours de monographies dont le succès a été considérable. Plus de 800 monographies ont été présentées.

La Société centrale d'Agriculture de Belgique vient d'organiser un concours analogue.

Le Ministère de l'Agriculture des États-Unis a institué une commission pour étudier ces problèmes.

L'attention de notre Département de l'Agriculture aura, sans aucun doute, été attirée sur ces préoccupations : nous espérons qu'il prendra telles initiatives nécessaires pour que ces questions soient résolues mieux, si possible, en Belgique que dans tout autre pays.

* * *

L'amélioration de la condition du cultivateur, ou suivant une expression flamande meilleure « de Veredeling van den Boerenstand » (1), doit être en dernière analyse l'objectif des hommes d'œuvres. Ceux qui à des titres divers contribuent à atteindre ce but, ont droit à la reconnaissance de tous. L'on a perdu trop longtemps de vue le rôle important qui incombe à la fermière dans cette amélioration sociale. L'hygiène du cultivateur, son confort, son alimentation, son habitation, l'ornementation de la ferme, l'éducation de ses enfants et tout ce qui est de nature à rendre la vie rurale utile et agréable, rentre dans le domaine des attributions de la fermière.

Il y a autant de raison de l'instruire au sujet de sa mission que de faire l'éducation professionnelle du cultivateur.

C'est notamment par des conférences, des concours que l'on a aidé ce dernier et que l'on a obtenu les résultats indiscutés au point de vue économique. Les mêmes encouragements aboutiront à des progrès analogues au point de vue social.

Suivant un rapport très documenté de M^{lle} Dhondt, les premiers cercles de fermières ont été créés au début de 1907.

Voici d'après cet intéressant rapport le bilan de l'activité de ces associations :

	Nombre de cercles.	Nombre de membres.	Nombre de conférences.	Nombre de présences.
1906	2	113	4	90
1907	14	1,961	60	3,323
1908	36	3,951	135	4,181
1909	65	6,162	212	12,447

(1) LUYTGAERENS : « Veredeling van den Boerenstand », conférence donnée au Studiedag de Berlaer-lez-Lierre, décembre 1909.

Sans compter les concours, les congrès issus de ce mouvement, la publication de deux journaux et d'autres manifestations de leur activité.

On remarque que déjà l'on s'occupe de la mission de la fermière dans les congrès et expositions. Ce sont principalement les associations agricoles qui secondent ce mouvement.

Car elles ne se sont pas proposé pour but unique de ne s'occuper que des intérêts économiques du fermier, mais aussi de veiller aux intérêts de toute la famille rurale. Nous voudrions voir le Gouvernement accorder aux associations des encouragements spéciaux pour leur permettre de réaliser entièrement leur programme. Ce serait un des meilleurs moyens d'éviter la désertion des campagnes.

*
* * *

Il y a bien d'autres manières de favoriser les intérêts agricoles. La section centrale serait heureuse de voir le Gouvernement proposer des moyens efficaces, et surtout de les voir mettre en œuvre. A moins de renforcer encore les services et d'augmenter les ressources du Budget, il serait difficile au Département de prendre de nouvelles mesures. Toutefois, il serait intéressant de connaître son avis à ce sujet.

Le Gouvernement, ne pourrait-il, par exemple, s'intéresser davantage à l'aviculture ? D'après le dernier bulletin de l'aviculture, la consommation journalière d'œufs s'élève en Belgique à 3 millions de pièces, représentant une valeur totale de 70,730,000 francs l'an. Ces 3 millions d'œufs consommés journellement servent, non seulement à l'alimentation, mais à diverses industries. La Belgique importe et exporte. Le chiffre des importations dépasse de 34 millions d'œufs celui des exportations, et ces millions d'œufs représentent la somme de 2,380,000 francs payés à l'étranger. Ces chiffres augmenteront toujours, grâce aux encouragements divers du Gouvernement. Aussi, les cultivateurs devraient-ils augmenter, améliorer leurs basses-cours afin que celles-ci puissent donner le nombre d'œufs nécessaire à l'alimentation des Belges ?

De même pour l'apiculture. Ne pourrait-on pas encourager davantage, sous diverses formes, les apiculteurs belges, comme on le fait en Suisse ?

En Suisse, en décomptant deux millions de francs pour les frais d'entretien de 240,000 ruches, il reste aux apiculteurs un bénéfice net de cinq millions de francs.

Pourquoi ne pas organiser des écoles d'aviculture et d'apiculture, comme en Hongrie, par exemple ?

Le Gouvernement devrait coordonner et développer tous les services qu'il a créés et les rendre plus efficaces au point de vue des intérêts des agriculteurs ?

La section centrale s'est bornée principalement à donner quelques indications en s'inspirant des rapports précédents. Elle ne demanderait pas mieux que de voir le Gouvernement dépasser les espérances qu'il a fait naître.

B. DISCUSSION DES ARTICLES.

Nous consignons ci-dessous les observations faites par les membres de la Commission lors de l'examen des articles.

ART. 7. — *Agronomes de l'État.*

Un membre fait remarquer que la section centrale du Budget de 1906, présidée par M. Schollaert, demandait le développement des expériences organisées par les agronomes de l'État et priait le Ministre de l'Agriculture d'améliorer la situation de ces fonctionnaires (1906, doc., 115, p. 11).

Un autre observe que ces agents ont été injustement attaqués dans la presse, notamment à propos de l'organisation des conférences d'arboriculture. Les agronomes ont toujours pris l'avis des sociétés intéressées et ont tenu à faire un choix judicieux parmi les conférenciers de chaque région. Ils ont été des premiers à préconiser l'application des engrais chimiques en horticulture et à en démontrer l'efficacité, et ont toujours été favorables aux intérêts horticoles. Aussi, ces attaques ne sont provenues ni de la généralité des conférenciers, ni de la généralité des horticulteurs de profession.

Ces agents ont fait plus que leur devoir ; depuis près de vingt-cinq ans, ils ont été parmi les meilleurs apôtres du progrès agricole ; malgré cela, aucun d'eux n'a encore obtenu une distinction honorifique, alors que souvent ils ont joué un rôle prépondérant dans la création d'associations, dans l'organisation de concours, dans les jurys, etc. A maintes reprises, sur les divers banes de la Chambre, on a demandé des améliorations de situation pour les agronomes de l'État. Ils célèbrent cette année les noces d'argent de leur institution. A cette occasion, le Gouvernement ne peut-il faire quelque chose pour ceux qui, par un travail continu, persévérant et parfois ingrat, sont parvenus à amender et à sauver l'agriculture nationale ? La section est unanime à rendre un juste hommage à leurs services et à leurs mérites.

ART. 8. — *La lutte contre la tuberculose bovine en Belgique.*

Ce fléau occasionne annuellement à l'élevage bovin en Belgique la perte de nombreux millions. Il n'est pas encore possible, en ce moment, de conclure définitivement à l'efficacité de la méthode de vaccination de M. Heymans ; les conclusions de la Commission officielle peuvent tarder encore longtemps. Actuellement, le Département semble ne pas avoir de *méthode scientifique* de lutte. On continue à abattre par ordre, quand l'occasion se présente ; on tuberculine par-ci par-là, bref, *il ne semble pas y avoir de lutte bien systématique contre la tuberculose bovine en Belgique* ; du moins la cessation de la publication des rapports officiels sur l'état de la tuberculose en Belgique, ne permet pas de le constater. N'y aurait-il pas lieu de nommer pour l'extirpation de cette maladie un *comité spécial officiel*, composé de fonctionnaires, de vétérinaires libres et de cultivateurs ?

La Hollande, depuis quelque temps, a pris chez elle les mesures les plus énergiques, allant jusqu'à abattre d'office des animaux atteints, pour combattre efficacement la stomatite aphteuse et la tuberculose bovine et porcine. Aussi, constatons-nous que l'état sanitaire du bétail hollandais s'améliore. Nous en félicitons vivement l'honorable Ministre de l'Agriculture de la Hollande. Nous félicitons aussi le Ministre de l'Agriculture, l'honorable M. Schollaert, des mesures sanitaires efficaces qu'il continue à prendre à la frontière : grâce à elles, l'état sanitaire du bétail belge est meilleur et la stomatite aphteuse a disparu de nos régions.

ART. 11. — *Expositions et concours agricoles.*

Dans ces dernières années, faisait remarquer M. Raemdonck dans son rapport de 1908, on a vu s'accroître les efforts vers l'amélioration du petit bétail : porc, chèvre, mouton. Cette tendance à s'occuper des intérêts des petits cultivateurs et des ouvriers agricoles doit être encouragée de plus en plus. En conséquence, la section centrale préconisait, en 1908, l'institution d'un concours national de petit bétail, de même qu'on le fait pour les chevaux et le gros bétail. Le concours chevalin pourrait rester annuel, celui pour le gros bétail pourrait avoir lieu tous les trois ans, au lieu de tous les deux ans. Le concours pour le petit bétail également tous les trois ans. De cette manière, une augmentation de crédit ne serait pas nécessaire.

Nous remercions le Gouvernement pour les subsides qu'il a accordés pour l'organisation de concours de chevaux et de bétail à l'occasion de l'Exposition internationale de Bruxelles.

Nous le remercions tout spécialement d'avoir fait participer à ces allocations les petits cultivateurs et les ouvriers agricoles en autorisant et en subsidiant les premiers concours internationaux des races ovines, caprines et canines (chiens de trait), qui auront lieu en juin prochain à Bruxelles.

Concours de chevaux. — Il existe dans le pays des concours nationaux. A cet effet, le pays est divisé en quatre circonscriptions. Il faudrait que les chevaux primés dans ces concours fussent réellement des chevaux nationaux. Un membre du jury, de préférence un professeur de zootechnie, serait chargé de faire, d'accord avec les autres membres du jury, un rapport annuel sur les sujets primés; chaque animal aurait son histoire, depuis son origine la plus reculée possible jusqu'à la relation des concours dans lesquels il a été primé. Cette histoire serait complétée par des mensurations, des données concernant les défauts du sujet et aussi ses qualités individuelles, et, dans la mesure du possible, d'indications concernant les qualités et les défauts des descendants; bref, ces chevaux seraient des chevaux nationaux ayant une histoire bien définie et qu'il y aurait intérêt de faire connaître le plus possible.

Ce serait un moyen également de mesurer exactement les progrès réalisés dans l'élevage.

Stud Book belge. — Il importe de rendre plus sérieuses les indications du *Stud Book belge* de chevaux de gros trait. Il faut que ce livre généalogique,

pour la tenue duquel vraisemblablement le département de l'Agriculture donne un subside, soit plus soigneusement tenu. On entend des plaintes à cet égard. Il faut qu'un semblable livre soit tenu avec rigueur ou bien il faut le supprimer. l'étranger y attache une certaine importance.

Dans sa dernière séance du 9 février 1910, M. Jules Lahaye, a étudié à la Société centrale de l'agriculture, la question de la tenue du *Stud Book* du cheval de trait belge, et a déclaré que le contrôle des déclarations d'origine est insuffisant.

Ce qui manque surtout, disait-il, c'est le signalement dressé en temps utile du poulain qui vient de naître; la Société centrale, faisant droit à ses observations, a nommé une commission qui sera chargée d'étudier les systèmes employés à l'étranger pour l'établissement des *Stud Books*.

Concours de bétail d'élevage. — Les concours de bétail tels qu'ils sont organisés coûtent beaucoup d'argent et ne donnent pas assez de résultats pour l'amélioration réelle du bétail du pays. Cette affirmation vise les concours de province, d'arrondissement et même, les concours de village. Les syndicats d'élevage ne doivent pas affirmer qu'il y a plus d'homogénéité de la robe, de la conformation, moins de sang Durham, etc., etc., mais démontrer par des chiffres, dont il serait permis de conclure, qu'effectivement les bêtes bovines de ces régions rapportent actuellement plus de bénéfices à leurs propriétaires, et cela non à quelques propriétaires amateurs, mais à la généralité des cultivateurs de profession.

Le vrai concours capable d'améliorer la généralité des animaux bovins doit s'adresser d'abord et avant tout non aux meilleurs sujets de la race, mais aux plus mauvais. Cela semble bizarre et anormal à première vue. Mais il est cependant évident : 1° que la première préoccupation doit être de rendre un service à la généralité des éleveurs, et non à quelques-uns, comme cela se fait actuellement; 2° qu'il est plus facile de relever le rendement moyen des nombreux animaux qui ont, par exemple, un rendement de 60 p. c. (animaux de qualité passable, de qualité courante) et qui par des soins intelligents et des croisements méthodiques arriveront à un rendement utile de 70 p. c. Il est plus facile, de produire ce progrès qui portera sur de nombreux sujets (chose importante quand il s'agit de rendre service à la fortune publique), que d'élever d'une façon appréciable le rendement moyen des quelques sujets donnant déjà 75 p. c. de rendement utile. Évidemment, plus les types se rapprochent de la perfection, plus il est difficile d'augmenter l'amélioration, le progrès. Ajoutons d'ailleurs que ce progrès, moins intense par sujet, aura une influence moindre sur la fortune publique, puisqu'il porte sur un nombre d'animaux peu élevé.

Il faut, dans la question de l'amélioration de l'élevage et du choix des moyens à employer à cet effet, avoir pour objectif de faire augmenter pour le plus grand nombre possible de cultivateurs, *les profits réalisés*, ou pour objectif de *diminuer chez beaucoup les pertes subies du fait de l'élevage*, car souvent l'élevage met les cultivateurs en perte.

Le meilleur animal est celui qui donne à son propriétaire le plus de *bénéfices*. tout se résume à cela ; il n'y a que l'argent qui doit compter pour l'éleveur et pour la fortune publique ; il faut encore que ce même sujet donne le même bénéfice à un autre cultivateur qui s'en rendrait acquéreur. Actuellement, certains amateurs parviennent, grâce à une réputation qu'ils se font dans les concours, à vendre leurs sujets bovins très cher, trop cher même, car le nouvel acquéreur ne trouve plus ni le prix d'achat, ni surtout la contre-partie économique des dépenses d'entretien. Cela résulte du fait qu'on prime une conformation extérieure, un poil déterminé, qui n'est nullement l'indice de qualités intrinsèques qui assurent l'exploitation économique. Bref, il semble que les concours actuels ont peu d'influence sur l'amélioration générale de l'espèce bovine et qu'ils peuvent même induire en erreur les acquéreurs des animaux primés.

Il faudrait que les concours, comme moyen d'amélioration de l'espèce bovine soient en quelque sorte des concours d'étable, ainsi qu'on avait voulu le réaliser en 1888, lors du concours international de Bruxelles. Des gens compétents iraient visiter à l'étable même le bétail des cultivateurs ; ils tiendraient compte de l'hygiène, de l'alimentation, mais aussi et surtout de la qualité des animaux qui s'y trouvent ; on serait fixé sur la qualité des animaux par le contrôle du lait (contrôle de la quantité et de la qualité), par l'adoption et la généralisation des moyens préconisés en Belgique par M. Frateur, professeur à l'École agronomique de Louvain. Les membres du jury donneraient des conseils pour éliminer les sujets mauvais qui, véritables parasites dans une étable, mangent les bénéfices donnés par les bons sujets. Les encouragements pécuniaires iraient à ceux qui auraient des étables convenables et du bétail d'exploitation économique, c'est-à-dire aux cultivateurs qui sont à même de gagner de l'argent par l'exploitation bovine. On réaliserait des progrès considérables ; *la généralité des cultivateurs, le petit comme le grand, gagnerait de l'argent ou en perdrait moins*, et la fortune publique augmenterait : on rendrait service à tout le monde. Ce n'est pas le cas actuellement.

S'il est incontestable que beaucoup de concours peuvent être améliorés au point de vue de leur utilité scientifique et pratique, ne pourrait-on pas, par exemple, faire élaborer quelques programmes par une réunion d'éleveurs, d'agronomes de l'État et par les écoles d'horticulture ?

ART. 15. — *Institut agricole de l'État.*

A propos de cet article, un membre fait observer que la 4^e année d'études, instituée à titre facultatif, donnerait de meilleurs résultats si elle était rendue obligatoire et si les programmes en étaient mieux coordonnés avec ceux des années précédentes.

Quant aux aménagements, certaines chaires sont encore installées comme en 1862. Vers 1890, l'on réalisa certaines améliorations. En 1900, le conseil d'administration et de surveillance de l'Institut agricole de Gembloux avait

recommandé à M. le Ministre un projet d'amélioration des installations scientifiques de l'Institut d'après un plan d'ensemble bien compris. Dans son rapport sur le dernier budget, M. Mélot, rappelant que ce projet avait été approuvé par la Chambre qui avait voté les premiers crédits, insistait vivement pour que les installations scientifiques fussent achevées à bref délai. Nous nous associons à ces vœux.

Il y a lieu, suivant l'avis de M. Mélot, de régler la question des programmes et ensuite de mieux installer la chaire de zootechnie, d'outiller la chaire de génie rural, de bien aménager la ferme, d'organiser les installations démonstratives et expérimentales des industries agricoles, de manière que cet institut ne le cède en rien sous ce rapport aux instituts supérieurs de l'étranger.

Un membre croit devoir attribuer cette situation au fait que les services d'expérimentation de Gembloux sont placés sous une autre direction que les services d'enseignement.

L'Institut agricole fêtera bientôt son 50^e anniversaire. La section centrale se plaît, en cette circonstance, à rendre hommage à cette institution qui a rendu tant de services à l'agriculture belge ; elle espère que le Gouvernement la secondera encore mieux à l'avenir pour remplir son importante mission.

ART. 17 — *Enseignement agricole.*

L'enseignement ménager agricole des écoles ambulantes continue à donner d'excellents résultats. Un membre fait observer que M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Agriculture a déclaré l'an dernier qu'il comptait étendre cet enseignement. Dans la majorité des provinces, il n'existe en ce moment qu'une seule école ambulante. Il y en a 11 pour les 2,500 communes rurales de la Belgique. Chacune d'elles ne peut organiser en moyenne que deux sessions et demie par an. Il en résulte qu'une commune pourrait attendre environ 75 à 85 ans avant de pouvoir faire bénéficier une quinzaine de jeunes fermières de cet enseignement.

Au lieu de 11 ou 12 écoles ambulantes pour toute la Belgique, il en faudrait au moins une pour chaque circonscription d'Agronome de l'Etat.

En même temps le nombre des écoles fixes devrait être doublé.

Parfois, dans certaines communes pauvres, l'école ambulante a peine à obtenir l'intervention pécuniaire de l'administration communale. En ce cas, le Département devrait se montrer plus généreux.

Le mobilier des écoles laisse parfois beaucoup à désirer. N'y aurait-il pas possibilité de renouveler graduellement ce matériel par un mobilier de meilleur goût ?

Le personnel de ces écoles se dévoue déjà depuis vingt ans à cet enseignement si fructueux. Malgré cela, sa situation est très aléatoire ; il est payé par indemnités et par session. N'y aurait-il pas lieu de lui donner une situation plus stable, cet enseignement ayant fait ses preuves et donné les meilleurs résultats ?

Un membre appelle tout spécialement l'attention du Gouvernement sur la nécessité de voir améliorer en Belgique le service d'inspection technique des laiteries. L'institution, comme en Hollande, de conseillers de laiterie, qui donneraient les renseignements nécessaires pour travailler dans de meilleures conditions, ne serait-elle pas à préconiser?

La nomination des conseillers de laiterie serait confiée, moyennant subside, aux fédérations de laiteries qui fourniraient la preuve d'une organisation et d'une activité suffisantes, s'il y a lieu, au Département de l'Agriculture lui-même; il y aurait donc des conseillers des fédérations comme en Hollande, où cette institution donne les meilleurs résultats.

Un autre membre insiste vivement sur la nécessité de rétablir le service des conseillères de laiterie pour les cultivateurs.

L'on devrait vulgariser davantage la comptabilité agricole dans les écoles professionnelles agricoles à tous les degrés et dans les conférences.

Une grande partie de l'activité des agronomes devrait être utilisée à faire comprendre partout aux cultivateurs l'utilité d'une comptabilité, si rudimentaire soit-elle. On peut leur faire comprendre par des exemples que telle spéculation les met en perte sans qu'ils s'en doutent, et que telle ou telle autre pourrait être développée davantage.

CHAPITRE IV.

Office rural et laboratoires d'analyses.

ART. 18.

Un membre appelle l'attention sur l'utilité des expériences dans les jardins ouvriers. Ces essais apprennent aux ouvriers à connaître les meilleures variétés, les meilleurs engrais, les meilleures méthodes de culture. L'œuvre du *Coin de terre*, présidée par l'honorable Ministre d'Etat M. Beernaert, compte actuellement 1,400 jardins qui livrent aux familles ouvrières des produits pour une valeur de 1,400,000 francs environ. Le Département de l'Agriculture ne saurait trop encourager ces essais, qui ont pour résultat de propager les progrès de la culture des légumes, d'augmenter le bien-être de la classe ouvrière.

ART. 19. — *Conseil supérieur de l'horticulture, associations horticolas, concours.*

Nous félicitons l'honorable Ministre Schollaert d'avoir réuni dernièrement le Conseil supérieur de l'horticulture et nous attendons des travaux de ce Conseil les meilleurs résultats.

Des membres de la section ayant demandé des renseignements au sujet de la Fédération des Sociétés horticolas de Belgique, nous sommes heureux de pouvoir leur dire que la Fédération comprend actuellement 200 associations

horticoles, et que le nombre de ses membres dépasse 33,000. Elle a donné à ces associations une cohésion et une unité de vues, de méthodes, qui n'existait pas précédemment; elle a stimulé leurs travaux et son action a été à ce point efficace, que nombre de sociétés horticoles se sont constituées sur tous les points du pays et que les autres ont étendu considérablement le champ de leurs travaux et de leur activité. Elle a convoqué les horticulteurs belges et étrangers à des assises internationales qui se sont tenues à Liège. Elle a fondé une bourse des horticulteurs; son bulletin cherche à orienter ses membres dans la voie commerciale en publiant des renseignements et de remarquables travaux sur le commerce horticole des pays voisins.

A la suite du Congrès de Liège, la Fédération demanda une enquête sur cet objet à M. le Ministre des Affaires Etrangères. Cette enquête fut faite par nos agents diplomatiques et consulaires; elle s'étendit à la France, l'Angleterre, la Hollande, l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et l'Italie. Les rapports qui renfermaient une foule de renseignements utiles et dont nos horticulteurs ont pu tirer parti et profit, ont été publiés au bulletin de la Fédération.

Voilà, en raccourci, ce que celle-ci a fait en peu de temps. Elle a aussi fait porter à 20,000 francs les subsides du Gouvernement aux sociétés horticoles, lesquels s'élevaient à peine à 5,000 francs lors de sa fondation. Ces subsides, elle les distribue judicieusement, intégralement, impartialement, à l'entière satisfaction des sociétés horticoles. Elle a convoqué les horticulteurs belges et étrangers à des assises internationales qui se tiendront à Bruxelles prochainement.

Remarquons que la Fédération groupe non seulement les horticulteurs, mais aussi les amis de l'horticulture, les amis de la fleur, développe le goût, le plaisir de la fleur et rend ainsi les plus grands services à l'horticulture. Elle a son utilité et ne mérite pas les critiques que parfois on lui adresse.

La Chambre syndicale des Horticulteurs belges a rendu et rendra encore de grands services à l'horticulture belge, nous l'en remercions, et il y a lieu de l'encourager sous toutes ses formes. Mais nous croyons qu'à côté d'elle, la Fédération des Sociétés horticoles se rendra très utile en groupant non seulement tous les professionnels, mais aussi tous les ouvriers horticoles, les amateurs qui contribueront, eux, à accroître la prospérité, le progrès de l'horticulture.

Au moment où l'horticulture retient plus particulièrement l'attention du Département de l'Agriculture un membre de la section centrale pense qu'il serait utile d'avoir l'avis de ceux qui sont proposés spécialement aux intérêts des horticulteurs, au sujet de la question suivante :

Les progrès obtenus en agriculture sont-ils dus plutôt aux contributions des praticiens qu'aux investigations scientifiques, et dès lors n'y aurait-il pas lieu de créer une *station de recherches horticoles*, comme on a créé, il y a trente-six ans une station agronomique à Gembloux ?

Arr. 27. — *Institut de chimie et de physique agricoles. Laboratoires, etc.*

L'an dernier, M. Pitsaer a démontré à la Chambre que les traitements des chimistes des laboratoires ne sont pas en rapport avec la somme de connaissances et de travail que l'on exige d'eux. Il en résulte que les ingénieurs agricoles paraissent abandonner cette carrière.

Déjà les rapporteurs et des membres à la Chambre et du Sénat ont demandé, avec raison, de pousser davantage les laboratoires dans la voie des recherches scientifiques. Mais pour arriver à ce résultat, il serait indispensable de provoquer des vocations en encourageant le personnel technique de ces laboratoires à se perfectionner à l'étranger.

Vraisemblablement, la Commission consultative que M. le Ministre vient de constituer aura une influence heureuse sur le développement de l'institution des laboratoires.

Nous ne pouvons laisser passer l'examen de cet article sans appeler la bienveillante attention du Ministre de l'Agriculture sur la situation des chimistes des laboratoires agricoles.

A la séance du 9 février dernier, le rapporteur a posé à M. le Ministre de l'Agriculture la question suivante :

QUESTION.

Depuis plusieurs années, le Ministre de l'Agriculture étudie les modifications pour améliorer la situation des chimistes des laboratoires agricoles, l'arrêté royal de 1897 réglant l'avancement du personnel technique des laboratoires d'analyse de l'État.

Quand ces modifications seront-elles publiées et mises en exécution ?

RÉPONSE.

Le personnel des laboratoires d'analyses de l'État a obtenu une amélioration de situation par un arrêté d'octobre 1908, qui permet d'augmenter d'un dixième le traitement maximum des chimistes et celui des chefs des travaux respectivement après quatre et six années.

Cette réponse ne donne pas satisfaction aux chimistes des laboratoires d'analyses de l'État.

En effet, ces derniers demandent :

I. — Que le grade de chef de travaux ne soit plus un obstacle à l'avancement régulier des chimistes, jusqu'au maximum de traitement.

II. — Que ce maximum de traitement soit porté à un taux en rapport avec les traitements des fonctionnaires des administrations similaires : agronomes de l'État et agents des Eaux et Forêts.

III. — Qu'en tenant compte des mauvaises conditions d'hygiène dans lesquelles s'effectue le travail de laboratoire, l'on adopte pour base, pour le calcul de la pension, le 1/50^e du traitement des cinq dernières années au lieu du 1/65^e.

La situation du personnel des laboratoires, relevée dans le sens indiqué ci-dessus, serait inférieure encore à la situation des agronomes de l'État et des agents des Eaux et Forêts, les chimistes devant résider dans les grandes

villes et ne pouvant se créer des ressources en dehors de leurs occupations officielles.

M. Polet, le 25 juin 1903, a demandé l'amélioration de la situation des chimistes des laboratoires agricoles. M. Van der Bruggen répondit: « Certaines dispositions de l'arrêté royal de 1877 réglant l'avancement du personnel technique des laboratoires d'analyses de l'État peuvent être modifiées avantageusement, et je m'en occuperai. »

Le 18 mars 1908, M. Helleputte répond à M. Polet :

M. HELLEPUTTE, Ministre de l'Agriculture ad interim. — M. Pollet s'est intéressé aux chimistes des laboratoires de l'État. L'honorable membre sait que nous nous occupons de la revision du règlement de ces établissements.

L'honorable M. Polet me reprochera peut-être de lui avoir donné la même réponse l'année dernière. Je lis cette observation sur ses lèvres (interruption de M. Polet) Vous l'entendez, Messieurs, j'avais raison de prévoir l'objection. Voici ma réponse :

Nous avons discuté le dernier Budget de l'Agriculture en juillet dernier; il y a donc non pas un an, mais sept mois. Or, en sept mois, il est tout à fait impossible — on voudra bien le reconnaître — de faire aboutir toutes les réformes, si justifiées qu'elles soient, réclamées au cours de la discussion de mon Budget. Je vous le promets, mon cher collègue, il ne se passera plus cinq mois avant la revision du règlement.

Nous espérons que l'honorable Ministre de l'Agriculture pourra bientôt et complètement satisfaire les chimistes susdits.

* * *

Une autre réforme heureuse est la réorganisation de la station agronomique de Gembloux. La section centrale remarque néanmoins que le budget de cette station n'a pas subi de modifications. Elle se demande comment il est possible d'attendre l'exécution d'un plus grand nombre d'essais sans augmentation de crédit. Dans ces conditions, cela ne sera qu'une réforme couchée sur le papier.

Le rapporteur a personnellement demandé avec instance, au Budget de l'an dernier, l'organisation d'une section pour la sélection des semences, comme il en existe depuis de longues années à Vienne et en Hollande. Ces institutions rendent les plus grands services aux cultivateurs. Il faudrait non seulement qu'on vérifiât et que le cultivateur pût faire vérifier le pouvoir germinatif des graines, surtout celles du lin, des betteraves, etc., comme cela se pratique à l'étranger, mais que l'on s'appliquât à améliorer les semences.

Le Gouvernement fait des sacrifices considérables pour la sélection des animaux; mais que donne-t-il pour la sélection des semences? Et cependant la production végétale est aussi importante que la production animale.

CHAPITRE V.

Eaux et Forêts.

La question forestière prend aujourd'hui une place très importante dans les préoccupations des gouvernements.

Mieux qu'autrefois, on s'aperçoit que les forêts ont un grand rôle à jouer dans l'économie générale des nations. Non seulement elles exercent une influence bienfaisante aux points de vue climatérique, hygiénique et surtout hydrologique, mais elles ont, sous le rapport économique, une action dont on ne soupçonnait guère l'importance autrefois. Elles fournissent des produits indispensables à nos diverses industries : charbonnière, métallurgique, agricole, etc. La quantité de matière ligneuse que nous achetons chaque année pour nos besoins nationaux se chiffre actuellement par plus de *185 millions* de francs et elle augmente tous les ans de *5 ou 6 millions*.

Ce simple aperçu suffit à montrer quel intérêt nous avons à conserver nos forêts, à boiser nos terres encore incultes et impropres à l'agriculture et à traiter rationnellement les peuplements forestiers qui couvrent notre territoire.

Pendant longtemps, la sylviculture a été délaissée chez nous; mais depuis une vingtaine d'années, il est incontestable que l'on a réalisé de sérieux progrès en améliorant le service forestier et en appliquant de meilleures méthodes de culture. Il reste encore beaucoup à faire, et il me sera permis, notamment, d'attirer l'attention bienveillante de M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Agriculture sur la situation précaire des agents de l'Administration forestière. Si l'on veut des fonctionnaires capables, zélés et actifs, on doit leur donner une situation en rapport avec leurs connaissances et les services que l'on exige d'eux.

Les traitements des préposés des Eaux et Forêts (brigadiers et gardes) ont été relevés à différentes reprises en ces derniers temps, mais rien n'a été fait, ou à peu près, pour les agents (gardes généraux, sous-inspecteurs et inspecteurs) depuis plus de vingt ans.

Or, voici ce que l'on exige de ces fonctionnaires : humanités complètes, diplômes d'ingénieur agricole et d'ingénieur forestier, recrutement par voie de concours.

Ils entrent dans l'Administration forestière avec le grade de garde général-adjoint, qu'ils conservent pendant quatre années au moins, avec le minime traitement de 1,500 francs.

Après ce laps de temps, si des emplois sont vacants, ils sont nommés gardes généraux au traitement de 2,400 francs, plus des indemnités diverses, se chiffrant par environ 500 francs, qui sont en majeure partie absorbées par les frais effectués à l'occasion des tournées de service.

Des augmentations de 400 francs, sont accordées après trois ans de grade, ce qui permet à ces fonctionnaires d'arriver au traitement de 4,800 francs à l'âge de 50 ans au moins et à la condition d'avoir plus de vingt-cinq ans de service! Le grade d'inspecteur, auquel arrivent les plus favorisés, donne

droit aux traitements de 5,000, 5,500 et 6,000 francs, ce qui paraît minime si on les compare à ceux alloués aux chefs de service provinciaux des diverses autres administrations de l'État.

Il est bon de rappeler qu'un garde général des Eaux et Forêts est non seulement le chef de 20 à 30 gardes et brigadiers, mais qu'il est le régisseur, l'administrateur de 8,000 à 10,000 hectares de forêts, représentant souvent une valeur de plus de 10 millions de francs, et qu'il doit s'occuper des questions de chasse, de pêche, de pisciculture, etc.

Les agents forestiers réclament une augmentation de 500 francs pour les gardes généraux et sous-inspecteurs et de 1000 francs pour les inspecteurs.

Ces prétentions, qui ne paraissent nullement exagérées, exigeraient une augmentation du Budget de 35,000 francs environ.

Si l'on estime que l'État ne peut, à lui seul, supporter ces frais d'administration générale, on pourrait en faire rembourser une partie par les communes et les établissements publics, dont les bois sont soumis à la régie et à la tutelle de l'État. Ces bois sont les plus étendus et comportent environ 170,000 hectares (1).

Il suffirait d'augmenter de 20 centimes par hectare les frais de régie et de gardiennat payés par les communes et les établissements publics, et qui sont en moyenne de fr. 1.50 par hectare, pour obtenir 34,000 francs. L'État majorerait sa participation de 8 à 10,000 francs, et l'on disposerait ainsi d'une somme de 40 à 45,000 francs, qui permettrait d'accorder les améliorations demandées et de réaliser d'autres réformes reconnues nécessaires, notamment l'augmentation du nombre d'agents forestiers. Certains d'entre eux doivent, en effet, administrer 12,000 et 13,000 hectares de propriétés boisées, ce qui est trop considérable.

(Voir sur ces sujets les discours de MM. le comte Visart et Hubert, lors de la discussion du Budget de 1909.)

CHAPITRE VI.

Service de santé et de l'hygiène.

Hygiène du lait. — Plusieurs groupements parmi lesquels la Ligue nationale belge pour la protection de l'enfance du premier âge et la Société nationale de Laiterie, les congrès d'hygiène et les congrès de laiterie ont, à maintes reprises, réclamé un contrôle plus efficace du lait livré à la consommation.

Les statistiques ne nous renseignent pas d'une façon assez précise sur les causes du décès des enfants. Cependant tous les médecins sont d'accord pour dire que le lait défectueux est la cause prépondérante de la mortalité infantile.

(1) Les communes et établissements publics ont payé en 1909, pour frais de régie et de gardiennat de leurs propriétés boisées, 268,155 francs pour 119,145 hectares, soit environ fr. 1.50 par hectare.

Le lait est aussi fréquemment le véhicule de maladies pour les adultes. On réclame donc avec infiniment de raison une inspection plus efficace du lait au point de vue hygiénique.

Diverses méthodes ont été préconisées. La surveillance devrait être générale et minutieuse; elle devrait commencer par l'inspection vétérinaire au lieu de la production et se continuer jusqu'à la consommation.

L'administration compétente ne pourrait-elle pas dès maintenant prendre des mesures pour arriver rapidement à cette solution, par exemple en préparant des élèves de l'école vétérinaire à remplir cette mission?

On a préconisé aussi d'instruire les consommateurs sur les dangers des laits défectueux. On ne peut pas dire que cette mesure a fait faillite, on ne l'a pas encore appliquée; elle ne peut être que très utile; on ne pourra néanmoins se passer d'une surveillance bien comprise.

Le 4^e Congrès international de laiterie à Budapest, en juin 1909, a émis le vœu que la production et le commerce du lait consommé en nature, ainsi que l'approvisionnement des grandes villes en lait, fussent soumis à des règles générales. Ces règles seront examinées par une commission internationale, composée de personnes compétentes et représentant toutes les parties intéressées. Cette commission sera chargée d'étudier et de préparer les mesures législatives internationales sur le lait.

Cette commission internationale s'est mise à l'œuvre et s'occupe en ce moment de rechercher les exigences qu'il convient d'avoir à l'égard du lait mis dans le commerce (lait frais et lait condensé). Tous les renseignements recueillis seront synthétisés et formulés en un projet qui sera soumis et discuté au prochain Congrès international de laiterie à Stockholm en 1911.

En attendant que des mesures législatives internationales soient prises, nous prions les grandes villes et le Gouvernement lui-même d'augmenter considérablement la surveillance dans les débits du lait frais et du lait condensé destinés à la consommation — sur les marchés et chez les débiteurs de beurre —, d'organiser une surveillance spéciale sur les laitiers, dans les étables de bêtes laitières, etc., afin de réprimer autant qu'il est possible la falsification et l'altération du lait et du beurre dans notre pays.

* * *

La Chambre est saisie d'une proposition de loi modifiant notre législation beurrière. Nous espérons que la Chambre s'occupera sous peu de cette importante question agricole. La législation actuellement en vigueur a fait son temps; elle doit être modifiée. La Société nationale de Laiterie, la Commission permanente belge de l'alimentation humaine ont longuement étudié et discuté ces propositions et s'y sont ralliées. La Chambre peut hardiment aborder l'étude de la question. En attendant, nous demandons avec instance à M. le Ministre d'augmenter sans retard le nombre d'inspecteurs de denrées alimentaires. Leur nombre est insuffisant.

La Hollande vient de modifier également sa législation beurrière; la nouvelle loi du 9 juillet 1909 est entrée en vigueur le 1^{er} janvier dernier, et l'arrêté royal qui en assure l'exécution fixe à 80 p. c. la limite indiquée à

l'art. 2 de cette loi, c'est-à-dire la quantité minimum de matière grasse que doit contenir le beurre. Le beurre qui contiendra 20 p. c. de matière non grasse sera donc considéré comme beurre normal, non falsifié. En Belgique, la limite est de 18 p. c.

Nous devons donc modifier notre législation.

De plus, la Hollande, qui a établi chez elle le système de la marque officielle et du contrôle du beurre, étudie la question du contrôle du fromage et bientôt, on aura la marque de contrôle officiel pour certains fromages. Nous félicitons le Gouvernement hollandais des mesures sérieuses qu'il prend pour réprimer autant qu'il le peut les fraudes dans le commerce des beurres et des fromages.

La distribution d'eau dans les agglomérations rurales.

Dans les villes, il ne peut plus être question de se procurer l'eau potable au moyen de puits creusés dans un sol souvent imprégné de matières organiques et riches en microbes; dans les centres urbains, les distributions d'eau constituent une nécessité.

Dans les villages, les eaux d'un très grand nombre de puits sont impropres à l'alimentation; elles sont chargées de matières organiques en grande abondance, et les germes y pullulent. On voit fréquemment des puits ouverts, sans margelles, accessibles aux souillures de la surface, infectés par les eaux météoriques qui ont lavé le fumier, par le purin, par le produit des latrines et par les seaux utilisés pour le puisage. Toutes ces causes de contamination, favorisant la transmission à l'homme de certaines maladies et de certains parasites, doivent être soigneusement évitées.

A la campagne, il faut comprendre sous le nom d'eau d'alimentation, non seulement celle qui sert de boisson à l'homme, mais également celle qui est utilisée pour les usages domestiques et, enfin, celle qui est employée pour l'abreuvement des animaux. Où le bétail s'abreuve-t-il? Dans certaines prairies, on affecte à cet usage des mares d'eau stagnante, ou des eaux courantes provenant du drainage d'autres prairies et de champs cultivés, et recueillie, comme dans les Flandres, dans des fossés séparant les prairies. Ailleurs, les vaches s'abreuvent à un ruisseau. Pour les besoins de la ferme, on ne dispose généralement dans la basse Belgique que de ressources d'eau analogues à celles qui viennent d'être énumérées. Quelquefois on a la chance de rencontrer des sources ou de disposer de puits irrépréhensibles; mais, en général, les distributions d'eau font défaut; il est incontestable que l'adduction de l'eau jusqu'à l'endroit où elle sera utilisée présenterait de grands avantages. Dans les communes rurales de la Belgique qui possèdent des distributions, l'eau n'est guère délivrée que sur la voie publique par des bornes-fontaines; les habitants doivent donc aller la chercher à une distance plus ou moins grande de leurs demeures, et le travail assez fatigant qui leur est imposé a pour conséquence de limiter la consommation. Pour que l'eau soit utilisée largement et dans la mesure des besoins réels, il faut qu'elle s'offre en quelque sorte à la ménagère, en d'autres termes, qu'elle pénètre jusqu'à l'intérieur des

habitations. C'est ce qui a été réalisé dans certaines régions de l'Allemagne; dans ce pays, la distribution régionale de l'Alb dessert 202 localités du Wurtemberg, comptant une population de 67,780 habitants, indépendamment des conduites privées; on y a posé en tout 836,300 mètres linéaires de conduites, auxquelles sont reliées 3,140 bouches d'eau, 433 fontaines publiques et 11,233 branchements.

En disposant d'une distribution d'eau, le fermier, pourrait installer des postes d'eau dans son habitation; ainsi seraient supprimées les chances de contamination inhérentes au transport par seaux; la fermière trouverait dans son ménage l'eau nécessaire aux usages culinaires, aux soins de la toilette, au lessivage du linge, au nettoyage du logement, etc. Un bain pourrait être installé facilement et le lieu d'aisance serait muni d'un appareil de chasse. D'autre part, l'adduction d'eau sous pression permettrait d'établir des postes d'eau dans les étables, où ils rendraient de grands services pour l'abreuvement des bestiaux, pour le nettoyage, tout en étant un précieux secours en cas d'incendie.

Mais il ne faut pas se borner à la ferme; une distribution d'eau au village, en dehors des besoins industriels éventuels, permettrait la création de bains scolaires et de bains publics, qui fourniraient aux villageois l'occasion de recourir plus fréquemment à des soins corporels qui font souvent totalement défaut dans les agglomérations agricoles. Le rapport de 1900 sur la situation sanitaire du royaume de Bavière attribue l'augmentation du nombre d'affections cutanées, la furonculose et la gale notamment, parmi les populations rurales, au manque de soins corporels.

S'il est facile de se rendre compte des avantages multiples que procureraient les distributions d'eau dans les villages, on ne peut se dissimuler les grandes difficultés qu'a rencontrées jusqu'en ces derniers temps leur établissement dans la basse Belgique. Tout d'abord on ne trouvait pas sur place l'eau nécessaire et l'on était ignorant des ressources inépuisables que recèle une région privilégiée de la Campine anversoise. Aujourd'hui le problème est résolu et il ne s'agit plus que de constituer des associations provinciales ou intercommunales se donnant pour objet la création de distributions régionales qui permettront d'utiliser avec méthode les ressources en eau potable de la Campine et de coordonner les installations de pompage, de déferrisation et d'adduction. Qu'elles soient locales ou régionales, les distributions d'eau doivent se trouver entre les mains de l'Etat, des provinces ou des communes, et non de sociétés. Ainsi la surveillance est mieux assurée, une exploitation commerciale est moins à craindre et ce système offre des garanties plus sérieuses sous le rapport de l'hygiène. D'autre part, lorsque les distributions d'eau sont exploitées directement par les pouvoirs publics, l'eau peut être fournie aux abonnés au prix le plus bas, ce qui constitue un élément très important en matière d'assainissement; il est même désirable qu'en dessous d'un certain minimum de surface occupée par l'habitation ou en dessous d'un certain loyer déterminé, les occupants ne soient pas astreints à payer l'eau, comme cela se fait à Francfort-sur-Mein, à Hanau, à Cassel, à Stralsund, etc.

En Belgique, les réserves aquifères sont très inégalement réparties. On peut en juger par un coup d'œil jeté sur une carte qui a été dressée par MM. F. et E. Putzeys. Abondantes dans la Haute Belgique et dans la Campine anversoise, elles sont quasi nulles dans les Flandres et dans une grande partie de la province d'Anvers. Il est désirable que les quantités colossales d'eau découvertes dans le sous-sol sableux de la Campine, qui leur a fait subir une épuration bactériologique idéale, soient mises à profit pour remédier à la pénurie dont souffrent trois provinces. La constitution d'une société analogue à la Société nationale des Chemins de fer vicinaux permettrait vraisemblablement d'atteindre ce but. C'est sur cette conception que MM. F. et E. Putzeys et Rutot se sont basés lorsqu'ils ont présenté leur avant-projet d'utilisation des eaux de la Campine anversoise. Un premier pas a été fait dans cette voie, grâce à l'initiative éclairée de M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Agriculture, qui a déterminé les communes de Moll et de Ghcel à intervenir et à se donner une distribution que l'on peut considérer comme l'amorce d'une entreprise plus vaste.

On ne peut qu'applaudir au principe du groupement des communes pour l'établissement de distributions régionales ; une loi a d'ailleurs été promulguée le 18 août 1897 ; elle stipule les conditions d'associations des communes et de particuliers pour l'établissement de services de distribution d'eau. Il est à souhaiter que les pouvoirs publics facilitent ces associations et leur viennent largement en aide par voie de subsides et de conseils. Une première application de cette loi a été faite par l'arrêté royal du 15 février 1909, qui approuve les statuts de la Société intercommunale bruxelloise des eaux.

Tuberculose.

Le Budget de 1903 comprenait un crédit de 10,000 francs, pour la propagande contre la tuberculose. Un crédit de 15,000 francs a été porté au Budget de 1906, en vue de permettre au Gouvernement de subsidier les dispensaires antituberculeux. Ce crédit a été porté à 20,000 francs au Budget de 1908.

La section centrale exprime le vœu de voir le Gouvernement encourager, subsidier dans une plus grande mesure, encore, tous ceux qui travaillent à combattre ce terrible fléau qui ravage nos populations, établissements et ligues contre la tuberculose.

En Allemagne la tuberculose diminue d'année en année, au point qu'en 1950 on n'en rencontrera plus que quelques cas isolés. C'est du moins ce qu'assure le professeur B. Fraenkel, qui vient d'établir une statistique très intéressante sur la mortalité provoquée par la tuberculose en Prusse.

« Décès dus à la tuberculose par périodes quinquennales pour 100,000 habitants.

» 1877-1881	557.7
» 1882-1886	546.2
» 1887-1891	504.0
» 1892-1896	253.5
» 1897-1901	218.7
» 1902-1906	201.9
» 1907	197.7

En trente ans la mortalité due à ce fléau a été donc réduite à peu près de moitié.

De 1875 à 1886 on comptait sur 10,000 âmes 31 à 32 décès dus à la tuberculose. Cette proportion diminue rapidement à partir de 1887, pour s'abaisser à 21 en 1900.

Ce chiffre reste à peu près stationnaire jusqu'en 1905. Mais l'année suivante, il s'abaissait à 17,26, pour descendre en 1908 à 1900.

Les raisons de cette diminution sont, d'après le professeur Fraenkel, en première ligne la découverte du bacille de la tuberculose par le professeur Koch, ensuite l'introduction dans l'empire allemand, depuis 1884, de l'assurance obligatoire contre la maladie, et enfin, depuis 1906, la création de sanatoria populaires pour tuberculeux.

Citernes à purin et fosses à fumier.

Beaucoup de cultivateurs, pour ne pas dire la généralité, ignorent les règles tracées par le Ministre de l'Agriculture pour l'octroi des subsides de l'État. (Circularité du 6 Juillet 1907.) Dans la construction de citernes à purin et de fosses à fumier, depuis 1907, le concours de Gouvernement est accordé à tout cultivateur lorsque le revenu cadastral des immeubles qu'il possède ne dépasse pas 500 francs.

Le subside est égal au quart du coût réel des travaux, sans qu'il puisse dépasser 200 francs; *il est subordonné à la participation de la province* ou de la commune pour une quotité égale à la moitié de la subvention de l'État.

L'ouvrage à exécuter doit être placé à une distance d'au moins 1^m.50 du corps de logis et le plus loin possible des puits d'eau potable et des citernes destinées à recevoir les eaux pluviales.

Toute demande de subside doit être accompagnée d'un croquis figurant les ouvrages à exécuter; il existe, du reste, dans certaines provinces, des plans-types réalisés par le service technique provincial.

Travaux d'hygiène.

Il nous paraît utile de donner à ce sujet les renseignements suivants :

Le montant des subsides pour travaux d'hygiène liquidés par l'État s'est élevé :

Au cours de l'année 1906 à	.	.	.	1,679,295
— — 1907 à	.	.	.	1,101,270
— — 1908 à	.	.	.	1,568,660
— — 1909 à	.	.	.	1,654,782

Cette somme se répartit comme suit entre les diverses catégories d'entreprises dont l'établissement est subventionné par le Trésor public.

	1906	1907	1908	1909
Distribution d'eau	1,347,574	582,512	766,276	730,524
Égouts	181,649	314,412	691,365	716,493
Cimetières	132,543	178,170	86,294	106,472
Abattoirs.	4,574	»	»	»
Fosses à purin	13,455	18,025	19,681	37,497
Divers.	»	7,451	5,044	43,796
Total.	1,679,795	1,100,270	1,568,660	1,634,782

La quote-part d'intervention de l'État est généralement du tiers. Tous ces travaux, réalisés à frais communs par l'État, les provinces et les communes, sont exécutés sous la direction immédiate de ces dernières et sous le contrôle des services techniques provinciaux et de l'inspection centrale des travaux d'hygiène, qui ont préalablement participé à la revision et à la mise au point des projets.

Des circulaires de diverses dates (11 juillet et 14 novembre 1906, 15 janvier, 12 mars, 2 juin et 14 décembre 1908) donnent des indications détaillées concernant l'étude des projets de travaux d'hygiène, ou fixent les conditions auxquelles est subordonnée l'intervention de l'État. Malgré ces subsides et ces encouragements, un grand nombre de communes et de petites villes négligent les travaux de distribution d'eau d'égout et de fosses à purin. Dans combien de villages et même de villes ne voit-on pas les eaux sales, le purin couler dans les rigoles le long des pavés dans des rues étroites, très habitées? Aussi, la section centrale exprime le vœu que le Gouvernement engage les communes et les villes qui sont insouciantes de la santé publique, à remplir leur devoir et à porter remède sans retard à cette fâcheuse situation.

Premiers soins à donner en cas d'accident.

Un arrêté royal du 4 avril 1908 institue un certificat de capacité pour infirmiers et infirmières à délivrer par les commissions médicales à la suite d'un examen théorique et pratique portant sur les matières dont le programme est annexé audit arrêté. Cet arrêté a été le point de départ d'un mouvement énergique dans tout le pays, en vue d'une éducation plus complète du personnel des infirmiers. Des cours ont été organisés dans de nombreuses localités. En 1909, 1,664 candidats se sont présentés; 67 ont été ajournés et 1,597 ont passé l'examen requis. Le Gouvernement mérite toutes nos félicitations et encouragements pour sa belle initiative; mais ne pourrait-il organiser des séries de cinq conférences dans les campagnes, traitant des premiers soins à donner, en cas d'accident, aux ouvriers, aux enfants, etc.? Ces conférences, indispensables, nous semble-t-il, rendraient les plus grands services à nos cultivateurs, à nos fermiers, à nos ouvriers

CHAPITRE VII.

Voirie communale.

Le Département de l'Agriculture intervient généralement par des sub-sides variant du tiers à la moitié dans les frais des travaux de construction ou d'amélioration des chemins communaux de grande communication, c'est-à-dire les routes intéressant plusieurs communes et les chemins aboutissant à une gare de chemin de fer. Depuis vingt-cinq ans, la voirie vicinale est considérablement améliorée. Mais bien souvent l'entretien laisse à désirer, le nettoyage, l'entretien des fossés et des accotements laisse à désirer, l'écouement des eaux se fait difficilement et l'état des routes en souffre. Le Gouvernement devrait aussi surveiller davantage les cours d'eau non navigables ni flottables, veiller à leur entretien, car beaucoup d'inondations des champs sont causées par le mauvais état des fossés et des cours d'eau.

Nous félicitons le Gouvernement des subsides généreux qu'il accorde pour la construction et l'entretien des chemins vicinaux de grande communication, mais nous regrettons que le subside aux provinces pour aider à assurer le bon entretien des chemins vicinaux de grande communication à Malines soit diminué de 500,000 francs.

Rien n'est plus utile, plus nécessaire à l'agriculture que de bonnes routes.

Chemins agricoles.

Chaque année, à la Chambre et au Sénat, à l'occasion du Budget de l'Agriculture, les membres et rapporteurs demandent que les chemins de fer vicinaux accordent la gratuité du transport à quelques wagons de ballast pour l'entretien des chemins agricoles empierrés. Si M. le Ministre de l'Agriculture, d'accord avec son collègue des chemins de fer, n'accorde pas à bref délai, sous des conditions à déterminer, le transport gratuit des pierrailles nécessaires à l'entretien des chemins agricoles, la plupart de ces routes, si utiles à l'agriculture, seront défoncées et impraticables, plus mauvaises que des chemins non empierrés. Une des causes du mauvais état de ces chemins, c'est le retard qu'on a mis à la revision de la police de roulage. Ces chemins sont faits pour l'exploitation agricole, pour le passage des chariots légers, et pas pour le passage des lourds chariots de meunerie, des transports de charbons et d'autres objets pondéreux, qui, l'hiver surtout, défoncent les empièrrements.

La section centrale insiste donc à nouveau et très vivement auprès du Ministre de l'Agriculture pour qu'il accorde le transport gratuit des pierrailles nécessaires à l'entretien des chemins agricoles.

QUESTIONS DE LA SECTION CENTRALE CHARGÉE DE L'EXAMEN DU BUDGET DE L'AGRICULTURE.

Au cours de l'examen du budget, les membres de la section centrale ont demandé divers renseignements. Les réponses ci-dessous ne nous sont pas parvenues en temps utile pour nous permettre d'en faire le commentaire dans le corps du rapport.

QUESTION.

Est-il vrai qu'on diminue le transport gratuit des pierrailles destinées à l'amélioration des routes agricoles? Combien a-t-on transporté de pierrailles pendant les années 1909, 1908, 1907, 1906, 1905?

RÉPONSE.

Comme auparavant, toutes les demandes de transport gratuit sont accueillies lorsque les communes requérantes se trouvent dans les conditions voulues par les instructions sur la matière.

Par circulaire du 25 mars 1909, il a été porté à la connaissance des administrations intéressées :

« 1° Que la quantité de matériaux d'empierrement à transporter aux frais de l'État en vue de l'amélioration des chemins agricoles serait désormais limitée à 4,000 tonnes par année et par commune, c'est-à-dire à la quantité nécessaire pour établir une chaussée de 2 kilomètres de longueur sur 3 mètres de largeur et 0^m.50 d'épaisseur.

» 2° Que les autorisations de transport gratuit accordées aux communes seraient valables pendant deux ans. »

Peu de communes construisent par année plus de 2 kilomètres de chaussées agricoles; la mesure prise ne peut avoir aucun effet appréciable sur la quantité des matériaux à transporter annuellement aux frais du Département.

Le tableau suivant donne, par année, le poids en tonne des matériaux d'empierrement transportés aux frais du Département pendant les exercices 1904 à 1909 inclus.

Années.	Tonnage total transporté.	Observations.
1904	451,402	Selon accord intervenu entre mon Département et celui des chemins de fer, les transports de matériaux d'empierrement n'ont lieu que pour autant qu'il y ait du matériel disponible. En 1907, l'importance du trafic ordinaire n'a pas permis à l'administration des chemins de fer de commencer les transports des matériaux destinés aux chemins agricoles avant le 17 juin, date à partir de laquelle elle n'a mis journellement à la disposition des communes qu'un nombre limité de wagons : de là le fléchissement anormal du tonnage de 1907 et, par contre-coup, l'augmentation de 1908, qui dépasse sensiblement la moyenne.
1905	526,352	
1906	506,589	
1907	361,260	
1908	573,815	
1909	436,377	

QUESTION.

Chaque année, dans la discussion du Budget de l'Agriculture, l'attention de la Chambre est attirée sur la représentation de l'agriculture, la réorganisation des comices. Le Conseil supérieur d'Agriculture a même déjà étudié cette question. A-t-il formulé un projet précis? Le Gouvernement compte-t-il prochainement déposer un projet de loi réorganisant les comices agricoles?

RÉPONSE.

Le Conseil supérieur de l'Agriculture a adopté un projet de réorganisation de la représentation officielle de l'Agriculture. Ce projet est soumis en ce moment à l'examen des services compétents.

* *

QUESTION.

Le Ministre de l'Agriculture et de l'Intérieur compte-t-il prochainement proposer la réorganisation de la police du roulage, mesure impatiemment attendue et indispensable pour la conservation des routes rurales?

RÉPONSE.

Le Département de l'Intérieur et de l'Agriculture, d'accord avec celui des Travaux publics, a mis à l'étude la revision des articles du règlement sur la police du roulage, qui concernent le poids des chargements admis à circuler sur le réseau des chaussées pavées et empierrées du pays.

Une solution interviendra vraisemblablement dans le courant de l'année.

* *

QUESTION.

D'après le règlement organique des sociétés agricoles officielles, les commissions provinciales transmettent chaque année au Ministre les vœux des agriculteurs. L'examen de ces vœux permettrait mieux à la section centrale de se rendre compte des desiderata des cultivateurs.

La section centrale ne pourrait-elle pas recevoir communication des vœux transmis par ces commissions durant ces cinq dernières années? Ne pourrait-elle pas recevoir communication des conclusions formulées par le Conseil supérieur d'agriculture durant cette même période?

RÉPONSE.

Je mets à la disposition de la section centrale les rapports que les commissions provinciales d'agriculture ont transmis au Département durant ces cinq dernières années. Ces rapports reproduisent les vœux émis par les comices agricoles et par les commissions provinciales d'agriculture.

Je communique également à la section centrale le bulletin du Conseil supérieur de l'Agriculture, qui contient les conclusions formulées par ce collège durant cette même période.

* *

La section centrale remercie le Département de l'Agriculture d'avoir bien voulu mettre ces volumineux documents à sa disposition, au lieu de les laisser empilés dans des cartons, remisés au Ministère de l'Agriculture — ils pèsent 28 kilos 530 grammes —, mais elle exprime le désir que ces vœux soient annuellement condensés et publiés dans un rapport qui serait transmis utilement aux membres de la Législature.

* *

QUESTION.

Au Budget de 1908, une majoration de 8,000 francs a été accordée pour développer la distribution des « avis aux cultivateurs ». Quel est le nombre d'exemplaires qui a été distribué *chaque année* depuis 1900 ?

Quel est le mode de distribution de ces tracts ?

RÉPONSE.

Le Département a fait paraître 38 publications sous forme d'avis aux cultivateurs.

Chaque tract a été tiré à un nombre d'exemplaires variant de 1000 à 40,000.

La distribution se fait principalement par l'intermédiaire des agronomes de l'État, des instituteurs et des conférenciers.

QUESTION.

Est-il vrai que le Département de l'Agriculture va supprimer les écoles agricoles d'Ath et de Flobecq ?

RÉPONSE.

Le Département de l'Agriculture subsidie la section professionnelle agricole primaire d'Ath, ainsi que le cours d'agronomie organisé au collège de cette localité.

Le Conseil provincial a décidé la création d'une école professionnelle d'agriculture et d'élevage à Ath.

Le Département ne connaît pas d'autres écoles agricoles à Ath et il ignore l'existence d'une école d'agriculture à Flobecq.

QUESTION.

La section désire avoir quelques renseignements sur la progression des sociétés agricoles en 1908 :

1° Sociétés ayant pour objet l'avancement de l'agriculture, apiculture, etc.; comices agricoles, gildes agricoles libres; sociétés apicoles, horticoles; laitieries coopératives; syndicats pour le pesage, le tarage et la prise de densité des betteraves; syndicats constitués pour achat de semences, engrais commerciaux, etc.;

2° Caisses Raiffeisen.

RÉPONSE.

La liste des sociétés d'intérêt agricole, arrêtée au 31 décembre 1908, dont je transmets un exemplaire à la section centrale, donne des renseignements sur la progression des sociétés agricoles en 1908.

* * *

QUESTION.

La section centrale chargée de l'examen du Budget de l'Agriculture pour 1908 avait exprimé le désir (document n° 73, p. 19) de voir paraître dans le Bulletin de l'Agriculture les résultats des expériences concernant les cultures horticoles, les résultats du recensement horticole, etc.

Comment ces expériences ont-elles été organisées depuis deux ans ?

Quels en sont les résultats ? De quelle manière la statistique horticole est-elle organisée ?

RÉPONSE.

Des expériences, ayant un caractère plus particulièrement horticole, ont été instituées pour la première fois au cours de 1909 ; une deuxième série d'essais sera entreprise en 1910.

Certains essais ont porté sur l'emploi des engrais en culture maraîchère et fruitière ; d'autres sur les variétés à introduire dans les régions où elles n'étaient pas cultivées ; d'autres encore sur la fumure des vergers.

La culture maraîchère se pratiquant généralement sur des sols dont la nature a été profondément modifiée par l'apport de matières fertilisantes et autres, les essais sur la fumure ne sauraient donner des résultats probants dès la première expérimentation.

Les plantations fruitières sont faites pour un temps souvent long. Ici, plus encore, l'expérimentation demande à être poursuivie pendant plusieurs années, et même dans des conditions différentes d'un essai à l'autre.

Dans la production intensive des plantes potagères et maraîchères, l'engrais n'a pas, comme facteur de la production, la même importance qu'en agriculture, voire même en culture maraîchère commerciale ; les façons données au sol, les amendements, les traitements des sujets, d'autres facteurs encore, influent peut-être autant, sinon davantage, sur les résultats des cultures.

On conçoit, dès lors, que les essais et bien plus encore l'expérimentation en matière horticole, demandent une préparation et une initiation spéciale du personnel qui en est chargé.

Dans ces conditions, la publication des résultats des essais institués en 1909 n'offrirait actuellement qu'un intérêt assez secondaire. En tous cas, ils demandent à être comparés avec ceux des années qui vont suivre.

Ainsi que je l'ai déclaré lors de la discussion du Budget de mon Département pour 1909, il entre dans mes intentions de faire procéder en 1910 à un recensement général de l'agriculture.

Je profiterai de cette occasion pour faire procéder simultanément à un recensement général horticole en développant les rubriques dans le cadre habituel de la statistique agricole.

QUESTION.

Le Gouvernement peut-il nous donner la statistique officielle des principales machines employées en agriculture pendant les années 1880-1895-1907 ?

RÉPONSE.

La statistique officielle des principales machines employées en agriculture a été publiée dans les volumes des recensements agricoles de 1880 et de 1895. Elle est reproduite dans l'*Annuaire statistique de la Belgique*. Voici les chiffres pour ces deux années.

1880 :

Machines à battre	6,950
Locomobiles servant à l'agriculture.	425
Moissonneuses	1,015
Machines à faucher l'herbe	422
Faneuses	296
Rateaux à cheval	1,300
Semoirs à cheval	1,835

1895 :

Charrues	{ Simples	172,365
	{ Bisocs et polysocs	57,522
	{ Défonceuses	7,485
Déchaumeurs, sacrificateurs, extirpateurs		34,756
Herses.		340,659
Rouleaux	{ à disques articulés	18,557
	{ non articulés	101,959
Houes à cheval		12,139
Butoirs		22,912
Semoirs et plantoirs mécaniques		5,528
Distributeurs mécaniques pour engrais		576
Moissonneuses		1,112
Machines à faucher		703
Faneuses		700
Rateaux à cheval		2,073
Machines à battre		10,197
Manèges		6,117
Arracheurs	{ de betteraves	1,926
	{ de pommes de terre	3,142
Pulvérisateurs	{ à dos d'homme	1,554
	{ à traction	202
Tarares		203,659
Trieurs de grains		5,964
Coupe-racines		58,656
Hache-paille.		68,844
Brise-tourteaux		5,559
Concasseurs de grains.		1,925
Presse à fourrage		262
Écrémeuses	{ à bras	2,152
	{ actionnées par moteur	112

Réfrigérants	5,402
Barattes	259,041
Malaxeurs	2,563
Presses à beurre	417
Presses à fromages.	7,077
Cuveuses artificielles pour volaille.	503
Extracteurs centrifuges pour miel	906
Appareils servant à { chaudière	972
fabriquer la cire { autres appareils	787

Depuis 1895, le Département n'a pas effectué de recensement de machines agricoles.

QUESTION.

Quel subside le Gouvernement donne-t-il, et dans quelles conditions l'accorde-t-il, pour construction d'égouts, tant à la campagne que dans les villes ?

RÉPONSE.

Le Département de l'Intérieur et de l'Agriculture intervient généralement à concurrence du tiers dans les dépenses que font les communes pour établir des égouts sous leur voirie; le taux de ce subside subit une réduction lorsque l'ouvrage doit être construit sous une route de l'État et que le département des Travaux publics alloue de son côté une subvention : il est de règle que l'intervention globale du Trésor public ne dépasse jamais la moitié du coût des travaux.

Le produit des taxes d'égout que les communes mettent parfois à charge des riverains est déduit du montant de la dépense pour la fixation du subside; en d'autres termes, celui-ci se calcule en prenant pour base la charge réelle dont est affectée la caisse communale du chef de l'entreprise.

Comme condition à l'octroi de ses subventions, le Département de l'Intérieur et de l'Agriculture exige l'approbation du projet par son administration préalablement à l'adjudication des travaux. Cette approbation est accordée lorsque les plans sont dressés conformément aux indications de la technique sanitaire, tant au point de vue de la construction même de l'ouvrage que de son entretien et de l'évacuation des eaux recueillies.

QUESTION.

(Distribution d'eau de la Campine.)

Le Gouvernement a fait connaître l'an dernier que les études en vue de constituer un organisme central chargé d'assurer aux communes une distribution d'eau potable étaient très avancées. La section centrale désire savoir si l'on est arrivé à une conclusion.

Quel est le système proposé par le Département ?

RÉPONSE.

Le Gouvernement n'a pas encore pris de décision définitive quant au point de savoir s'il convient, ou non, de confier à un organisme central le soin d'étudier et d'établir dans le pays des distributions d'eau alimentaire.

Si des avantages sérieux paraissent s'attacher à cette conception, celle-ci, par contre, soulève d'importantes questions de principe et d'organisation que l'on ne peut trancher à la légère et qu'il importe d'examiner soigneusement sous toutes leurs faces, si l'on veut, par la suite, éviter des mécomptes.

Il y a tout à craindre, en pareille matière, d'une solution hâtive, insuffisamment mûrie.

* * *

QUESTION.

Où en sont les études de la Commission spéciale chargée de contrôler les expertises de M. le professeur Heymans, concernant le sérum contre la tuberculose bovine?

La Commission ne pourrait-elle pas donner ses conclusions, au moins provisoires, afin que le Gouvernement mette ce sérum le plus tôt possible à la disposition des cultivateurs?

RÉPONSE.

Voici ce que répond la Commission à la question posée :

« La Commission estime qu'elle ne peut émettre un *jugement définitif* » au sujet de la valeur de la vaccination Heymans avant de connaître les » résultats des expériences en cours.

» A considérer les résultats des expériences de cohabitation et d'inges- » tion, il semble que la méthode produit assez souvent une légère diminu- » tion dans l'importance des lésions tuberculeuses chez les bêtes bovines.

» Mais il n'est pas permis *d'affirmer* que son action est assez efficace et » pour prévenir le développement et pour amener la guérison de la maladie.

» La Commission ne pense pas que l'emploi de la méthode puisse être » *formellement* conseillé. Elle est d'avis que pour sauvegarder l'intérêt » général, il importe que l'administration surveille étroitement *l'application* » *simultanée* des mesures courantes de police sanitaire (isolement, immobi- » lisation, désinfection, etc.).

» La Commission a appris qu'à l'avenir on emploiera pour la vaccination, » des bacilles bovins au lieu de bacilles humains; mais elle n'a étudié et ne » pouvait étudier que la méthode *primitive* et il n'est question que de celle- » ci dans les lignes précédentes. »

* * *

Le rapporteur de la section centrale s'est adressé à M. le professeur Heymans et lui a demandé le résultat de ses expériences.

Résultats obtenus par M. Heymans, professeur à l'Université de Gand,

membre de l'Académie de médecine, sur la vaccination antituberculeuse chez les bovidés (troisième communication) :

Avec l'autorisation du Département de l'Agriculture et le concours des inspecteurs et médecins vétérinaires, M. Heymans a continué à tuberculiner et à vacciner en 1908 et 1909 une moyenne de 10,000 têtes de bétail. Parmi les résultats nouveaux recueillis ainsi depuis deux ans, l'auteur expose ceux obtenus dans la première circonscription vétérinaire, comprenant toute la partie sud de la Flandre occidentale, et à la tête de laquelle se trouvait M. l'inspecteur De Caestecker.

En 1908 et 1909, la deuxième tuberculation et vaccination, une à une année et demie après la première, a été pratiquée dans 115 étables. Lors de la première tuberculation, sur un total de 2,253 têtes de bétail, 1,069 n'ont pas réagi, soit 47 p. c., et 1,023 ont réagi, soit 46 p. c. de bêtes tuberculeuses ; par contre, lors de la deuxième tuberculation et vaccination, sur un total de 2,185 sujets, la tuberculine révèle 1,576 réactions négatives, soit 63 p. c., et seulement 697 positives, soit 32 p. c. En déduisant des 1,576 réactions négatives les 220 bêtes qui avaient réagi à la première tuberculation, il reste 1,156 réactions dûment négatives, c'est-à-dire que, à la deuxième tuberculation, le nombre de bêtes indemnes de tuberculose s'est élevé, dans ces 115 exploitations, de 1,069 sur 2,253 à 1,156 sur 2,185, soit une augmentation de un huitième.

Durant les années 1908 et 1909, la troisième tuberculation-vaccination a été pratiquée dans 79 étables, deux à trois années après la première et une à une année et demie après la deuxième. Dans ces 79 étables, comprenant environ 2,000 têtes de bétail, le nombre des bêtes à réaction négative s'est élevé, de 933 têtes ou 47 p. c. lors de la première tuberculation, à 1,226 têtes ou 61 p. c. lors de la deuxième tuberculation, et à 1,457 têtes ou 74 p. c. lors de la troisième tuberculation. Inversement, le nombre de réactions positives s'est abaissé, de 909 têtes ou 46 p. c. lors de la première tuberculation, à 589 têtes ou 29 p. c. lors de la deuxième tuberculation, et à 424 têtes ou 21 p. c. lors de la troisième tuberculation. Les 1,457 réactions négatives de la troisième tuberculation comprennent 289 bêtes ayant présenté antérieurement une réaction positive ou douteuse et 1,168 bêtes n'ayant jamais réagi. En réalité, lors de la troisième tuberculation dans ces 79 étables, le nombre des bêtes non tuberculeuses s'est donc élevé, de 933 têtes ou 47 p. c., à 1,168 têtes ou 59 p. c., c'est-à-dire qu'il a augmenté de un quart.

Voilà, dit l'auteur, les résultats tels quels des tuberculinations et vaccinations enregistrées dans la pratique par le corps vétérinaire dans la première circonscription de M. l'inspecteur De Caestecker. En unissant plus étroitement la vaccination à la prophylaxie, qui est la base même de toute lutte rationnelle contre les maladies contagieuses, ces résultats incontestablement favorables pourront encore être améliorés.

* * *

QUESTION.

Le Département de l'Agriculture consacre depuis plusieurs années des

sommes considérables pour indemniser les cultivateurs du chef de saisies ou abatages d'animaux atteints ou suspects d'être atteints de tuberculose.

Réalise-t-on par cette méthode des progrès sérieux dans l'extermination de ce fléau ?

Y a-t-il des preuves des progrès ainsi accomplis ?

Il semblerait que les cultivateurs les plus négligents dans les soins à donner à leur bétail reçoivent, par ce fait, plus d'indemnités que les cultivateurs qui s'appliquent à l'élevage d'un bétail sain. N'y aurait-il pas lieu de nommer une commission d'éleveurs, d'agronomes et de vétérinaires pour examiner si des mesures plus rationnelles pourraient être adoptées pour intéresser plus efficacement le cultivateur à appliquer les règles de l'hygiène ?

RÉPONSE.

Eu égard au nombre de cas de tuberculose constatés annuellement, la situation est restée à peu près la même depuis 1900.

Mais si l'on considère que, dans ces dernières années, le trafic des animaux s'est notablement accru, que la propagation de la tuberculose a, par ce fait, été plus favorisée, on est obligé d'admettre que le régime sanitaire, appliqué à la maladie, a produit certains résultats.

Le tableau ci-dessous indique, pour la période 1904-1908, les nombres de bovidés abattus sans ou avec intervention de l'autorité, les nombres de cas de tuberculose constatés et le pourcentage des animaux tuberculeux :

Années.	Total des sujets abattus.	Total des tuberculeux.	Pourcentage des tuberculeux.
1904. . .	744,990	17,444	2.4
1905. . .	754,965	19,225	2.55
1906. . .	779,892	20,445	2.62
1907. . .	755,876	19,460	2.55
1908. . .	755,537	20,905	2.8

D'autre part, si l'on examine les saisies des bêtes tuberculeuses, effectuées dans ces dernières années, on remarque que le pourcentage de ces saisies a diminué. C'est ainsi que ce pourcentage, en 1905, était de 27.5 et que, depuis lors, il a toujours diminué, pour atteindre, en 1909, le chiffre de 24.5. On peut donc affirmer que sous ce rapport il y a amélioration.

La maladie diminue en intensité. Et cela se comprend : le cultivateur se rend parfaitement compte des ravages occasionnés par l'affection ; il nourrit mieux son bétail et le met ainsi dans les conditions de pouvoir opposer une résistance plus forte à l'extension du mal.

Voyons les mesures actuellement en vigueur.

Les viandes provenant d'animaux très tuberculeux doivent être saisies dans un but d'hygiène.

L'abatage des animaux cliniquement atteints de tuberculose et cliniquement suspects, ayant réagi à l'épreuve de la tuberculose, s'impose également. C'est une mesure rationnelle adoptée dans tous les pays qui entament la lutte contre la tuberculose bovine. Elle supprime, en effet, des animaux très

dangereux qui infectent leurs voisins. Cette mesure prime toutes les autres mesures prophylactiques.

Les indemnités accordées dans les divers cas sont justifiées, et l'administration veille à ce qu'il ne soit pas commis d'abus.

La section centrale dit : « Il semblerait que les cultivateurs les plus négligents dans les soins à donner à leur bétail reçoivent, par ce fait, plus d'indemnités que les cultivateurs qui s'appliquent à l'élevage d'un bétail sain. »

La section centrale veut, sans doute, parler des indemnités accordées aux propriétaires d'animaux tuberculins dans un foyer de tuberculose. Lorsqu'une bête réagit à la tuberculine, elle ne peut être vendue que pour la boucherie, mais il n'y a pas de délai fixé endéans lequel l'abatage doit avoir lieu. En outre, le propriétaire s'engage — et l'administration veille — à ce que les animaux ayant réagi soient maintenus isolés. L'inspecteur contrôle, dans la suite, ces mesures d'isolement. Il est à remarquer, d'autre part, que la tuberculination est refusée dans les cas où ces prescriptions ne peuvent être réalisées.

Le propriétaire touche une indemnité de 15 p. c. de la valeur de la viande quand celle-ci est déclarée propre à la consommation, ce qui est presque toujours le cas.

Pourrait-on lui supprimer cette indemnité? Ce ne serait pas juste, puisqu'on l'empêche de vendre sa bête pour une destination autre que celle de la boucherie, et qu'on entrave son commerce.

Pour répondre à la demande finale de la section centrale, il y a lieu de faire remarquer que le règlement du 10 août 1897 sur la tuberculose bovine prévoit, à son article 23, paragraphe 2, que l'indemnité peut être refusée lorsqu'il est constaté que l'étable est notoirement insalubre par le fait du *propriétaire des animaux*. On constate très souvent que l'étable est *insalubre parce qu'elle est mal construite* et dans l'impossibilité d'être désinfectée convenablement. Au fur et à mesure que s'étendront les concours d'étables, on pourra devenir plus difficile sous ce rapport et refuser l'indemnité aux cultivateurs qui s'obstineraient à ne pas vouloir améliorer leurs locaux.

L'administration distribue des tracts renfermant les instructions relatives à la tuberculose bovine, ainsi que des conseils aux cultivateurs, pour les aider dans la lutte contre cette maladie.

Le service vétérinaire, à l'occasion de sa mission, ne manque, pas à son tour, de donner des avis sur le même objet.

* * *

QUESTION.

Combien de subsides consacre-t-on aux concours qui intéressent directement les cultivateurs, concours d'étables, par exemple?

Combien de subsides a-t-on accordés jusqu'ici à des concours intéressant directement la mission de la fermière?

RÉPONSE.

En 1908, les subsides suivants ont été accordés à diverses espèces de

sociétés ayant pour objet principal l'organisation de concours et d'expositions :

1° Aux sociétés provinciales d'agriculture	fr. 145,452 »
2° Aux sociétés et syndicats d'élevage.	269,000 »
3° Aux comices agricoles et aux fédérations de syndicats d'élevage pour des <i>concours d'étables</i>	70,000 »
4° A la Société provinciale d'Agriculture de la Flandre orien- tale pour le concours régionale agricole de Gand	50,000 »
5° Aux fédérations des sociétés d'aviculture.	10,625 »
6° Aux syndicats de planteurs de tabac	725 »
7° Aux syndicats de planteurs de fraises.	2,583 »
8° Aux fédérations de planteurs de houblon	15,030 »
	Fr. 565,415 »

A ce chiffre il convient d'ajouter :

1° Une somme de	fr. 36,000 »
répartie à titre de « primes nationales » entre les propriétaires des meilleurs chevaux reproducteurs belges ;	
2° Une somme de	533,000 »
allouée aux provinces pour l'exécution des règlements sur l'amélioration des races chevaline et bovine.	
	Fr. 1,132,415 »

La majeure partie de cette subvention est affectée à des primes de concours et à des primes spéciales dites de « conservation ».

Il n'a pas été accordé de subsides spéciaux pour des concours intéressant directement la mission de la fermière. A l'occasion des concours régionaux, il est organisé des sections spéciales de l'enseignement ménager agricole. Le Gouvernement ne possède pas de chiffres au sujet des dépenses afférentes à ces sections.

* * *

QUESTION.

La section désire avoir quelques renseignements sur la répartition des cultures et sur les quantités d'engrais employés en 1908.

RÉPONSE.

Les tableaux suivants indiquent, d'après le recensement annuel, la répartition des cultures et les quantités d'engrais employés en 1908.

Répartition des cultures.

I. — Céréales et farineux.

Froment.	152,803 hectares.
Epeautre.	17,623 —
Méteil	9,834 —
Seigle	258,135 —
Escourgeon ou orge d'hiver.	30,659 —
Orge d'été	4,919 —
Avoine	254,978 —
Sarrasin	1,956 —
Total.	730,907 hectares.

II. — *Légumineuses pour la production des graines.*

Févéroles	9,150 hectares.
Pois	5,364 —
Total.	14,514 hectares.

III. — *Plantes industrielles.*

Lin	20,716 hectares.
Colza	588 —
Tabac.	5,153 —
Houblon	2,060 —
Chicorée à café.	6,617 —
Betteraves à sucre.	51,640 —
Total.	84,774 hectares.

IV. — *Plantes racines.*

Betteraves fourragères	65,155 hectares.
Carottes en culture principale	2,182 —
Navets et rutabagas en culture principale	4,274 —
Pommes de terre	141,540 —
Total.	212,951 hectares.

V. — *Fourrages.*

Trèfle ordinaire	100,976 hectares.
Trèfle incarnat	10,505 —
Autres trèfles	50,422 —
Luzerne	13,906 —
Sainfoin	7,950 —
Vergers	65,570 —
Prairies fauchées	228,781 —
Prairies pâturées	258,908 —
Ray-gras. Fléole	8,914 —
Mélanges fourragers	4,539 —
Total.	750,451 hectares.
Surface recensée.	1,773,597

Cultures dérobées.

Navets (2 ^e récolte).	134,446 hectares.
Carotte (id.)	11,927 —
Spergule (id.)	25,270 —
Total.	171,643 hectares.

Amendements et engrais commerciaux.

I. — *Amendements.*

Chaux	1,065,347 quintaux.
Écumes de défécation.	845,595 —
Marne	216,961 —
Plâtre.	7,022 —

II. — *Engrais azotés.*

Nitrate de soude	899,615 —
Sulfate d'ammoniaque.	249,254 —
Poudres de sang, etc.	10,689 —
Déchets de laine	553,257 —
Guanos	4,658,646 —

III. — *Engrais phosphatés.*

Superphosphate	4,320,077 —
Phosphate de scories	8,367,551 —
Phosphate de chaux	102,374 —

IV. — *Engrais potassiques.*

Chlorure de potasse	96,067 —
Sulfate de potasse.	83,696 —
Kaïnite, Harsaltz, Carnallite.	3,055,422 —

V. — *Tourteaux* 141,467 —VI. — *Engrais composés* 5,266,265 —*
* *

QUESTION.

Toutes les provinces ont-elles fourni au Département de l'Agriculture les éléments nécessaires pour établir la part d'intervention de l'État dans l'entretien des chemins vicinaux de grande communication?

Quelles sont les provinces qui ont fourni les renseignements? Quelles sont celles qui ne les ont pas fournis? Pourquoi ne les ont-elles pas fournis?

RÉPONSE.

Les propositions des provinces en vue d'établir la dépense nécessitée par l'entretien et de fixer en conséquence les subsides de l'État, de manière à ne pas dépasser le crédit alloué par la législature, doivent parvenir au Département de l'Intérieur et de l'Agriculture dans le courant du mois de février, sauf à présenter un tableau rectificatif en décembre.

Les états de propositions pour l'année 1910 ne sont pas encore fournis à la date du 10 février. Mais il est à prévoir que le Département pourra inter-

venir à raison du double de l'intervention provinciale, celle-ci étant limitée, pour le calcul du subside de l'État, au sixième de la dépense subsidiable.

QUESTION.

La section centrale désire obtenir l'exposé statistique de la situation des associations agricoles pendant l'année 1908.

RÉPONSE.

« L'exposé statistique de la situation des associations agricoles pendant l'année 1908 n'est pas terminé. »

La section centrale regrette que l'Administration de l'Agriculture ne puisse pas fournir les statistiques de 1908, à la date de fin février 1910.

QUESTIONS POSÉES AU MINISTRE DES FINANCES.

1^{re} QUESTION.

Quelles sont les charges qui grèvent l'agriculture en impôts de toute nature, en hypothèques, en droits fiscaux ?

RÉPONSE.

En règle générale, les propriétaires ou occupants de biens ruraux sont assujettis, du chef de leurs biens et affaires, aux impôts généraux à l'égal de toutes autres personnes.

1° *L'impôt foncier* est établi sur la propriété agricole comme sur la propriété urbaine ou industrielle, sauf que les bâtiments d'exploitation rurale en sont exempts. (Loi du 3 frimaire an VII, art. 85);

2° *La contribution personnelle* est assise sur les mêmes bases à la campagne qu'ailleurs; mais il est à remarquer qu'elle n'atteint pas les bâtiments précités ni le matériel agricole, le bétail, les chevaux de labour. (Loi du 28 juin 1822, art. 4, n° 2; art. 15, n° 2; art. 26, n° 1 et 2);

3° Par exception, la simple profession de cultivateur — culture et vente des fruits du sol, élevage et vente du bétail et des animaux de basse-cour, vente de leurs produits — n'est point assujettie au *droit de patente*. (Loi du 21 mai 1819, art. 3, litt. 4.)

4° *Les droits d'enregistrement, d'hypothèque et de timbre* sont établis sur les actes et contrats concernant les cultivateurs et sur les mutations des biens ruraux, comme sur les actes et contrats concernant toutes autres personnes et sur les mutations de tous autres biens.

Toutefois, des tarifs de faveur sont appliqués à certains actes et contrats intéressant l'agriculture, savoir :

Lois du 15 avril 1884 et du 21 juin 1894 sur les prêts agricoles;

Prêts et ouvertures de crédit sans autre garantie réelle que le privilège agricole :

Faits pour plus d'une année; droits d'enregistrement : 0.65 p. c. pour une année au plus; 0.30 p. c. pour une année au plus (au lieu de fr. 1.40 p. c.);

Prêts aux sociétés coopératives de crédit agricole, et prêts faits par celles-ci sans garantie hypothécaire à leurs associés :

Faits pour plus d'une année : 0.65 p. c.; pour une année au plus : 0.30 p. c. (au lieu de fr. 1.40);

Quittances des sommes prêtées en vertu de ces divers contrats : 0.30 p. c. (au lieu de 0.65 p. c.);

Loi du 17 juin 1887 sur les échanges des biens ruraux non bâtis :

Droit d'enregistrement sur la valeur du moindre lot ou sur la valeur de l'un des lots si les valeurs sont égales : 0.40 p. c. (au lieu de 0.65 p. c.);

Droit sur le retour ou la plus-value, le cas échéant : 1 p. c. (au lieu de 5.50 p. c.).

Exemption du droit de transcription (1.25 p. c.).

(Voir le texte de la loi pour les conditions auxquelles les dégrèvements sont subordonnés.)

Loi du 21 mai 1897 sur les acquisitions de petites propriétés rurales.

Droit d'enregistrement : 2.70 p. c. (au lieu de 5.50 p. c.).

Droit de transcription : 0.65 p. c. (au lieu de 1.25 p. c.).

(Voir la loi pour les conditions auxquelles les réductions sont subordonnées.)

5° *Les droits de succession* atteignent les biens ruraux comme tous autres biens, sans aucune distinction.

2° et 3° QUESTIONS.

Combien perçoit-on de droits à l'entrée sur les articles industriels (total)?

Combien perçoit-on de droits sur les articles agricoles (total)?

RÉPONSE.

La division en produits industriels et en produits agricoles ne correspond pas à la classification de la statistique commerciale.

Il n'est donc pas possible de donner le total des droits d'entrée perçus sur les produits de chacun de ces groupes.

Les chiffres ci-après donnent le total des articles compris dans chacune des deux listes jointes à la question :

1^{re} liste : Bières ZA 55,027,141.

2^e liste : Beurre ZA 21,407,865.

ARTICLES INDUSTRIELS.		Droits d'entrée perçus en 1908.
Bières		1,146,180
Boissons fermentées autres que les bières		9,567
Bougies		32,439
Caoutchouc ouvré		463,033
Fils		578,551
Habilllements, etc.		2,919,638
Instruments de musique.		223,146
Machines, mécaniques et outils		2,218,158
Maroquinerie		186,366
Mercerie et quincaillerie.		2,955,187
Métaux : Aluminium.		3,241
— Cuivre et nickel		518,787
— Fonte		897,561
— Fer et acier		2,116,930
— Fer-blanc ouvré		38,540
— Étain, plomb et zinc		341,152
— Orfèvrerie		66,807
Meubles		714,410
Montres		131,508
Papiers		632,863
Peaux.		903,616
Poteries		644,650
Produits divers pour l'industrie.		275,349
Produits typographiques.		407,192
Savons		114,427
Tissus.		9,566,426
Verrerie		466,004
Toitures		748,520
Levure et levain		32,862
Liquides alcooliques.		2,897,551
Pain d'épice		8,045
Parfumeries		277,410
Ardoise		115,684
Produits chimiques. { Acide carbonique liquéfié 44,821		
{ Ether } acétique 9		53,876
{ sulfurique 9,046		
Sucres		211,158
Vinaigres et acide acétique		110,307
Total.		33,027,141

ARTICLES AGRICOLES.

Beurre et margarine.	998,753
Crème et lait	680
Grains et leurs dérivés (avoine, farines, malt).	1,657,746
Miel	336,587
Viandes	159,630
Bétail.	1,798,586
Fruits.	3,964,740
Tabacs	5,782,613
Bois	6,408,530
Total.	21,107,863

La section centrale par 3 voix contre 1 a adopté le Budget du Ministère de l'Intérieur et de l'Agriculture pour l'exercice 1910 et elle en propose l'adoption.

Le Rapporteur,

J. MAENHAUT.

Le Président,

E. NERINCX.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 25 FEBRUARI 1910.

Begrooting van het Ministerie van Binnenlandsche Zaken en Landbouw
voor het dienstjaar 1910 ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER MAENHAUT.

MIJNE HEEREN,

Alhoewel de Ministeries van Binnenlandsche Zaken en van Landbouw in één enkel ministerie samengevat werden, toch moeten wij beide begrootingen afzonderlijk onderzoeken.

Wij zijn er op gesteld, zooals het de achtbare verslaggever, graaf 't Kint de Roodenbeke, verleden jaar in den Senaat deed, « onze groote spijt er over » uit te drukken, dat het stelsel niet behouden werd, hetwelk tot 1908 » bestond; het beschermde, beter dan het tegenwoordige, de belangen » van den nationalen landbouw ».

Wij brengen volle hulde aan den achtbaren leider van het kabinet, den heer Schollaert, die aan 't hoofd staat van het dubbele Ministerie van Binnenlandsche Zaken en van Landbouw, maar drukken nochtans den wensch uit dat het Ministerie van Landbouw opnieuw zelfstandig worde.

Waarom niet, in afwachting, twee afzonderlijke begrootingen op het bureel der Kamer nederleggen? Die begrootingen zouden ieder haren verslaggever hebben en afzonderlijk besproken en gestemd worden, zooals het in den Senaat geschiedde. Daar werd in 1907 de heer Leger, voorzitter, als verslaggever aangewezen voor de Begrooting van Binnenlandsche Zaken, en de graaf 't Kint de Roodenbeke, ondervoorzitter, als verslaggever voor die van Landbouw. De voornaamste nijverheid van het land, zooals zij door den achtbaren heer Helleputte zoo wel genoemd werd, heeft wel recht

(1) Begrooting, nr 4^{VI}.

(2) De Middenafdeeling was samengesteld uit de heeren Nerinx, voorzitter, Raemdonck, Buiset, Rosseeuw, Berloz, Maenhaut en Bôval.

op een bijzonder en zelfstandig bestuur, op een bijzonder ministerie, in plaats van ondergeschikt of afhankelijk te blijven.

GEWONE UITGAVEN.

De kredieten, door het ontwerp van Begrooting aangevraagd voor de diensten van de Binnenlandsche Zaken, bedragen fr. 4,657,167
 In 1909 beliepen zij 4,471,994
 En in 1908 4,741,271
 Dit is eene vermeerdering van 185,175 frank tegen 1909 en eene vermindering van 84,104 frank tegen 1908.

De kredieten, aangevraagd voor de diensten van den Landbouw, beloopt fr. 12,310,493
 In 1909 beliepen zij 12,358,183
 En in 1908 12,422,528

Dit is eene vermindering van 47,690 frank tegen 1909 en van 11,835 tegen 1908.

BUITENGEWONE UITGAVEN.

De kredieten, door het ontwerp van Begrooting aangevraagd voor de diensten van de Binnenlandsche Zaken, bedragen fr. 290,000
 In 1909 beliepen zij 44,550
 En in 1908 205,000
 Dit is eene verhooging van 245,450 frank tegen 1909 en van 85,000 frank tegen 1900.

De kredieten, voor de diensten van den Landbouw aangevraagd, beloopt fr. 152,000
 In 1909 beliepen zij 185,000
 En in 1908 169,000

Dit is eene vermindering van 33,000 frank tegen 1909 en van 17,000 fr. tegen 1908.

De gewone uitgaven van de Afdeeling Landbouw verminderen, terwijl die van de Afdeeling Binnenlandsche Zaken toenemen.

Wij veroorloven ons den achtbaren Minister van Landbouw te vragen of zekere artikelen van de Begrooting voldoende zijn, onder andere, artikel 8 : *Schadeloosstellingen voor hoornvee en zwijnen wegens tuberculose afgemaakt of in beslag genomen*; evenzoo voor de toelagen aan de maatschappijen van onderlinge herverzekering, veekweekbonden, bijenteeltconferenties, buurtwegen, enz. Zijn deze toelagen voldoende, gezien de ontwikkeling van deze nuttige inrichtingen en het uitbreiden der verkeersmiddelen? Weliswaar, stelt men onder artikel 8 eene vermeerdering voor van 150,000 frank voor schadeloosstellingen wegens afgemaakte beesten! Is dit wel voldoende?

I.

DIENSTEN VAN HET DEPARTEMENT VAN BINNENLANDSCHE ZAKEN.

I. — Algemeene beschouwingen.

Zooals ieder jaar, werd door verscheidene leden in de Afdeelingen en door een lid van de Middenafdeeling het vraagstuk der benoeming van socialistische burgemeesters opgeworpen; dit werd verleden jaar uitvoerig behandeld in het verslag van den heer Melot (stuk n^o 94, blz. 6 en 7). Wij zullen er dus niet op terugkomen; dit vraagstuk moet door de uitvoerende macht opgelost worden.

BEHANDELING VAN DE ARTIKELEN.

HOOFDSTUK II.

Pensioenen en hulpgelden.

ART. 6. — *Toelage aan de Centrale Voorzieningskas der gemeentesecretarissen.*

Het krediet, voor 1910 onder dit artikel aangevraagd, is 3,000 frank hooger. Deze verhooving is toe te schrijven aan de vermeerdering van de jaarlijksche toelage, door den Staat verschuldigd en vastgesteld op 2 t. h. van het totaal bedrag der jaarwedden van de gemeentesecretarissen, welke deelnemen in de Centrale Kas: dit is ongeveer 2,750,000 frank aan 2 t. h. voor 1910, uitmakende 53,000 frank.

Het bedrag van de pensioenen der gemeentesecretarissen werd door de wet van 23 April 1908 verhoogd, en nu zijn deze tevreden; maar de gemeentesecretarissen, welke hun pensioen verkregen vóór de afkondiging van deze wet, beklagen zich en zouden ook de door haar toegestane voordeelen willen genieten. Dit vraagstuk werd door de Afdeeling onderzocht en de volgende vraag werd tot de Regeering gericht:

VRAAG.

In 1908 werd het bedrag van het pensioen der gemeentesecretarissen door eene wet, zonder terugwerkende kracht, verhoogd. Zouden de gemeentesecretarissen, welke hun pensioen verkregen vóór de afkondiging dezer wet, de door haar toegestane voordeelen niet kunnen genieten? Op welke voorwaarden?

ANTWOORD.

De tekst zelf der wet van 23 April 1908, welke van het parlementair initiatief uitgaat, verzet er zich tegen, dat vóór 1909 gepensioneerde gemeentesecretarissen de door haar vastgestelde voordeelen zouden genieten.

Door artikel 5 van deze wet wordt inderdaad bepaald dat de verhooging van pensioenen naar den maatstaf van 1/30^{de} voor de eerste maal zal toegepast worden op de pensioenen verleend gedurende het jaar 1909.

De herziening van de pensioenen, vóór 1 Januari 1909 verleend, volgens den maatstaf van 1/60^{de} zou dus alleen krachtens eene nieuwe wet toegestaan kunnen worden. De bijkomende uitgave, welke de Centrale Voorzieningskas van de gemeentesecretarissen zou moeten dragen, kan op ongeveer 50,000 frank geraamd worden, welke som naarmate van de aflossing van de vroegere pensioenen langzamerhand zou verminderen.

Welnu, er dient opgemerkt te worden dat, met het doel het financieel evenwicht van de kas te behouden, de wetgever van 1908 het noodig achtte de verhooging van den maatstaf van het pensioen te vergoeden door de verhooging van den aftrek en van de bijdragen der gemeenten. Indien eene nieuwe wet zich er enkel bij bepaalde het bedrag der pensioenen te verhooogen, dan zou de daaruit voorspruitende uitgave zonder overeenstemmende vergoeding blijven.

De wet, die aan de vroegere pensioenen het voordeel van de wet van 1908 zou toestaan, zou dan ook, volgens het aangenomen stelsel, de geldmiddelen van de Kas voldoende moeten aanvullen. Deze werden, wat de deelnemers en de gemeenten betreft, onlangs verhoogd. Men kan er niet aan denken, nogmaals op dezelfde wijze middelen te vinden.

Gezien deze inlichtingen, ons welwillend door den achtbaren Minister van Binnenlandsche Zaken medegedeeld, denkt de Middenafdeeling, evenals het IV^{de} Internationaal Congres van Gemeentesecretarissen, te Antwerpen op 17 Juli 1909 gehouden, deze zaak voorloopig onbeslist te laten.

JAARWEDDEN VAN DE GEMEENTESCRETARISSEN.

In de Middenafdeeling rezen op dit gebied twee vraagstukken op.

1. De wet van 5 Juli 1894 bepaalt de jaarwedde der gemeentesecretarissen, de laagste jaarwedde en het bedrag der verplichte vijfjarige verhooging. De cijfers, door deze wet voorzien, maken slechts een minimum uit. Met goedkeuring van de Bestendige Deputatie, mag de gemeenteraad deze cijfers *te boven gaan* en *vrijwillige* verhooging toestaan om de diensten van den gemeentesecretaris te beloonen, die zijn ambt onberispelijk vervult. Wie oordeelt over de waarde van den secretaris? Is het de gemeenteraad of de Bestendige Deputatie? Natuurlijk zijn beide bevoegd, maar de gemeenteraad toch het meest.

Welnu, wanneer in zekere provinciën de gemeenteraad eene *vrijwillige* verhooging stemt voor den gemeentesecretaris, dan wordt deze verhooging, zonder eenige uitlegging, door de Bestendige Deputatie geschrapt. Toch zijn de financiën der gemeente in bloeienden staat en verdient de secretaris de verhooging, en in elk geval heeft de raad gestemd. Waarom? Dit weten wij niet; en nochtans vestigt artikel 114 der gemeentewet de zelfstandigheid der gemeenteraden, wat de jaarwedde van den gemeentesecretaris betreft,

en laat de wet van 3 Juli 1894 hun het verleenen van vrijwillige verhoogingen toe. Wij denken te mogen zeggen dat zulks de bedoeling van den wetgever van 1894 niet is en dat de Bestendige Deputatie het recht niet heeft de door de wet bepaalde schaal als een wapen te gebruiken tegen de gemeentesecretarissen, vooral wanneer, ik herhaal het, de financiën der gemeente deze verhooging toelaten en de gemeentesecretaris behoorlijk zijn plicht doet.

Daarom verzoeken wij eerbiedig den achtbaren Minister van Binnenlandsche Zaken, aan de Bestendige Deputatiën, bij omzendbrief, te willen herinneren dat zij den geest van de wet moeten in acht nemen, en er ook op te letten, dat zij voortaan de reeds gestemde vrijwillige verhooging niet zouden schrappen, wanneer de financiën der gemeente deze toelaten en het gedrag van den gemeentesecretaris niets te wenschen overlaat. Men zou ook misschien het bepalen van de jaarwedde als een bestanddeel van de begrooting kunnen beschouwen en een beroep bij den Koning kunnen toestaan. (Artikel 28 van de gemeentewet.)

2. De wet van 3 Juli 1894 moet verbeterd worden.

Een wetsvoorstel, uitgaande van de heeren Dufrane-Friart, Leclef en anderen, werd in den Senaat nedergelegd en zal binnenkort door deze Hooge Vergadering besproken worden. Het stelt voor, het bedrag der verplichte vijfjarige verhooging op 10 t. h. vast te stellen. (Wijziging in litt. 6 van het eenig artikel der wet van 1894.) Reeds verscheidene keeren werden bij de Kamer der Volksvertegenwoordigers wetsvoorstellen ingediend tot verhooging van het bedrag der jaarwedden. Over het laatste voorstel, op 23 November 1900 ingediend, werd een verslag door den heer Henry Delvaux uitgebracht en in de zitting van 27 April 1904 nedergelegd. (Stukken der Kamer, n^o 125.)

Wij hopen dat binnen zeer korten tijd het voorstel van de heeren Dufrane-Friart, Leclef en anderen, door den Senaat naar de Kamer zal verwezen worden en dat wij dan spoedig op onze beurt deze verbeteringen zullen kunnen onderzoeken en stemmen.

HOOFDSTUK III.

Algemeene Statistiek.

In de Middenafdeeling deed een lid terecht opmerken dat de statistieken, door het Ministerie van Binnenlandsche Zaken uitgegeven, onvoldoende zijn en dat zij, onder andere, in Duitschland en in Frankrijk veel vollediger zijn. De Middenafdeeling veroorlooft zich de welwillende aandacht van den bevoegden Minister op deze aanmerkingen te vestigen, ten einde daaraan voldoening te geven, opdat de statistieken volledig worden, voornamelijk met het oog op het getal gezinnen, kinderen, huishoudens, enz.

Daar de nieuwe militaire wet aan elk gezin eene bijdrage in mannen vraagt, is het van groot nut te weten hoe deze gezinnen samengesteld zijn; de Fransche en Duitsche statistieken geven niet alleen het getal gezinnen aan met één, twee of drie kinderen, maar ook de gezinnen zonder kinderen. De Belgische statistieken zwijgen daarover geheel.

HOOFDSTUK IV.

Provincie- en gemeentezaken.

Pensioenen der gemeenteambtenaren. — Commissarissen van politie.

Reeds dikwijls heeft men meer bijzonderlijk aan den heer Minister van Binnenlandsche Zaken, alhoewel dit ook de Ministers van Justitie en van Financiën betreft, gevraagd eene algemeene pensioen- en hulpkas in te richten ten voordeele van de gemeenteambtenaren en gemeentebeambten, van hunne weduwen en weezen.

Verleden jaar werd door den heer Mélot, verslaggever over de Begrooting van Binnenlandsche Zaken, dit vraagstuk voor het eerst behandeld. Sedert dien heeft de Nationale Bond van Politiecommissarissen er meer bepaald en terecht op aangedrongen, dat deze zoo noodzakelijke, zoo onmisbare, zoo gerechtvaardigde pensioenkas zonder verder uitstel zou opgericht worden. De Middenafdeeling gaf haren verslaggever last, tot de Regeering de volgende vraag te richten :

VRAAG.

De Afdeeling vraagt aan de Regeering hoever het staat met de inrichting van eene algemeene pensioenkas voor de gemeenteambtenaren ?

Zal de achtbare Minister van Binnenlandsche Zaken weldra een wetsontwerp neerleggen, met zooveel ongeduld door alle belanghebbenden verwacht ?

ANTWOORD.

De Algemeene Spaar- en Lijfrentekas heeft juist de tarieven en het modelreglement van aansluiting bij de Pensioenkas voor de gemeenteambtenaren, weduwen en weezen vastgesteld.

Deze tarieven en dit ontwerp van reglement zullen aan de provinciale besturen medegedeeld worden en deze zullen zich dan rekenschap kunnen geven van de opofferingen die zij zich zullen moeten opleggen om de werking van deze nieuwe instelling te verzekeren.

Het neerleggen van het wetsontwerp zal afhangen van de toestemming der provinciën en der gemeenten om deel te nemen aan de onkosten, door de oprichting van de nieuwe kas veroorzaakt.

*
* * *

De Middenafdeeling dringt er op aan, dat de Regeering het wetsontwerp, eene centrale pensioenkas instellende voor de gemeenteambtenaren, nog in den loop van dit zittingsjaar zou neerleggen en zelfs doen stemmen. Daar sommige gemeenteraden hunne beambten, inzonderheid de politiecommissarissen, afzetten zonder een pensioen toe te kennen, is het bepaald noodig dat er zoo gehandeld worde.

Toelage voor het oprichten van gebouwen voor het gemeentearchief en voor de vergaderingen van den raad.

Twée jaren geleden werd door den achtbaren heer de Ghellinck d'Elseghem en verscheidene andere medeleden, bij de beraadslaging over de Begrooting van Binnenlandsche Zaken, behandeld het vraagstuk, gewichtig vooral voor de kleinere gemeenten, van het toekennen van toelagen voor het oprichten van gebouwen voor het gemeentearchief en voor de vergaderingen van den raad.

Zij deden de talrijke redenen gelden welke daarvoor bestaan — ontoereikendheid en slechte staat der gebouwen, vocht, archieven die niet genoegzaam beveiligd zijn, vergaderplaatsen meestal in kroegen. De Senaat behandelde deze zaak ook. De verslaggever over de Begrooting van Binnenlandsche Zaken voor 1907 en de achtbare heer Vercruysse, senator voor Kortrijk, spraken over deze zaak die niet alleen gewichtig is voor de gemeente, maar ook, mag men zeggen, van algemeen en zedelijk belang is.

Reeds staan sommige provinciebesturen, onder andere, de provincie Antwerpen, bijdragen toe voor het oprichten van gemeentelijke vergader- en archievenzalen. Een maximum-toelage wordt bepaald en de gevolgen zijn uitstekend.

Waarom zou de Staat voor die niet kostelijke en toch onmisbare gebouwen geen toelagen geven?

Tot den Minister van Binnenlandsche Zaken werd door de Middenafdeeling de volgende vraag gericht :

VRAAG.

Wil de achtbare Minister van Binnenlandsche Zaken ons den uitslag mededeelen van het onderzoek, in de meeste gemeenten van het land ingesteld omtrent den toestand der gemeentehuizen en archievenzalen ?

ANTWOORD.

In de provinciën West-Vlaanderen, Oost-Vlaanderen en Limburg vindt men het grootste aantal gemeenten die geen gemeentehuis bezitten, te weten :

190 gemeenten op 249 in West-Vlaanderen;

156 gemeenten op 298 in Oost-Vlaanderen;

89 gemeenten op 206 in Limburg.

Op het eerste gezicht moet men besluiten dat deze toestand niet toe te schrijven is aan het gebrek van vermogen van de gemeenten, maar voortspuit uit een gebrek aan initiatief van de gemeentebesturen. Het is klaarblijkelijk dat de beide Vlaanderen op geldelijk gebied niet slechter bedeed zijn dan de provinciën Luxemburg en Namen, b. v., waar men respectievelijk slechts 16 gemeenten op 251 en 21 op 564 vindt, die geen gemeentehuis bezitten.

Feitelijk is dit besluit gerechtvaardigd.

Inderdaad, de meerderheid — meer dan drie vierden — van de gemeenten van het Rijk, die geen gemeentehuis bezitten, beschikt over de noodige gelden om een gebouw, daarvoor uitsluitend voorbehouden, te doen oprichten.

Deze gemeenten zijn landelijke gemeenten waar het gemeentehuis niet prachtig moet zijn, noch groote of talrijke kamers moet bevatten. Daarom veroorloof ik mij, de onkosten van dergelijk gebouw ruim gerekend op 10,000 frank te ramen.

De ontleening van eene som van 10,000 frank bij de Maatschappij van het Gemeentekrediet wordt in 66 jaarlijksche aflossingen van fr. 412.50 afbetaald.

Welnu, uit het onderzoek der Begrootingen mij in mededeeling gezonden door de gouverneurs der provinciën, blijkt dat minder dan één kwart der belanghebbende gemeenten — 122 op 549 — over die som van fr. 412.50 niet zouden kunnen beschikken.

In de andere gemeenten zijn de baten van de gewone inkomsten tegenover de verplichte uitgaven grooter dan dit bedrag en worden dan bewaard in de gemeentekas, ofwel worden zij geheel of gedeeltelijk aan vrijwillige uitgaven besteed, die dikwijls niet noodzakelijk of zelfs niet nuttig zijn, ofwel bestaan er geene baten en wordt er toch fr. 412.50 of meer aan vrijwillige uitgaven besteed.

In beide gevallen mag men gerust zeggen dat de gemeentebesturen goed zouden doen, eerst en vooral deze inkomsten te gebruiken tot het oprichten van een gemeentehuis, dat is een huis voor iedereen.

Onderstaande tabel vermeldt het getal gemeenten die niet over fr. 412.50 als batig slot kunnen beschikken, of ten minste als beschikbaar voortspruitend uit eene vrijwillige uitgave.

Provincie.	Arrondissement.	Getal der gemeenten.	Totaal voor de provincie.
—	—	—	—
<i>Antwerpen :</i>	Mechelen	1	1
<i>Brabant :</i>	Brussel	4	
	Leuven	1	
	Nijvel	3	8
<i>West-Vlaanderen :</i>	Oostende	2	
	Kortrijk	3	
	Ieperen	1	
	Veurne	3	
	Thielt	1	10
<i>Oost-Vlaanderen :</i>	Aalst	7	
	Audenaarde	6	
	Gent	7	
	Dendermonde	1	21
<i>Henegouw :</i>	Ath	3	
	Bergen	2	
	Zinnik	1	
	Doornik	5	11

<i>Luik :</i>	Luik	5	
	Hoei	8	11
<i>Limburg</i>	Hasselt	15	
	Maeseyck	5	
	Tongeren	52	50
<i>Luxemburg :</i>	Aarlen	1	
	Virton	1	
	Bastenaken	2	
	Marche	1	5
<i>Namen :</i>	Namen	2	
	Dinant	5	5
Totaal voor het land . .			122

Nog moet ik doen opmerken dat het niet zeker is dat al die gemeenten zich de noodige inkomsten niet zouden kunnen verschaffen door nieuwe belastingen in te voeren of door het getal der opcentiemen te verhoogen.

Indien men, bij voorbeeld, het getal opcentiemen van de personeele belasting nagaat, vindt men dat in de meeste dezer gemeenten dit getal van 50 tot 60 bedraagt. Dit kon hooger zijn. In gemeenten, die zoo een groot getal opcentiemen bij het bedrag van de rechtstreeksche belastingen voegen, bestaan er, op zeer weinige uitzonderingen na, geene andere gemeente-belastingen.

Men moet ook niet vergeten dat talrijke gemeenten, om een voldoende gebouw voor de diensten der gemeente onder dak te brengen, niet gearzeld hebben zich zware onkosten te getroosten, namelijk door hoogere opcentiemen of nieuwe belastingen op te leggen.

Het is dus niet noodig — dit blijkt uit het gedane onderzoek — de gemeenten een toelage te geven om gemeentehuizen te bouwen, daar zij de middelen hebben dit op eigen kosten te doen of deze middelen zouden kunnen vinden. De toelage zal maar voor een zeer klein getal plaatsen gerechtvaardigd zijn.

Indien in talrijke gemeenten de raad in eene kroeg vergadert, is dit het gevolg van eene noodlottige gewoonte, geenszins omdat de financiën der gemeente het niet anders toelaten.

De gemeenten onder die omstandigheden toelagen geven, zou enkel het gebrek aan veerkracht van de gemeentebesturen aanmoedigen.

HOOFDSTUK VII.

Burgerwacht en korpsen sappeurs-pompiers.

Een lid der Middenafdeeling heeft gewezen op de kosten opgelegd aan sommige gemeenten door de inrichting van de burgerwacht en die uitsluitend ten laste van de gemeente komen. Kan er aan deze gemeenten geen toelage worden verleend tot het inrichten van nieuwe bataljons?

De Middenafdeeling vereenigt zich met deze opmerkingen en verlangt dat de heer Minister deze billijke vraag welwillend onderzoeke.

Landelijke politie.

Sedert jaren, telkens als de Begrotingen van Landbouw, van Binnenlandse Zaken en van Justitie worden behandeld, wordt in Kamer en Senaat gevraagd om herinrichting van de landelijke politie.

Ook de heer Standaert, verslaggever over de Begrooting van Justitie, vraagt in 1908 evenals in 1909 dat het ontwerp tot herinrichting van de landelijke politie en van de rechterlijke politie worde onderzocht.

De Middenafdeeling bestudeert deze beide ontwerpen; op het bureel der Kamer berusten volledige verslagen en ze staan aan de dagorde.

Waarom behandelt men ze niet bij gunstbeurt? Zooals onlangs terecht werd gezegd, zijn beide vraagstukken veel meer spoedvereischend dan menig ander ontwerp van minder of van meer betwistbaar nut, waaraan de voorkeur wordt gegeven.

Wij verzoeken de Kamer en de betrokken Ministers, zoo spoedig mogelijk in behandeling te doen nemen deze twee ontwerpen, van zooveel belang voor het platteland en voor de goede politie over 't algemeen.

Gemeenteontvangers.

Jaarwedden.

Ter vergadering van 30 November 1909 werd door den heer de Ghelinc d'Elseghem ingediend het verslag van de Bijzondere Commissie die belast was met het onderzoek van het wetsvoorstel betreffende den loonstandaard voor de gemeenteontvangers. Eenparig nam zij het aan.

Met algemeene stemmen uit de Middenafdeeling, belast met het onderzoek van de Begrooting van Binnenlandse Zaken, den wensch, dat naar aanleiding van de behandeling en goedkeuring dezer Begrooting, ook bedoeld wetsvoorstel worde behandeld en aangenomen. Zoo doende zou men billijke voldoening schenken aan de gemeenteontvangers, die reeds zoo lang wachten op eene verhooging van jaarwedde.

II.

BEGROOTING VAN LANDBOUW.

A. — Algemeene beraadslaging in de Middenafdeeling.

Uit de verslagen der Commissiën in den Senaat en der Middenafdeelingen in de Kamer, die in vroegere jaren de Begrooting van Landbouw onderzochten, blijkt het groot belang, dat deze Afdeelingen stelden in de landbouw vraagstukken, en de groote zorg, door de verslaggevers aan hun werk besteed.

Daarin wordt aangetroffen een aanhoudende zorg om de Regeering te steunen in het behartigen van 's lands landbouwbelangen. Toen de heer

Schollaert voorzitter van de Kamer was, stelde hij er prijs op, zelf de werkzaamheden der Middenafdeeling voor de Begrooting van Landbouw te leiden, deel te nemen aan de beraadslaging over de landbouwbelangen en de eischen der landbouwers te steunen. Onze eerste plicht vergt dat wij hem daarvoor erkentelijk zijn en de zoo gezaghebbende adviezen van de vroegere Commissiën en Afdeelingen in acht nemen.

Hare verslagen vergemakkelijken merkelyk onze taak; aan vele wenschen werd reeds een begin van uitvoering gegeven; het zal volstaan, sommige maatregelen, die reeds gunstige uitslagen opleverden, nog uit te breiden en in herinnering te brengen sommige vraagstukken, waaraan de Regeering, naar het ons toeschijnt, nog niet genoeg aandacht wijdde. Het oor leenende aan hen die de behoeften der landbouwers kennen en zich met ondervinding en wetenschap toewijden aan de belangen der buitenlieden, weet de Minister van Binnenlandsche Zaken en Landbouw hoeveel er nog te doen is. Verleden jaar bekende hij het nog in zijne redevoeringen bij de behandeling van de Begrooting van Landbouw.

Derhalve houdt de Middenafdeeling zich overtuigd dat de door haar voor te stellen maatregelen in ernstige overweging zullen genomen, spoedig opgelost of door nog doelmatigere maatregelen vervangen zullen worden.

In 1880 werd de jaarlijksche opbrengst van België's landbouw geraamd op 1,650,000,000 frank.

De algemeene landbouwopneming van dit jaar zal ons in staat stellen, den sedertdien afgelegden weg gansch nauwkeurig na te gaan. Thans behoeven wij ons te bepalen tot nabijkomende ramingen. Volgens de jongste bekendgemaakte statistieken, met name die van 1907, en zoo men daarenboven rekening houdt met de boerderijen van minder dan eene hectare, kan de gemiddelde opbrengst worden geraamd op 2,400,000,000 frank. In nagenoeg dertig jaren vermeerderde dus de opbrengst met ongeveer 27 t. h.

De heer Raemdonck (verslag over de Begrooting voor 1904, Stukk., 71, blz. 6), baron d'Huart (verslag voor het dienstjaar 1906, Stukk., 115, blz. 7), de heer Mélot (verslag voor het dienstjaar 1909, Stukk., 94, blz. 23), halen cijfers aan, waaruit mag worden afgeleid dat onze raming later bevestigd zal worden door de officieele cijfers.

Ook dient in aanmerking te komen de vermeerdering van het kapitaal.

In de Ardennen en in de Kempen is de waarde van den grond sedert 1880 bijna verdubbeld; over 't geheel verhoogde het onroerend landbouwkapitaal met een derde, zijnde nagenoeg ten minste 2 milliarden. Dit maakt ongeveer 65 millioen per jaar, wat, met de bruto-toeneming van 15 tot 20,000,000 frank per jaar, een jaarlijkschen vooruitgang van nagenoeg 80 millioen frank vertegenwoordigt.

Het zij nogmaals gezegd dat wij enkel nabijkomende ramingen kunnen mededeelen in afwachting van de officieele cijfers.

Wij weten heel wel dat de vooruitgang op landbouwgebied niet enkel is te wijten aan het Departement van Landbouw. Doch, zoo men in aanmerking neemt dat landbouwers en grondeigenaars doorgaans over 't algemeen

weinig ondernemingsgeest aan den dag leggen, dat landbouwverenigingen maar tot stand komen ten gevolge van voordrachten, dat deze maatschappijen vooral hare werking uitoefenen door middel van verspreiding der landbouwwetenschap, moet men bekennen dat de Begrooting van Landbouw meer opbrengt dan vele andere.

Zoo wordt daarover ook gedacht door baron van der Bruggen in zijn jongste verslag over het landbouwonderwijs, en door de Middenafdeeling van 1907. (Verslag van den heer Raemdonck, n^o 53, bl. 9.)

Indien de Regeering dus mild is voor sommige uitgaven die minder rechtstreeks winstgevend zijn, zij zou nog milder moeten zijn voor alles wat den landbouw betreft.

De hoofdreden, ingeroepen om de samensmelting het Ministerie van Landbouw met een ander te rechtvaardigen, was eene quaestie van bezuiniging.

Van dat standpunt uit mag eene Middenafdeeling, belast met het onderzoek van de Begrooting van Landbouw, de vraag opperen of zulks geen verkeerde besparing is, en waarom, indien er werkelijk bezuiniging is, die moet afgedragen worden door het Ministerie van Landbouw eerder dan door een ander Ministerie.

Baron H. della Faille, verslaggever der Commissie in den Senaat, belast met het onderzoek van de Begrooting van Landbouw voor het jaar 1908, drukte zich uit als volgt :

« Zooals de achtbare heer Helleputte het zoo wel zegde, *is de landbouw de belangrijkste van al onze nationale nijverheidstakken*. Hij bezigt inderdaad, volgens de laatste landbouwopnemingen, 1,200,000 personen boven 12 jaar, terwijl de vervoernijverheid er slechts omtrent 95,000 bezigt, de mijnen en groeven 173,000 en de metaalnijverheid iets meer dan 27,000.

» 't Is dan ook met innige voldoening dat onze Commissie akte nam van de verklaring, door den achtbaren heer Helleputte afgelegd in de Kamer der Volksvertegenwoordigers : *dat er geen gevaar hoegenaamd bestaat, het Ministerie van Landbouw te zien verdwijnen, noch het eene mindere en ondergeschikte plaats te zien bekleeden, om in 't even welke oplossing, al moesten er andere diensten bijgevoegd worden.*

Deze zienswijze, waarmee de Commissie van den Senaat zich verenigde, is de logische gevolgtrekking van de geschiedenis van het Ministerie van Landbouw sedert 1884.

Dat departement werd in 1884 afgescheiden van het Ministerie van Binnenlandsche Zaken, ten einde den landbouwvooruitgang een ruimere vlucht te doen nemen; het heeft de verwachtingen niet teleuregesteld.

In 1896 heeft de Regeering, die eveneens voldoening wilde schenken aan de belangen der nijverheid, het noodig geacht een afzonderlijk ministerie tot stand te brengen.

Daar de landbouwdiensten zich steeds in ruimere mate uitbreidden, werden ook de openbare werken daarvan afgescheiden.

Om den landbouw te bevorderen, ging de Regeering uit van drie hoofdgedachten :

- 1^o De redematige inrichting van het landbouwonderwijs;
- 2^o De gematigde ontwikkeling van de landbouwbescherming en eene reeks verdedigingsmaatregelen ten voordeele van het landbouwbedrijf;
- 3^o De aanmoediging van de officieele en de vrije vereenigingen.

De ondervinding heeft bewezen dat de verkozene richting de goede is en dat men erin moet volharden, want de taak van het Ministerie van Landbouw heeft eerst een aanvang genomen. Vergeten wij niet dat dit Ministerie ook moet zorgen voor de belangen der tuinbouwers en dat het bestuur van wateren en bosschen zeer gewichtig is, dat de buurtwegen en de landswegen den landbouw overgrooten diensten bewijzen en dat onder de diensten, welke onafscheidbaar zijn van den landbouw, voorkomt de dienst der volksgezondheid, die, onder andere, belast is met het toezicht over de voedingsstoffen der ingezetenen en moet zorgen voor het behoud en de verbetering van een weergaloozen schat, namelijk de gezondheid van gansch het volk. Juist daardoor is het Ministerie van Landbouw veel meer gewichtig dan het Ministerie van Nijverheid en mag de Middenafdeeling bedoelde zienswijzen steunen. Ook andere redenen zouden daartoe gelden.

*
* *

Wij hebben bewezen dat de uitgaven ten bate van den landbouw op meer rechtstreeksche wijze en in ruimere mate 's lands rijkdom vermeerderen dan de opofferingen op een ander gebied gedaan.

't Is, anderzijds, gekend dat de lasten van den Landbouw zwaarder zijn dan die der Nijverheid.

Er dient ook in aanmerking te worden genomen dat de landelijke bevolking, uit hoofde van hare onvermijdelijke afzondering, van haren stilleren aard, van de moeilijkeren verkeerswegen, tegenover de nijverheids- en stadsbevolking in een ondergeschikten toestand verkeert, die vanwege de Regeering meer behulpzaamheid vergt.

In de boeken der Staathuishoudkundigen, in de parlementaire redevoeringen wordt ten overvloede herhaald dat het platteland niet alleen een groot gedeelte van 's lands stoffelijken rijkdom uitmaakt, maar tevens de bron is van 's volks lichamelijke, verstandelijke en zedelijke krachten. Het mag niet genoeg heeten, zoo te spreken en te schrijven : die stellingen moeten ook practisch vertolkt worden.

De vermindering van de lasten, die op den landbouw drukken, werd dikwijls met aandrang door de landbouwers gevraagd. Aan dat punt werd nog herinnerd door den heer Mélot in zijn verslag van verleden jaar. Wij dringen aan bij den heer Minister van Financiën, opdat hij de goedheid zou hebben de oplossing van dat vraagstuk niet langer te verdagen.

Ook is de landbouw door de toltarieven minder beschermd dan de nijverheid (1).

(1) A. Pnoost, *La crise agricole* (antwoord op het vlugschrift van Eud. Pirmez). Leuven Fonteyn, 1885.

't Schijnt nog al moeilijk den landbouw daardoor te bevoorrechten, want de landbouwvoortbrengselen zijn voor 't meerendeel eetwaren ten behoeve van de arbeidersklasse.

Indien men den landbouw niet kan beschermen door rechten zooals het behoort, dan toch zou men hem vergoedingen moeten verschaffen op eene andere wijze.

De landbouw is minder bevoordeeld wat aangaat het gemakkelijk vervoer en de verminderde tarieven; de heer Minister van Spoorwegen gelieve krachtiger te hulp te komen van de landbouwers, te meer daar de spoorwegen op allerhande wijze merkelyk bijdragen om den landbouw zijne arbeiders te onttrekken.

De weeldeuitgaven worden gedaan ten bate van de steden en lokken de werklieden weg. Daarenboven, door de steden te verfraaien, door er het leven gemakkelijker te maken en door betrekkelijk minder geld te besteden aan de werken ten algemeenen nutte op het platteland, schijnt de Regeering den buiten niet op gelijke wijze te behandelen. Verder in ons verslag zullen wij de gelegenheid vinden de aandacht te vestigen op een wijze en nuttige aanwending van ruimere toelagen op het platteland.

*
* *

Bovenstaande beschouwingen doen al de moeilijkheden beseffen der zending van het Ministerie van Landbouw. De groote uitgestrektheid van zijn werkkring inziende en bewust zijnde van de veelzijdigheid der landbouwvraagstukken, laat dat Ministerie tevens meer inrichtingsgeest en meer wetenschappelijken aanleg blijken.

De Middenafdeeling brengt hulde aan den ijver van dat Ministerie. Het behoeft meer ondernemingsgeest dan op elk ander gebied. Daar de landbouwers in een minder gunstigen toestand verkeeren dan de nijverheidsbevolking om op de hoogte van den vooruitgang te blijven, moet men haar te gemoet gaan door eene zeer krachtige verspreiding van de wetenschap.

Het Ministerie van Landbouw ondersteunt al de mannen met goeden wil; het laat zich niet ontneeden door de verlamrende werkeloosheid van hen, die niets doen dan beknibbelen zonder ooit eene nieuwe oplossing aan te brengen. Afbreken volstaat niet: men dient te verbeteren, op te richten; daarom ook zien wij met genoegen het Bestuur van Landbouw meer en meer technische mannen aanwerven, aldus het voorbeeld volgende van het Beheer van Wateren en Bosschen, dat sedert lang geen medewerkers meer aanneemt, tenzij ze, behalve het diploma van landbouw-ingenieur, houder zijn van een bijzonder technisch diploma.

In sommige vroegere verslagen hebben leden der Middenafdeeling de indeeling in afzonderlijke diensten aangeprezen. Die indeeling is noodzakelijk, maar ze moet derwijze verstaan worden dat ze geen schade berokkent aan de eenheid in het bestuur, dat ze de contrôlediensten niet verwart met de bestuursdiensten, enz.

De Rijkslandbouwkundige is de aangewezen raadsman van den landbouwer; beter dan wie ook kent hij den toestand en de behoeften van den

landbouw in zijne streek; hij kan dus beter het landbouvvraagstuk in zijn geheel nagaan. Deze vakman moet in zijne streek eenheid bewerken in het beheer en een helder doorzicht hebben in de richting, aan de verschillende takken van den landbouw te geven.

Voorzeker kan hij geen specialist zijn in al de vakken. Zijne specialiteit, zooals wij even zegden, ligt in de algemeene kennis van den landbouw zijner streek. Zoo hij, in een of ander bijzonder geval, den landbouwer niet rechtstreeks kan helpen, zal hij de eerste zijn om hem aan te raden zijne toevlucht te nemen tot bijzondere diensten. Er bestaan reeds een zeker getal soortgelijke diensten: dienst voor insectenkunde, voor plantenziekten, zuivelstations, enz.

De Middenafdeeling had overigens vroeger de uitbreiding van al deze inlichtingsdiensten aanbevolen.

Doch het is nuttig dat 's Rijks landbouwkundige al deze specialiteiten kunne doen samenstreven naar een zelfde doel.

Zoo men naast de landbouwkundigen talrijke beambten aanstelde en aan dezen eenige bestuurlijke bevoegdheid toekende, zou het kunnen gebeuren dat de consulent voor bijenteelt zou beweren dat het heil der landbouwers gelegen is in de bijenteelt, de consulent voor hoenderteelt zou het landbouwbedrijf in de richting van de hoenderteelt sturen, zonder zich te bekreunen over de andere middelen van voortbrenging.

Deze vakmannen zouden vaak op de hoeve den landbouwkundige ontmoeten, die geen gezag genoeg meer zou hebben om die verschillende vakken te doen samengaan. Noodzakelijk zou men in botsing komen.

In den « Boerenbond », integendeel, bestaat veel eenheid in het bestuur; en om de vakmannen beter te doen samenwerken tot het door het hooger bestuur gestelde doel, worden zij dikwijls in raad vergaderd. Dat is ook het stelsel van den verstandigen boer, die den goeden gang van zijn bedrijf verzekert door de verschillende diensten, welke het uitmaken, te doen samenwerken.

Op de jongste algemeene vergadering van het Internationaal Instituut te Rome spraken de afgevaardigden van de Regeeringen in dien zin en tevens stelden zij vast dat, zoo het moeielijk is eene goede landbouw-wereldstatistiek in te richten, dit het gevolg is van de ontoereikendheid der technische diensten en van hunne ontoereikende bestuursregeling.

Onder de talrijke maatregelen, door het Ministerie van Landbouw genomen, steunden de Middenafdeelingen van de vorige begrootingen de volgende :

a) de voorafgaande opleiding van zijne technische beambten en van zijne vakmannen door reizen in het buitenland, door proeftijden in landbouwstations, in landbouwbedrijven en in technische besturen;

b) de uitbreiding van de studiekringen tot volmaking der kunde van al de landbouwleeraars;

c) de inrichting van inlichtingsdiensten voor den landbouw. Thans zijn de vakmannen zelf weinig ingelicht over de bibliographie van hun vak, en namelijk over de vreemde bibliographie. Het is niet volstrekt noodig dat de

Regeering zelf deze inlichtingsdiensten inrichte : zonder bezwaar zou zij daarmede kunnen belasten eene centrale instelling, die met dit doel zou tot stand gebracht worden naar het voorbeeld van het Sociaal Museum te Parijs of van andere soortgelijke instellingen.

Nut der statistieken en der onderzoekingen. — Ten einde de landbouwbelangen met bijval te behartigen, nam de Regeering eenen uitstekenden maatregel dien de Middenafdeeling haar aanzet uit te breiden en te volmaken.

Door algemeene en afzonderlijke onderzoekingen blijft zij op de hoogte van den juisten toestand van den landbouw.

Tot in de jongste jaren werd nagenoeg om de vijftien jaar overgegaan tot de algemeene landbouwopneming. Is het van wege de Regeering sedert 1900 geen al te groote bezorgdheid in deze zaak, elk jaar tot die opneming te doen overgaan?

Het schijnt moeilijk te bewijzen en dat deze jaarlijksche opnemingen volledig genoeg zijn en steunen op inlichtingen die nauwkeurig genoeg zijn om voordeelen op te leveren naar verhouding van de uitgaven welke zij vereischen.

De Middenafdeeling van 1907 (1) sprak daaromtrent reeds hare vrees uit.

Wellicht ware het mogelijk, de landbouwopneming te doen samengaan met de tienjaarlijksche volkstelling. Zou men op die wijze niet eene bezuiniging kunnen doen op de algemeene kosten van beide samengangende tellingen? Zouden intusschen eenvoudige jaarlijksche ramingen, bijzondere onderzoekingen, in stede van de opneming van de korenvelden en van het vee, niet beantwoorden aan alle behoeften en zelfs aan de talrijke eischen gesteld door het Internationaal Instituut te Rome?

Zouden deze ramingen niet kosteloos kunnen gedaan worden door de gewone instellingen die den landbouw vertegenwoordigen?

Daar de heer Minister verleden jaar te kennen gaf dat hij van plan was de reglementsbepalingen in dien zin te wijzigen, dringen wij verder niet aan. Doch wij blijven bij onze meening dat de jaarlijksche landbouwopneming, zooals zij thans geschiedt, te veel kost en dat een deel van de gelden, die daaraan elk jaar worden besteed, beter zouden kunnen worden gebruikt.

* * *

Niet alleen de inlichtingen over de opbrengst van den landbouw dienen ter beschikking van de belanghebbenden te worden gesteld.

In zijn verslag over de Begroting van 1905, bewees de heer senator graaf 't Kint de Roodenbeke (2) hoe nuttig het is den landbouwer in te lichten over al de wetenschappelijke gegevens die de ervaring opgedaan heeft om hem te helpen tot de vermeerdering van de voortbrenging.

(1) Voorzitter, de heer Schollaert; verslaggever, de heer Raemdonck, 1907. Stuk 65, bl. 17.

(2) 1905, Stuk 60, bl. 5.

De Middenafdeeling wenscht den heer Minister geluk, aan dit voorstel gevolg gegeven te hebben door het benoemen eener commissie voor de studie van den Belgischen grond en van het klimaat in België in betrekking met de landbouwproductie. Het Ministerie heeft het niettemin verkeerd voor, zoo het denkt zonder bijzondere geldmiddelen zijn doel spoedig te bereiken. Men zou zich toch ook opofferingen moeten getroosten tot het vereenigen van de gegevens die de landbouwproductie kunnen verhoogen.

*
* * *

De raadgevende commissie van de landbouwstations zal ongetwijfeld de commissie bijstaan, die belast is met het onderzoek van den grond. Zij zal eenen zeer heilzamen invloed kunnen uitoefenen op het toezicht over de meststoffen en het veevoeder.

Bij koninklijk besluit van 24 Juli 1909 werd een laboratorium ingericht ter onderzoeking van de eetwaren voor den mensch, alsook van al de stoffen gebruikt bij het vervaardigen en het bereiden van die eetwaren. Tot nog toe waren de Rijkslandbouwstations, ten getale van zeven, te zamen met de aangenomen laboratoria belast met de onderzoeking van de eetwaren; elke van die zeven stations ontving een getal monsters dat echter te gering was om een specialist uitsluitend bezig te houden en hem genoeg praktijk en vaardigheid te geven om altijd onberispelijk werk te leveren. Die stations waren trouwens niet met de noodige werktuigen voorzien, wat betreft de onderzoeking der eetwaren. Men kon er echter niet aan denken, elk station te voorzien met een duur materieel dat weinig in verhouding zijn zou tot het gering aantal onderzoekingen.

Door slechts één station te belasten met de onderzoeking der monsters die tot nog toe onder zeven inrichtingen verdeeld werden, zal men specialisten-scheikundigen kunnen vormen, wier bevoegdheid en vaardigheid veel grooter zijn zal, en tevens zal het mogelijk zijn dit eenig laboratorium, zonder overdreven onkosten, op volmaakte en volledige wijze in te richten.

Het ware hoogst wenschelijk dat de landbouwstations ook zouden bijdragen tot de wetenschappelijke opsporingen, die voor den vooruitgang van den landbouw zoo noodzakelijk zijn.

*
* * *

De « Société Belge du Froid » heeft pas, dank zij de tusschenkomst van het Ministerie, eene Commissie ingesteld tot het bestudeeren van de toepassing der koude in den landbouw. Hier volgen enkele regelen betreffende die zaak, welke voor velen nieuw is en nochtans geschikt is om aan den landbouw en zelfs aan den tuinbouw de grootste diensten kan bewijzen.

De aandacht werd in alle landen gevestigd op dit gewichtig vraagstuk na de werkzaamheden te Parijs van het eerste Internationaal Congres voor Koude in 1908. Een Internationale Bond voor Koude werd gesticht te Parijs, en thans heeft hij vertakkingen in al de Staten van Europa, zonder uitzondering, en daarenboven in de Vereenigde Staten, de Argentijnsche Republiek, Brazilië, Chili, Japan, China, enz. De Italiaansche Regeering stond eene toelage toe van 5,000 frank elk jaar, Oostenrijk 5,000 frank en de overige Staten schreven in voor hooge sommen.

Het is bewezen dat het bewaren van landbouwwaren door middel van de koude een volstrekt onontbeerlijke economische factor is voor den landbouw en, anderzijds, dat die werkwijze van grooter nut is voor de samenleving op gezondheidsgebied, indien zij rechtstreeks wordt toegepast door de voortbrengers, in plaats van door de handelaars belast met den verkoop der landbouwvoortbrengselen.

België heeft ook willen deelnemen aan het onderzoek van die vraagstukken en de Belgische Vereeniging voor Koude dankt den heer Minister van Landbouw voor de toelage die hij haar heeft verleend voor het jaar 1910. Het nationaal studiecomité voor de toepassing van de koude op landbouwgebied, uit bevoegde mannen samengesteld, zal alles in het werk stellen om de talrijke voordeelen van het koude-systeem te doen kennen, namelijk voor de bewaring van fruit, boter, vleesch, bloemen, enz., alsook de samenstellingen van de koeltoestellen. In Frankrijk heeft een belangrijke landbouwgroep, die tot stand is gekomen, reeds eene koelinrichting tot stand gebracht in eene gemeente van het departement der Rhône, te Condrieu, om de meest voordeelige wijzen tot bewaring van fruit en andere voortbrengselen der streek te beproeven. Die inrichting kostte ongeveer zeven duizend frank, en de Minister van Landbouw verleende eene toelage van vier duizend vijf honderd frank. De koelinrichting leverde de beste uitkomsten op. Moge dit voorbeeld eerlang in België navolgers vinden! De Commissie tot het bestudeeren van de toepassingen der koude zal aan het publiek de vereischte inlichtingen verschaffen.

*
* * *

De verslagen der Commissiën, belast met het onderzoek van de Begrooting voor 1906 (1), 1907 (2) en 1908 (3) drukten den wensch uit, het geheele land te zien onderzoeken gelijk de heer Vliebergh de Kempen onderzocht had. De inrichters der laatste provinciale landbouwtentoonstellingen schreven wedstrijden uit voor monographieën, opgesteld volgens de vragenlijst van den heer Vliebergh. Het zou noodig zijn, met dit werk voort te gaan en het spoedig te voltooien.

Wij weten op vage wijze dat de toestand der woningen *in gezondheidsopzicht* op den buiten vaak te wenschen overlaat. In den jongsten tijd heeft men zich terecht bekommerd over den toestand der stallen in gezondheidsopzicht, doch de levensvoorwaarden van den landbouwer zelf moeten verbeterd worden.

De studie van zijn verstandelijke ontwikkeling, van zijne zedelijke gaven en van het midden waarin hij leeft dringt zich ook op en moet streek voor streek geschieden om als vaste grondslag te dienen tot de maatregelen welke de Regeering zal moeten treffen om die voorwaarden te verbeteren en de landelijke uitwijking te voorkomen.

(1) Vergadering van 14 Maart 1906. Verslag van baron d'Huart (blz. 14 en 15).

(2) Vergadering van 24 Januari 1907, stuk n^o 53 (blz. 18).

(3) Vergadering van 20 December 1907. Verslag van den heer Raemdonck (blz. 5).

Soortgelijke onderzoeken moeten noodzakelijkerwijze niet door de Regeering worden ingesteld, maar deze zou op doelmatige wijze het bijzonder initiatief op dien weg kunnen aanmoedigen.

*
* *

Vóór enkele jaren werden, door de zorgen van het Ministerie van Landbouw, verscheidene belangwekkende landbouwmonographiën van groot economisch nut opgesteld en uitgegeven door den dienst der Rijkslandbouwkundigen.

In Frankrijk werd onlangs, door de zorgen en op de stipte voorschriften van den heer Ruau, Minister van Landbouw, alsmede onder de leiding van den heer Vassillière, bestuurder van den Landbouw, eene zeer belangrijke monographie over den kleinen landelijken eigendom in Frankrijk uitgegeven. De hoofdpunten van het onderzoek, die de beoordeeling tot grondslag moeten strekken, zijn : de opgaaf van de gemiddelde oppervlakte; wat men verstaat door kleinen, gemiddelden en grooten eigendom in elke landbouwstreek der departementen, rekening houdende met den verschillenden aard der bebouwingen, met de waarde van den grond en, in het algemeen, met al de natuurlijke, economische en maatschappelijke gegevens, de aanwijzing van den gang van den eigendom in den loop der laatste twintig jaar; de vergelijking, in iedere streek, van de landbouwerktuigen der groote en kleine landbouwondernemingen; de vergelijking, in iedere streek, der groote en kleine ondernemingen, met het oog op de middelen van voortbrenging en de bekomen economische uitslagen; de opgave van den staat en de strekkingen van de landbouwbedrijven op gehuurd goed, van den toestand der « kleine eigenaars-daglooners », vraagstuk dat nauw verbonden is met de « overdreven verbrokkeling » van de maatschappelijke klasse — kleine eigenaar cener hoeve of landwerkman — waartoe de koopers van den kleinen eigendom behooren, van den stoffelijken toestand der kleine landbouwondernemers in de laatste twintig jaar (tal van vraagstukken die inlichtingen kunnen verschaffen over de hypotheecaire schuld van den kleinen eigendom).

Al de stukken, door de zorgen van de departementsleeraars van landbouw en door de voorzitters der Kamers van notarissen verzameld, werden volgens onderscheiden gegevens geschikt, en aldus heeft men over elk Fransch departement eene monographie zoo volledig mogelijk.

Het dient niet te worden gezegd dat deze monographiën, zoo ze goed opgesteld zijn, hoogst belangwekkend en nuttig zijn; ook wenschen wij daarmee den heer Minister Ruau en den bestuurder van den Landbouw, den heer Vassillière, van harte geluk.

Zou de Regeering en, in 't bijzonder, het Ministerie van Landbouw, naar aanleiding van de tienjaarlijksche landbouwopneming, niet kunnen doen overgaan tot een volledig onderzoek in België, dat bijzondere en omstandige inlichtingen zou verschaffen over den kleinen landelijken eigendom? Aldus zouden wij, in België, ook eene monographie over den kleinen landelijken eigendom kunnen hebben, den toestand nauwkeurig kunnen nagaan en weten of men een tijdvak van welvaart of een tijdvak van verval te gemoet gaat.

*
* *

Zooals wij het vaststelden, vereenigt de Middenafdeeling zich gansch met het uitnemend stelsel van het Ministerie van Landbouw, dat ten doel heeft zich een nauwkeurig denkbeeld te vormen van den toestand waarin tuin- en landbouwnijverheid verkeeren.

Wat aangaat den tuinbouw, zijn wij zoo vrij de aandacht van de Regeering en van de Kamer te vestigen op sommige besluiten, sommige wenschen uitgaande van het eerste Congres der Tuinbouwwerklieden, te Brussel op 9 Januari 1910 gehouden. Die wenschen zijn inzonderheid van groot belang voor de tuinbouwwerkersklasse. Zij luiden :

1^o Dat het woord « werkman » op gelijke wijze in al de arbeidswetten worde bepaald in den zin van den tekst van het wetsontwerp op de werkrechttersraden ;

2^o Dat bijgevolg de volgende wetten op den tuinbouw zouden toepasselijk zijn : de wet op den arbeid van vrouwen en kinderen, op de betaling van het loon ; op de werkrechttersraden, alsmede op de nijverheids- en arbeidsraden ; op de Zondagsrust ; op de arbeidsongevallen ; op de arbeidsovereenkomst ;

3^o Dat die wetten zouden uitgestrekt en verbeterd worden, inzonderheid de wet op den arbeid van vrouwen en kinderen, derwijze dat het aan de kinderen beneden 14 jaar, evenals aan de gehuwde vrouwen verboden zij, te arbeiden in de tuinbouwinstellingen ;

4^o Dat de syndicaten van hoveniers en tuinbouwwerklieden op gelijken voet behandeld worden als de syndicaten van nijverheidswerklieden, wat betreft de toelagen der openbare machten ;

5^o Dat de Hoogere Tuinbouwraad samengesteld worde, in gelijke verhouding, uit patroons en arbeiders.

* * *

Dank zij het onderwijs en de aanmoedigingen verstrekt aan den tuinbouw, breidde deze zich merkkelijk uit. Baron d'Huart in 1907, de heer Raemdonck in 1908, en de teeknische diensten van het Ministerie van Landbouw vestigden de aandacht der openbare machten op dien belangrijken tak van de landbouwnijverheid.

De Minister van Landbouw, die den raad van bevoegde personen verlangde in te winnen, besloot tot het oprichten van den Hoogeren Tuinbouwraad.

Men mag dus zeggen dat de tuinbouw officieel vertegenwoordigd wordt, voor den hooger grad, door de instelling van dien raad. Eene meer ingewikkelde inrichting is er niet noodig om de wenschen der tuinbouwers uit de verste streken des lands te kennen,

Daartoe volstaat het, nu en dan al de tuinbouwmaatschappijen te verzoeken hare wenschen te doen kennen aan den Hoogeren Raad.

De Raad moet dan deze wenschen onderzoeken en ze bij de Regeering steunen in de mate hunner hoogdringendheid en belangrijkheid.

Zou de Minister van Landbouw, onder andere, geene statistiek kunnen opmaken van de landbouwers die, in de jongste jaren, tomaten, chrysan-

themums en aardbeziën onder glas hebben gekweekt, in de nabijheid van de groote steden? Het staat vast dat, sedert enkele jaren, de landbouwer, die dicht bij de stad woont, zich toelegt op tuinbouw. Menige bijzondere teelt zou men nog kunnen voegen bij die waarop men zich reeds toelegt, en onze bevoorrechte toestand zou ons daartoe moeten aanzetten. Wij hebben fijne vruchten, weeldevruchten, maar wij kunnen beter en meer doen. Om daartoe te geraken moet men meer voordrachten over tuinbouw houden; vakmannen moeten de leiding nemen van de handels-, tuin- en moesbeplantingen, de opsporingen in de nieuwe richtingen moeten meer bekend gemaakt worden, de Regeering moet het initiatief dezer nieuwe maatregelen op zich nemen. Het vakonderwijs en het aanvankelijk onderwijs moeten uitgebreid worden in de tuinbouwmiddens, de voordrachten over boomteelt, moestuinbouw en bloementeelt moeten talrijker worden, men moet de versiering der statiën aanmoedigen, de spoorweghellingen beplanten en met fruitboomen en nuttige planten voorzien; met een woord, de aanleg tot tuinbouw moet, in België, door alle middelen aangemoedigd worden. Ook met het oog op de tollarieven moet onze tuinbouw worden beschermd.

*
* *

Wat aangaat de wenschen van den landbouw, wint de Regeering elk jaar het advies in der comices. De Middenafdeeling verlangde te weten welke wenschen deze vereenigingen hadden uitgebracht en verzocht den Minister haar mededeeling daarvan te geven. De Minister zond haar tal van stukken (*wegende te zamen 28 k. 333*). De Afdeeling kon deze niet onderzoeken; zij kon enkel vaststellen dat die stukken door het beheer van Landbouw hoe genaamd niet werden onderzocht.

Zij is van meening dat bedoelde wenschen zouden moeten verwezen worden naar den Hoogeren Landbouwrapad en dat men het advies zou moeten inwinnen niet alleen van de comices, maar ook van de vrije vereenigingen waarvan de meerderheid der landbouwers deel uitmaakt.

*
* *

Buiten de onderzoekingen en de commissiën beschikt het Ministerie van Landbouw nog over andere middelen om inlichtingen in te winnen over de behoeften zijner onderhoorigen. Wij wijzen enkel op de congressen. Door het begunstigen van congressen, bevordert men ook de studie van sommige vraagstukken, en leert men beter de wenschen van de belanghebbenden kennen. Daartegen wordt somtijds aangevoerd dat menige wensch in den vergeethoek blijft. Het duurt inderdaad dikwijls lang, eer die wenschen worden verwezenlijkt. Maar, wie de werkzaamheden van de congressen gedurende enkele jaren nagaat, stelt eenen daarmede strookenden vooruitgang bij den landbouw vast, dank zij, ten deele, het verspreiden der gedachten, ter gelegenheid van die vergaderingen uiteengezet.

Anderdeels laat het inrichten van internationale congressen ons toe, allerhande inlichtingen in te winnen over de landbouwinrichtingen en den vooruitgang van den landbouw in vreemde landen. Dergelijke vergaderingen

ondersteunen is tevens de belangen van den Belgischen landbouw bevorderen. Ook bevelen wij met kracht aan de milddadigheid der Regeering, en vooral aan deze van den Minister van Landbouw, de verscheidene land- en tuinbouwcongressen aan, die, in 1910, te Brussel zullen plaats hebben ter gelegenheid der Internationale Tentoonstelling van Brussel, en vooral het Internationaal Congres der Vereenigingen voor landbouw en landelijke demographie.

Wij bevelen ook den Minister van Landbouw aan de Internationale Landbouwtentoonstelling te Buenos-Aires. 't Is onontbeerlijk, eene ruime toelage te verleenen aan het Belgische regelingscomiteit, zooals vroeger werd gedaan voor de Tentoonstelling te Saint-Louis; ook dienen onze landgenooten, en vooral onze veefokkers, in staat te worden gesteld, de verschillende takken van onze Belgische fokkerij: trekpaarden, hoornvee, geiten, pluimvee en politiehonden, op waardige manier te doen vertegenwoordigen.

*
* *

In de bovenstaande regelen hebben wij enkel de verscheidene punten in herinnering gebracht, die in vroegere jaren door de Middenafdeeling werden opgeworpen; tevens hebben wij aangeduid in welke mate zij in aanmerking werden genomen. Gezien de reeds bekomen uitslagen, mag de Regeering gerust haar werk voortzetten.

Wij zijn zoo vrij daarenboven hare aandacht te vestigen op sommige vraagstukken die nog niet genoeg in aanmerking werden genomen.

Landbouwarbeiders. — Daar de landbouw jaarlijks nagenoeg bruto 2 milliarden voortbrengt, scheen het ons belangrijk na te gaan welk aandeel de handenarbeid in die som bekleedt. Naar eene berekening, in 1896 voor Duitschland opgemaakt, wordt de handenarbeid geraamd op 49 t. h. van de voortbrengingskosten. Die verhouding komt overdreven voor. Bij gebrek aan officieele inlichtingen voor België en steunende op den loonstandaard, op het getal personen in den landbouw werkzaam, alsmede op de rekeningen van sommige landbouwondernemingen, schijnt het ons dat het aandeel van van den arbeid op 40 t. h. van de voortbrenging nêrkomt, dus op omtrent 800 millioen frank. Dit cijfer is mogelijk nog overdreven; doch, gezien er meer dan 800,000 boerderijen bestaan, zou dit slechts gemiddeld 1,000 fr. per boerderij bedragen voor arbeid, daarin begrepen het werk van den landbouwer, van zijne vrouw en kinderen.

Wat er ook van zij, er is middel om de zuivere winst, die te veel wordt verwaarloosd, te doen toenemen, namelijk door het verminderen van den handenarbeid. Zonder de zedelijke en maatschappelijke zijde van het vraagstuk na te gaan, kunnen millioenen worden gewonnen, indien men, in ruime mate, den handenarbeid vervangt door mechanische werktuigen.

In de Vereenigde Staten wordt de winst, die het vervangen van den handenarbeid door landbouwmachines oplevert aan den landbouwer, geraamd op 4 milliarden frank.

Bijgevolg kan het Ministerie van Landbouw zich niet te veel toeleggen op de studie van die vraagstukken; daartoe dient het enkele geldopofferingen te doen.

Eenieder weet dat het Ministerie van Landbouw het aankopen van landbouwmachines door de Beroepsverenigingen begunstigt. Maar het zou, bijvoorbeeld, de landbouwers beter kunnen inlichten over hetgeen kan gespaard worden door het gebruiken van de verschillende toestellen; het zou moeten doen overgaan tot opzoekingen om de werkelijke waarde van deze of gene machine na te gaan, de voortbrenging daarvan, alsmede de hoedanigheid der materialen waar te nemen en de belanghebbenden te onderrichten over de verbeteringen die daarin dienen te worden gebracht.

De boerderijen zouden derwijze moeten ingericht worden dat men er den handenarbeid sparen kan. Reeds werd aanbevolen het uitschrijven van wedstrijden voor plans van boerderijen en het uitgeven van vlugschriften.

Het verlaten van het platteland. — Door het gebruik van landbouwwerktuigen algemeen te maken, zal de toestand van de landbouwers zoo lastig niet meer zijn. De kleine landbouwer, evenals de landbouwwerkman, zal meer kunnen verdienen en er min toe gedreven worden, uit nood, hooger loon te gaan zoeken in de nijverheidsinrichtingen. Voor het handwerk zal er aldus meer evenwicht tusschen de behoeften van de stad en van het platteland bestaan.

't Is evenwel niet alleen om die reden dat men het platteland verlaat. De heer Mélot, in zijn verslag over de Begroting voor 1909, vestigt de aandacht der openbare machten op enkele andere punten van het vraagstuk. « De redmiddelen, zegt hij, al zijn zij gekend, kunnen niet altijd worden toegepast. Twee worden nochtans door eenieder aanbevolen: vooreerst, de uitbreiding van den kleinen eigendom »; en dienaangaande wordt de Kamer door de Middenafdeeling van de Begroting van Landbouw aangezocht, zoo spoedig mogelijk te beraadslagen over het wetsontwerp van de Regeering, waarover de heer Tibbaut, op 25 Februari 1904, verslag uitbracht, en strekkende tot vermindering van de registratie- en overschrijvingsrechten ten bate van den geringen eigendom. En, voegt de heer Mélot erbij, « de toepassing, op den landbewerker, van de wetten ingevoerd ten bate van de werklieden in de nijverheidsinrichtingen, althans wanneer zij op hem kunnen toegepast worden. Dit was ook de wensch van het eerste Congres voor Tuinbouwkunde, dat werd gehouden te Brussel op 9 Januari 1910 (zie verslag van den heer E. Van Quaquebeke), en dat wij reeds hebben vermeld.

De « Société d'Economie sociale » te Parijs wijdde, verleden jaar, onder het voorzitterschap van den heer Melinc, eene gansche week aan het onderzoek der maatregelen die moeten worden genomen om het verlaten van het platteland te keer te gaan.

Verleden jaar ook schreef de « Société française d'Émulation agricole contre l'abandon des campagnes », voorgezeten door den heer Moussu, een wedstrijd uit voor het leveren van monographieën; deze wedstrijd, gesteund

door het Ministerie van Landbouw, had een grooten bijval. Meer dan 800 monographiën werden ingediend.

De « Société centrale d'Agriculture », in België, heeft onlangs ook dergelijken wedstrijd uitgeschreven.

Het Ministerie van Landbouw in de Vereenigde Staten heeft eene commissie aangesteld tot het bestudeeren van die vraagstukken.

Ongetwijfeld had ons Ministerie van Landbouw het oog gevestigd op die bemoeiingen; wij hopen dat het de noodige maatregelen zal nemen om die vraagstukken op te lossen in België, beter, indien het mogelijk is, dan in om 't even welk ander land.

*
* *

De lotsverbetering van den landbouwer of, volgens eene betere Vlaamsche uitdrukking, « de veredeling van den boerenstand » (1), moet het einddoel zijn van al wie zich aan maatschappelijke inrichtingen toewijdt. Al wie, op welke wijze ook, daartoe bijdraagt, heeft recht op de erkentelijkheid van allen. Reeds te lang werd de gewichtige rol der vrouw in die maatschappelijke verbetering uit het oog verloren. De gezondheid van den landbouwer, zijn gemak, zijne voeding, zijn huis, het versieren van zijne hoeve, de opleiding zijner kinderen, en alles wat het leven op het platteland nuttig en aangenaam maakt, behoort tot de bevoegheden van de boerin.

Er bestaat evenveel reden om aan de boerin hare zending te leeren als om den boer zijn beroepsonderwijs te verschaffen.

't Is, onder andere, door voordrachten en wedstrijden dat men dezen laatsten te hulp kwam en tot onbetwiste uitkomsten op economisch gebied geraakte. Dezelfde aanmoedigingen zullen soortgelijken vooruitgang teweegbrengen op sociaal gebied.

Volgens een zeer zaakrijk verslag van Mejuffer Dhondt werden de eerste boerinnenkringen in het begin van 1907 tot stand gebracht.

Zichier, volgens dit belangrijk verslag, de balans van de werkzaamheid dezer vereenigingen :

	Getal kringen.	Getal leden.	Getal voordrachten.	Getal aanwezigheden.
1906	2	115	4	90
1907	14	1,961	60	3,323
1908	36	3,931	135	4,181
1909	65	6,162	212	12,447

Zonder de wedstrijden, de congressen mede te rekenen, uit deze beweging voortgesproten, het uitgeven van twee bladen en andere teekenen van hare werkzaamheid.

Men stelt vast dat men reeds de zending van de pachtersvrouw op de congressen en tentoonstellingen behandelt. De beweging wordt voornamelijk door de landbouwvereenigingen gesteund.

Zij hebben zich niet tot eenig doel gesteld zich met de economische

(1) LUYTGAERENS, *Veredeling van den Boerenstand*, voordracht gehouden op den studiedag te Berlaer-bij-Lier in December 1909.

belangen van den landbouwer te bemoeien, maar ook op de belangen te letten van de geheele landelijke familie. Wij zouden gaarne door de Regeering bijzondere aanmoedigingen aan de vereenigingen willen zien verleenen, opdat zij hun programma geheel zouden kunnen verwezenlijken. Dit zou een der beste middelen zijn om het verlaten van het platteland te voorkomen.

*
* *
*

Er bestaan veel andere middelen om de landbouwbelangen te bevoordeelen. De Middenafdeeling zou gelukkig zijn, doelmatige middelen te zien voorstellen door de Regeering en vooral ze in werking te zien treden. Tenzij men de diensten nog zou versterken en de geldmiddelen van de Begrooting zou vermeederen, zal het voor het Departement moeilijk zijn nieuwe maatregelen te nemen. Het zou niettegenstaande van belang wezen, zijne meening daaromtrent te kennen.

Zou de Regeering, bijvoorbeeld, niet meer belang in de pluimveeteelt kunnen stellen? Volgens het laatste *Bulletin de l'Aviculture*, belooft het dagelijks verbruik van eieren in België 3,000,000 stuk, hetwelk eene totale waarde van 70,750,000 frank per jaar uitmaakt. Deze 3,000,000 eieren, dagelijks verbruikt, dienen niet alleen voor de voeding, maar ook voor verscheidene nijverheidstakken. België voert in en België voert uit. Het getal uitgevoerde eieren is 54 miljoen grooter dan het getal uitgevoerde eieren, en deze miljoenen eieren vertegenwoordigen de som van 2,380,000 frank voor het buitenland. Deze cijfers zullen, dank zij de verschillende aanmoedigingen van wege de Regeering, steeds grooter worden. Daarom zouden de landbouwers hunne hoenderhoven moeten vergrooten en verbeteren, opdat deze hun de noodige eieren opbrengen voor het verbruik in België.

Hetzelfde geldt voor de bijenteelt. Zou men niet, onder verschillende vormen, de bijenhouders meer aanmoediging kunnen geven, zooals het in Zwitserland geschiedt?

In Zwitserland blijft aan de bijenhouders eene zuivere winst over van meer dan vijf miljoen frank, na aftrek van de twee miljoen frank besteed aan de onderhoudskosten van 240,000 bijenkorven.

Waarom niet scholen voor pluimvee- en bijenteelt tot stand brengen, evenals, onder andere, in Hongarije?

Zou de Regeering niet al de diensten, die hij ingericht heeft, met elkaar in verband kunnen stellen en ze uitbreiden, ten einde ze doelmatiger voor de landbouwers te maken?

De Middenafdeeling heeft er zich toe beperkt, hoofdzakelijk enkele aanwijzingen te geven; daartoe steunde zij op de vorige verslagen. Zij wenschte niet beter dan de Regeering hare wenschen te zien overtreffen.

B. — BEHANDELING VAN DE ARTIKELEN.

Hieronder volgen de opmerkingen, door de leden der Commissie gemaakt bij het onderzoek van de artikelen.

ARTIKEL 7. — *Landbouwkundigen van den Staat.*

Een lid doet opmerken dat de Middenafdeeling van de Begrooting voor 1906, voorgezeten door den heer Schollaert, de uitbreiding vraagde van de proefnemingen, door 's Rijks landbouwkundigen ingericht, en den Minister van Landbouw verzocht den toestand van die ambtenaren te verbeteren. (1906, Stukk., 115, bl. 11.)

Een ander lid merkt op dat deze ambtenaren onrechtvaardig door de pers werden aangerand, onder andere ter gelegenheid van het inrichten van voordrachten over boomkweekerij. De landbouwkundigen hebben altijd het advies ingewonnen van de belanghebbende kringen en altijd eene oordeelkundige keuze gedaan onder de voordrachthouders van elke streek. Zij waren de eerste om het toepassen van kunstmest in den tuinbouw aan te bevelen en er de goede uitwerking van aan te toonen; zij waren de belangen van den landbouw altijd toegenegen. Dus kwamen deze beschuldigingen niet voort uit de algemeenheid der voordrachthouders, noch uit die der tuinbouwers van beroep.

Die ambtenaren hebben meer dan hunnen plicht gedaan; sedert bijna vijf-en-twintig jaren zijn zij de beste verspreiders van den vooruitgang van den landbouw; nochtans heeft nog geen enkele hunner eene vereerende onderscheiding bekomen, terwijl zij dikwijls eene overwegende rol vervulden bij het inrichten van vereenigingen, prijskampen, als leden van de jury, enz. Herhaaldelijk werden, op de verschillende banken der Kamer, verbeteringen van den toestand gevraagd voor 's Rijks landbouwkundigen. Zij vierden dit jaar den vijf-en-twintigsten verjaardag van hunne aanstelling. Zou de Regeering, bij deze gelegenheid, het lot niet kunnen verbeteren van hen, die door een voortdurend, volhardend en soms ondankbaar werk den nationalen landbouw verbeterd, ja zelfs gered hebben? Het behaagt de afdeeling hier eensluidend eene rechtvaardige hulde te brengen aan hunne diensten en aan hunne verdiensten.

ART. 8. — *De bestrijding der tuberculose onder het rundvee in België.*

Deze ramp veroorzaakt jaarlijks aan de veefokkerij in België talrijke millioenen verlies. Tot nu toe is het nog niet mogelijk, volkomen over de doelmatigheid van het stelsel van inenting van den heer Heymans uitspraak te doen; de besluiten van de Officieele Commissie kunnen in lang nog niet klaar komen. Voor 't oogenblik schijnt het Departement geen *wetenschappelijk stelsel* van bestrijding aangenomen te hebben; als het te pas komt, maakt men het vee af op bevel; hier en daar tuberculineert men; kortom, in België *schijnt de tuberculose onder het rundvee niet stelselmatig bestreden te worden*; men kan het in elk geval niet vaststellen, vermits men opgehouden heeft, officieele verslagen over den gang der tuberculose in België uit te geven. Zou het niet goed zijn, *eene bijzondere officieele Commissie* te benoemen, bestaande uit ambtenaren, vrije veeartsen en landbouwers, met het doel de middelen te onderzoeken om deze ziekte uit te roeien?

Sedert eenigen tijd nam Nederland de strengste maatregelen, zelfs ambts-halve de aangetaste dieren afmakende, ten einde het mond- en klauwzeer en de tuberculose onder het rundvee en onder de varkens doelmatig te bestrijden. Ook stellen wij vast dat de gezondheidstoestand van het Hollandsch vee verbetert. Wij wenschen ten zeerste den achtbaren Minister van Landbouw van Nederland daarmee geluk. Ook onzen Minister van Landbouw, den achtbaren heer Schollaert, wenschen wij geluk met de doelmatige gezondheidsmaatregelen die hij nog steeds aan de grens neemt; dank zij deze maatregelen, is de gezondheid van het Belgisch vee beter en is het mond- en klauwzeer uit onze streken verdwenen.

ART. 11. — *Landbouwtentoonstellingen en landbouwprijskampen.*

In de jongste jaren — de heer Raemdonck deed het opmerken in zijn verslag van 1908 — heeft men duidelijk de pogingen zien toenemen om het kleine vee te verbeteren: varkens, geiten en schapen. Deze neiging om zich te bemoeien met de belangen van de kleine landbouwers en van de landbouwbewerker dient meer en meer aangemoedigd te worden. Daarom preekt de Middenafdeeling, in 1908, sterk aan de inrichting van een *nationalen prijskamp van klein vee*, evenals dit geschiedt voor paarden en groot vee. De prijskamp voor paarden zou ieder jaar, dat voor groot vee om de drie jaar in plaats van om de twee jaar, kunnen plaats hebben. De prijskamp voor klein vee, ook alle drie jaar. Dusdoende zou het niet noodig zijn het krediet te verhoogen.

Wij danken de Regeering voor de toelagen door haar geschonken tot het inrichten van prijskampen voor paarden en vee, tijdens de Wereldtentoonstelling te Brussel.

Wij danken haar meer bepaald omdat zij de kleine landbouwers en de landbewerker in die toelagen deed deelen door het toelaten en het geldelijk steunen van de eerste internationale prijskampen voor schapen-, geiten- en hondenrassen (trekhonden), die in Juni aanstaande te Brussel zullen plaats hebben.

Paardenprijskampen. — Er bestaan hier te lande *ationale prijskampen*. Te dien einde is het land ingedeeld in vier omschrijvingen; de in die prijskampen bekroonde paarden zouden werkelijk nationale paarden moeten zijn. Een lid van de jury, bij voorkeur een professor van zoötechnie, zou belast zijn, in overleg met de andere leden der jury, een jaarlijksch verslag uit te brengen over de bekroonde paarden; ieder paard zou zijne geschiedenis hebben, van zijnen zoo ver mogelijk verwijderden oorsprong af, met melding van elken prijskamp waarbij het bekroond werd. Die geschiedenis zou aangevuld worden door metingen, door gegevens betreffende de gebreken van het dier, zijne persoonlijke hoedanigheden en ook, zoover het mogelijk is, door aanwijzingen betreffende de hoedanigheden en de gebreken van die uit bedoeld paard afstammen; om kort te gaan, deze paarden zouden nationale paarden zijn, hebbende eene wel bepaalde geschiedenis die het belangrijk zijn zou zooveel mogelijk te doen kennen.

Het zou eveneens een middel zijn om den verwezenlijkten vooruitgang in de paardenfokkerij nauwkeurig na te gaan.

Belgisch Stamboek. — De aanwijzingen van het *Belgische Stamboek* omtrent de zware trekpaarden moeten beter gegeven worden. Dit geslachtsregister — het Departement van Landbouw geeft daarvoor wellicht eene toelage — moet zorgvuldiger gehouden worden. Er komen klachten tegen op : zulk een boek moet streng gehouden worden of ophouden te bestaan. De vreemdeling hecht er zekere waarde aan.

De heer Jules Lahaye heeft, op de laatste vergadering van de « Société centrale d'Agriculture », den 9^e Februari 1910, nagegaan hoe het *Stamboek* van het Belgische trekpaard gehouden werd en heeft verklaard dat het toezicht op de verklaringen van afkomst onvoldoende is.

Wat vooral ontbreekt, zegde hij, is de te juister tijd opgemaakte beschrijving van het pas geboren veulen; bedoelde Maatschappij, ingaande op zijne bemerkingsen, heeft eene commissie benoemd, die belast is de stelsels na te gaan in den vreemde aangenomen voor het vervaardigen van hun *Stamboek*.

Prijskampen voor fokvee. — Deze prijskampen, zooals zij thans zijn ingericht, kosten veel geld en dragen niet veel bij tot de ware verbetering van s' lands vee. Deze bewering bedoelt de prijskampen van de provincie, van het arrondissement en zelfs de dorpsprijskampen. De veekweekbonden moeten niet verklaren dat er meer eenheid is van kleur, van bouw, minder Durham bloed, enz., maar zij moeten met cijfers aantoonen, die duidelijk bewijzen, dat inderdaad de hoornbeesten van die streken tegenwoordig meer voordeel opbrengen aan hunne eigenaars, en wel niet alleen aan sommige eigenaars-liefhebbers, doch aan de landbouwers van beroep in het algemeen.

De ware prijskamp, waardoor het hoornvee in het algemeen kan verbeterd worden, moet zich allereerst wenden niet tot de beste, maar tot de slechtste beesten van het ras. Dit schijnt vreemd en onwaar op het eerste gezicht. Maar het is toch duidelijk : 1^o dat men eerst en vooral moet trachten eenen dienst te bewijzen aan de veefokkers in het algemeen, en niet aan enkelen, zooals thans geschiedt; 2^o dat het gemakkelijker is, de gemiddelde opbrengst na te gaan der talrijke beesten die, bij voorbeeld, 60 t. h. opleveren (beesten van tamelijk goede, van gewone hoedanigheid) en die door verstandige zorgen en stelselmatig kruisen tot 70 t. h. zullen opbrengen. Het is gemakkelijker dezen vooruitgang te bekomen met talrijke dieren (iets wat van belang is, waar het geldt aan de openbare fortuin dienst te bewijzen), dan de gemiddelde opbrengst merkkelijk te verhoogen van enkele dieren die reeds 75 t. h. opleverden. Natuurlijk, hoe meer een type de volmaaktheid nabijkomt, hoe moeilijker het is de verbetering, den vooruitgang ervan te bevorderen. Ook zal zulk een min groote vooruitgang per dier minder invloed uitoefenen op het openbaar vermogen daar het een klein getal dieren geldt.

In de quaestie van de verbetering der veefokkerij en van de keuze der daartoe aan te wenden middelen, moet men zich ten doel stellen, voor het

grootst mogelijk getal landbouwers te doen vermeerderen *de bekomen winsten*; ofwel voor velen hunner *te verminderen de verliezen geleden door het veefokken*, want dikwijls is dit het geval voor de landbouwers.

Het beste dier is dat hetwelk aan zijnen eigenaar de meeste *winsten* geeft; daar komt alles op aan; alleen het geld moet tellen voor den vee-fokker en voor de openbare fortuin; ook moet hetzelfde dier dezelfde winst geven aan een anderen landbouwer, die het koopt. Zekere liefhebbers gelukken er thans in, dank zij hunnen in de prijskampen verkregen goeden naam, hunne hoornbeesten zeer duur, te duur zelfs, te verkoopen, want de nieuwe koper vindt noch den inkoop prijs, noch vooral het economisch tegenwicht der onderhoudskosten terug. Dit komt hieruit voort dat men het uiterlijk bekroont, een bepaald lijfhaar, dat volstrekt niet een bewijs is van wezenlijke hoedanigheden in het economisch gebruik. Om kort te gaan, de tegenwoordige prijskampen schijnen weinig invloed uit te oefenen op de algemeene verbetering van het rundvee en zelfs de koopers van bekroonde beesten in dwaling te kunnen brengen.

De prijskampen, als middel tot verbetering van het rundvee, zouden eenigermate stalprijskampen moeten zijn, zooals men het had willen doen in 1888, tijdens den Internationalen Wedstrijd te Brussel. Bevoegde lieden zouden in den stal zelf het vee van de landbouwers gaan zien; zij zouden acht geven op de gezonde inrichting van den stal, op de voeding, maar ook vooral op de hoedanigheid der beesten die er in zijn; men zou de hoedanigheid der beesten kunnen beoordeelen door het nazicht van de melk (zoowel wat hoedanigheid betreft als hoeveelheid), door het aannemen en verbreiden van de middelen in België voorgestaan door den heer Frateur, professor aan de Landbouwschool te Leuven. De geldelijke toelagen zouden zijn voor hen die goede stallen, alsmede vee voor economisch gebruik bezitten, dat wil zeggen voor de landbouwers die geld kunnen winnen door het fokken van rundvee. Men zou veel vooruitgang bewerken; *de landbouwers in't algemeen, de kleine zoowel als de groote, zouden meer geld winnen of er minder verliezen* en het openbaar vermogen zou toenemen: men zou iedereen dienst bewijzen. Dit is thans niet het geval.

Vele prijskampen zouden ontegenzegglijk kunnen verbeterd worden met het oog op hun wetenschappelijk en practisch nut; zou men ook niet, bijvoorbeeld, eenige programmas doen opstellen door eene vergadering van veefokkers, van landbouwkundigen van den Staat en door de landbouwscholen?

ART. 15. — 's Rijks Landbouwschool.

Een lid doet nopens dit artikel opmerken dat het 4^{de} studiejaar, hetwelk men thans vrijis al of niet te volgen, betere vruchten zou afwerpen, indien het verplichtend gemaakt werd en indien de programmas van dat jaar meer overeenstemden met die der vorige jaren.

Wat betreft de regeling, zijn sommige leerstoelen nog op dezelfde wijze

ingericht als in 1862. Omtrent 1890 bracht men zekere verbeteringen tot stand. In 1900 had de raad van beheer en toezicht van de Landbouwschool te Gembloers den heer Minister een ontwerp aanbevolen tot verbetering van de wetenschappelijke inrichting van de school, naar een wel begrepen samenhangend plan. De heer Mélot, in zijn verslag over de jongste Begroo-ting, herinnerde er aan dat dit ontwerp was goedgekeurd door de Kamer, die de eerste kredieten toestond, en hij drong er sterk op aan dat de weten-schappelijke inrichting weldra zou worden voltooid. Wij sluiten ons aan bij die wenschen.

Men zou, volgens de meening van den heer Mélot, moeten regelen de quaestie der programmas en vervolgens beter inrichten den leerstoel van zoötechnie, den leerstoel van landelijke bouwkunde voorzien van gereed-schap, de boerderij wel toerusten, de aanwijzing- en proefinrichtingen der landbouwbedrijven in het leven roepen, dusdanig dat deze school in niets zou onderdoen voor de hoogere instituten van den vreemde.

Een lid meent dat deze toestand hieraan is te wijten dat de diensten der proefnemingen te Gembloers onder een ander bestuur staan als de diensten van onderwijs.

Weldra zal de Landbouwschool haren 50^{sten} verjaardag vieren. Te dier gelegenheid brengt de Middenafdeeling gaarne hulde aan deze inrichting, die zooveel diensten bewees aan den Belgischen landbouw; zij hoopt dat de Regeering haar voortaan nog beter zal ter zijde staan bij het vervullen van hare gewichtige zending.

ART. 17. — *Landbouwonderwijs.*

Het huishoudelijk landbouwonderwijs der rondreizende scholen wordt steeds met den besten uitslag bekroond. Een lid doet opmerken dat de Minister van Binnenlandsche Zaken en van Landbouw verleden jaar ver-klaarde dat hij dit onderwijs dacht uit te breiden. In de meeste provinciën bestaat thans maar ééne enkele rondreizende school. Er zijn elf scholen voor de 2,500 landelijke gemeenten van België. Elke harer kan gemiddeld niet meer dan twee en een halven zittijd per jaar inrichten. Daaruit volgt dat eene gemeente ongeveer 75 of 85 jaar zou kunnen wachten eer zij een vijf-tiental jonge boerinnen van dat onderwijs kon doen genieten.

In plaats van elf of twaalf rondreizende scholen voor geheel België, zou men er ten minste één moeten hebben voor elken dienstkring van Staats-landbouwkundige.

Terzelfder tijd moest het getal vaste scholen verdubbeld worden.

Soms heeft, in sommige arme gemeenten, de rondreizende school moeite om geldelijke hulp te bekomen van het gemeentebestuur. In dit geval moest het Departement meer vrijgevigheid aan den dag leggen.

Het huisraad van de scholen laat dikwijls veel te wenschen over. Zou men dit materieel niet trapsgewijze kunnen vervangen door meubelen van beteren smaak?

Het personeel dier scholen wijdt zich reeds sedert twintig jaren aan dit zoo

vruchtbaar onderwijs. Desniettenstaande is zijn toestand zeer hachelijk; het wordt betaald in vergoedingen en per zittijd. Zou men aan dit personeel niet een meer vasten toestand kunnen bezorgen, daar het onderwijs zoo goed bleek en de beste vruchten afwierp?

* * *

Een lid vestigt bijzonder de aandacht der Regeering op de noodzakelijkheid, in België den dienst van het technisch toezicht op de melkerijen te verbeteren. Zou het niet geraadzaam zijn, evenals in Nederland, zuivelconsulenten aan te stellen, die de noodige inlichtingen zouden geven om in betere voorwaarden te werken?

De benoeming der zuivelconsulenten zou, tegen vergelding, worden toevertrouwd aan de zuivelbonden, die het bewijs zouden leveren van eene voldoende inrichting en werkzaamheid, en, zoo noodig, aan het Departement van Landbouw zelf; dus zouden er zuivelconsulenten van de Bonden zijn, zooals in Nederland, waar deze instelling de beste gevolgen oplevert.

Een ander lid dringt sterk aan op de noodzakelijkheid, den dienst te herstellen van de vrouwelijke zuivelconsulenten voor de landbouwers.

Men zou de landbouwboekhouding meer bekend moeten maken in de landbouw-vakscholen van elken graad en in de voordrachten.

De landbouwkundigen zouden zich in ruime mate moeten beijveren om overal den landbouwers het nut aan te toonen van eene boekhouding, hoe gebrekkig deze ook zij. Men kan hun door voorbeelden doen begrijpen, hoe eene onderneming hun verlies berokkent, zonder dat zij het bemerken, en hoe deze of gene andere meer uitgebreid zou kunnen worden.

HOOFDSTUK IV.

LANDELIJKE DIENST EN LABORATORIUMS VOOR ONDERZOEKINGEN.

ART. 18.

Een lid vestigt de aandacht op het nut der proefnemingen in de arbeiderstuinen. Deze proeven leeren den werklieden kennen de beste verscheidenheden, de beste meststoffen, de beste wijzen van bebouwing. Het werk van het « Hoekje grond » (*Coin de terre*), waarvan de achtbare Minister van State Beernaert voorzitter is, telt thans 1,400 tuinen, wier opbrengst voor de huisgezinnen der werklieden ongeveer 1,400,000 frank waarde vertegenwoordigt. Het Departement van Landbouw kan die proeven niet genoeg aanmoedigen, daar zij den vooruitgang van de groententeelt bewerken en het welzijn van de arbeidersklasse bevorderen.

ARTIKEL 19. — *Hoogere Tuinbouwraad, tuinbouwmaatschappijen, wedstrijden.*

Wij wenschen den achtbaren Minister Schollaert geluk dat hij onlangs den Hoogeren Tuinbouwraad bijeengeroepen heeft en wij verwachten den besten uitslag van de werkzaamheden van dien Raad.

Daar sommige leden van de Afdeeling inlichtingen gevraagd hebben over

den Bond der Tuinbouwverenigingen van België, hebben wij het genoeg hun te mogen zeggen dat deze Bond heden meer dan 200 tuinbouwmaatschappijen telt en het gezamenlijk getal leden 33,000 te boven gaat. Hij bracht eenheid in het doel en in de werking van die maatschappijen, wat vroeger het geval niet was. Hij heeft hare werkzaamheden aangespoord, en zijne werking was zoo doelmatig dat een groot getal tuinbouwmaatschappijen in alle streken van het land tot stand kwamen en dat degene, die reeds bestonden, hare werkzaamheden en haren ijver aanmerkelijk uitbreidden. Hij vereenigde de Belgische en de vreemde tuinbouwkundigen in eene internationale bijeenkomst te Luik. Hij stichtte eene beurs van tuinbouw; zijn orgaan tracht zijne leden in den handelsweg te leiden door het verstrekken van inlichtingen en het uitgeven van merkwaardige werken over den tuinbouwhandel van de naburige landen.

Ten gevolge van het Congres van Luik heeft de Bond den Minister van Buitenlandsche Zaken gevraagd, een onderzoek daarover te willen instellen. Dit onderzoek werd gedaan door onze diplomatische en consulaire ambtenaren en breidde zich uit over Frankrijk, Engeland, Holland, Duitschland, Oostenrijk-Hongarije en Italië. De verslagen bevatten een menigte nuttige inlichtingen, waaruit onze tuinbouwkundigen veel nut en winst konden trekken; zij werden opgenomen in het orgaan van den Bond.

Ziedaar, in 't kort, wat deze Bond in weinig tijd verrichtte. Hij verkreeg ook dat de toelagen van wege de Regeering aan tuinbouwmaatschappijen, die, toen hij gesticht werd, nauwelijks 3,000 frank bedroegen, op 20,000 frank gebracht werden. Deze toelagen worden door hem, tot volkomene tevredenheid van de tuinbouwverenigingen, verstandig, geheel en onpartijdig onder deze verdeeld. Hij belegt eene internationale vergadering van Belgische en vreemde tuinbouwkundigen; binnenkort zal zij plaats hebben te Brussel.

Er dient ook nog te worden opgemerkt dat de Bond niet alleen de tuinbouwkundigen, maar ook de liefhebbers van den tuinbouw en van de bloemen te zamen brengt; hij ontwikkelt den smaak, de liefhebberij, die men in bloemen vindt, en bewijst, zodoende, de grootste diensten aan den tuinbouw. Het nut daarvan is dus bewezen, en de verwijten, die men hem soms doet, schijnen niet gerechtvaardigd te zijn.

De Syndikale Kamer der Belgische Tuinbouwkundigen heeft den Belgischen tuinbouw groote diensten bewezen en zal dit nog doen. Wij zijn daar dankbaar voor en men moet haar op alle mogelijke wijzen aanmoedigen. Maar wij denken dat, naast haar, de Bond van de Tuinbouwmaatschappijen zich zeer nuttig zal maken door niet alleen alle vakmannen bijeen te brengen, maar daarenboven alle tuinbouwwerkers, alle liefhebbers, die zullen medewerken tot de welvaart en den vooruitgang van den tuinbouw.

Een lid van de Middenafdeeling denkt dat, op het oogenblik waarop de tuinbouw meer bijzonderlijk de aandacht van het Departement van Landbouw tot zich trekt, het van nut zou wezen, over de volgende vraag het

gevoelen te kennen van hen die meer bepaald voor de belangen der tuinbouwers moeten zorgen :

Moeten de verbeteringen, in zake van tuinbouw verkregen, meer aan de medewerking van vakmannen toegeschreven worden dan aan de wetenschappelijke onderzoekingen, en zou het niet noodig zijn een *station van tuinbouwkundige nasporingen* tot stand te brengen, zooals zes-en-dertig jaren geleden een landbouwstation te Gembloers werd opgericht?

ARTIKEL 27. — *Chemisch en bacteriologisch Instituut. Laboratoriums, enz.*

Verleden jaar werd door den heer Pitsaer in de Kamer bewezen dat de jaarwedden van de scheikundigen der laboratoriums niet geëvenredigd zijn aan de kennis en het werk dat men van hen eischt. Daaruit volgt dat de landbouwingenieurs van deze loopbaan schijnen af te zien.

Reeds hebben verscheidene verslaggevers en leden van Kamer en Senaat terecht gevraagd dat de laboratoriums meer in de richting van wetenschappelijke nasporingen zouden gestuurd worden. Maar om dit doel te bereiken is het volstrekt noodzakelijk, neigingen in het leven te roepen door het technische personeel van deze laboratoriums aan te moedigen zich in het buitenland grondiger bedreven te maken.

Waarschijnlijk zal de Raadgevende Commissie, onlangs door den heer Minister ingesteld, een goeden invloed hebben op de ontwikkeling van de laboratoriums.

Wij kunnen niet nalaten, bij het onderzoek van dit artikel, de welwillende aandacht van den Minister van Landbouw te vestigen op den toestand van de scheikundigen der landbouwlaboratoriums.

Ter vergadering van 9 Februari 1910, werd door den verslaggever de volgende vraag gericht tot den heer Minister van Landbouw :

VRAAG.

« Sedert jaren bestudeert de Minister van Landbouw de wijziging tot verbetering van den toestand der scheikundigen bij de landbouwlaboratoriums. Het koninklijk besluit van 1897 regelt de bevordering van het technisch personeel bij 's Rijks laboratoriums.

» Wanneer worden die wijzigingen bekendgemaakt en toegepast? »

ANTWOORD.

« Een besluit van October 1908 verbetert den toestand van het personeel van 's Rijks laboratoriums: het laat toe, met een tiende de maximumwedde der scheikundigen en die der oversten van den ontledingsdienst te verhoogen onderscheidenlijk na 4 en 6 jaar. »

Door dit antwoord wordt geen voldoening geschonken aan de scheikundigen van 's Rijks laboratoriums voor onderzoekingen.

Deze verlangen inderdaad :

I. — *Dat de rang van hoofd der werken VOORTAAN NIET MEER een hinderpaal zou zijn voor de regelmatige bevordering van de scheikundigen tot aan het maximum van jaarwedde.*

II. — Dat het bedrag van dit maximum van jaarwedde gelijk zou staan met dat van de jaarwedden der ambtenaren van soortgelijke besturen ; Staatslandbouwkundigen en ambtenaren van Wateren en Bosschen.

III. — Dat, rekenschap houdende met de slechte gezondheidsvoorwaarden waarin het werk in de laboratoriums moet plaats hebben, men als grondslag tot het berekenen van het pensioen zou aannemen $1/50^e$ van de jaarwedde der laatste vijf jaren in plaats van $1/65^e$.

Zelfs aldus verbeterd, zou de toestand van het personeel der laboratoriums nog slechter zijn dan die van 's Rijks landbouwkundigen of van de ambtenaren van Wateren en Bosschen, daar de scheikundigen moeten verblijven in de groote steden en het hun onmogelijk is iets meer te verdienen buiten hunne ambtsbezigheden.

Op 23 Juni 1905 vroeg de heer Polet eene verbetering van toestand voor de scheikundigen der landbouwlaboratoriums. De heer van der Bruggen antwoordde : « Het is zeker dat enkele bepalingen van het Koninklijk besluit van 1877, dat de bevordering regelt van het technisch personeel van de Staatslaboratoriums voor ontleding, gunstig gewijzigd kunnen worden, en ik zal er mij mede bemoeien. »

Op 18 Maart 1908 antwoordt de heer Helleputte aan den heer Polet :

« *De heer Helleputte, Minister van Landbouw ad interim.* — De heer Polet stelt veel belang in den toestand van de scheikundigen der Staatslaboratoriums. Het achtbaar lid weet dat wij ons bezighouden met de herziening van het reglement dier inrichtingen.

» Waarschijnlijk zal de achtbare heer Polet mij verwijten hem verleden jaar hetzelfde antwoord gegeven te hebben. Ik lees dit verwijt op zijne lippen. (*De heer Polet onderbreekt.*) Ziet gij wel, Mijne Heeren, dat ik goed voorspeld had? Ziehier mijn antwoord :

» Wij hebben de laatste Begrooting van Landbouw behandeld in Juli laatstleden; dat is dus zeven maanden, en niet één jaar, geleden. Welnu, in zeven maanden is het volkomen onmogelijk — en dit zal men wel bekennen — alle verbeteringen in te voeren, hoe gerechtvaardigd zij ook zijn mogen, die men bij de behandeling van mijne Begrooting gevraagd heeft. Ik beloof u, Waarde Collega, dat eer vijf maanden verlopen zullen zijn, dit reglement gewijzigd zal wezen. »

Wij hopen dat de achtbare Minister van Landbouw weldra, en ten volle, voldoening zal schenken aan bedoelde scheikundigen.

*
* * *

Eene andere goede hervorming is de herinrichting van het landbouystation te Gembloers. Nochtans wordt door de Middenafdeeling opgemerkt dat de begrooting van dit station onveranderd bleef. Zij vraagt zich af hoe het mogelijk is, een grooter getal proefnemingen te verwachten, zonder dat hogere kredieten toegestaan worden. Onder die omstandigheden zal het slechts eene hervorming op papier zijn.

Persoonlijk heeft de verslaggever verleden jaar, bij het behandelen van de

Begrooting, er op aangedrongen dat eene afdeeling tot stand worde gebracht voor het uitzoeken van zaaizaad, zooals er sedert lange jaren reeds te Weenen en in Nederland bestaan. Deze inrichtingen bewijzen den landbouwers de grootste diensten. Het is noodzakelijk niet alleen dat men naga, en dat de landbouwer zou kunnen doen nagaan, wat het kiemvermogen is van het zaaizaad, vooral van dat van het vlas, van de beetwortels, enz., zooals het in het buitenland geschiedt, maar ook dat men zich toelagge op het verbeteren van zaaizaad.

Voor de uitkiezing van dieren deed de Regeering groote uitgaven; wat deed zij daarentegen voor de uitkiezing van zaaizaad? Toch is de voortbrenging van het plantenrijk even gewichtig als die van het dierenrijk.

HOOFDSTUK V.

Wateren en Bosschen.

De Regeeringen toonen zich thans zeer bezorgd om het vraagstuk van den boschbouw.

Beter dan vroeger beseft men dat de bosschen eene groote rol hebben te vervullen voor de algemeene gesteldheid der landen. Niet enkel hebben zij een weldadigen invloed op de weersgesteldheid, de gezondheid en vooral op de watergesteldheid, maar ook op economisch gebied vervullen zij eene rol waarvan de belangrijkheid vroeger niet eens werd vermoed. Zij leveren onontbeerlijke voortbrengselen aan de kolen, de metaalnijverheid, den landbouw, enz. De hoeveelheid hout, die wij telken jare voor onze behoeften aankopen, bedraagt thans meer dan *185 millioen frank*, en elk jaar neemt de hoeveelheid toe met *5 of 6 millioen*.

Dit enkel overzicht kan volstaan om te bewijzen hoeveel belang wij hebben bij het behouden van onze bosschen, bij het beplanten van onze nog braak liggende of voor akkerbouw ongeschikte gronden, bij de redematige behandeling der bosschen op ons grondgebied.

Lang werd te onzent de boschbouw verwaarloosd; doch sedert een twintigtal jaren werd onbetwistbaar ernstige vooruitgang verwezenlijkt: het Boschbeheer werd verbeterd, doelmatigere stelsels van boschbouw werden toegepast. Toch blijft er nog veel te doen; en 't zij mij veroorloofd de welwillende aandacht van den heer Minister van Binnenlandsche Zaken en van Landbouw te vestigen op den benarden toestand der beambten van het Boschbeheer. Wil men bekwame, ijverige, werkzame beambten, men verschaffe hun een stand overeenkomstig hunne kunde en de van hen gevergd diensten.

De jaarwedden der beambten bij den dienst van Wateren en Bosschen (brigadiers en wachters) werden in den jongsten tijd herhaaldelijk verhoogd, doch niets of schier niets werd sedert meer dan twintig jaren gedaan voor de algemeene wachters, ondertoezieners en toezieners.

Ziehier evenwel wat van deze ambtenaren wordt gevergd: volledige humaniora, diploma als landbouw- en boschingenieur, werving bij wijze van wedstrijd.

Zij treden in het Boschbeheer met den graad van toegevoegd algemeen wachter, welken zij ten minste vier jaren behouden, tegen de geringe jaarwedde van 1,500 frank.

Na dien tijd worden zij, zoo er plaatsen openstaan, algemeen wachter met eene jaarwedde van 2,400 frank, benevens vergoedingen van verschillenden aard, die nagenoeg 500 frank bedragen, doch grootendeels worden opgeslorpt door de kosten hunner reizen voor dienstzaken.

Na drie jaren graad trekken zij 400 frank meer, zoodat zij op den leeftijd van ten minste 30 jaar, indien zij meer dan vijf en twintig jaren dienst tellen, tot 4,800 frank jaarwedde kunnen geraken! De graad van opziener, waartoe de meest begunstigden opklimmen, geeft recht op eene jaarwedde van 5,000, 5,500 en 6,000 frank, wat weinig is, zoo men ze vergelijkt met die welke de hoofden van diensten in de provincie genieten in de verschillende andere Staatsbesturen.

Het is raadzaam er aan te herinneren dat een algemeen wachter van Wateren en Bosschen niet alleen het opperhoofd is van 26 tot 30 wachters en brigadiers, maar ook de rentmeester, de beheerder over 8,000 tot 10,000 hectaren bosch, die vaak eene waarde van meer dan 10 millioen frank vertegenwoordigen, en dat hij zich moet inlaten met zaken van jacht, visscherij, vischteelt, enz.

De beambten bij het Boschbeheer vragen om eene verhooging van 500 frank voor de algemeene wachters en onderopziener, van 1,000 frank voor de opzieners.

Deze eischen, welke niet overdreven schijnen, zouden eene begrootingsverhooging van nagenoeg 35,000 frank vergen.

Acht men dat de Staat deze kosten van algemeen beheer niet alleen kan dragen, men kan een deel daarvan doen betalen door de gemeenten en de openbare instellingen, welker bosschen onder het beheer en het toezicht van den Staat staan. Dit zijn de meest uitgestrekte bosschen; zij bedragen nagenoeg 170,000 hectaren (1).

Het ware voldoende, de kosten van beheer en bewaking, door de gemeenten en de openbare instellingen betaald en gemiddeld fr. 1.50 per hectare bedragende, te verhoogen met 20 centiemen per hectare, om tot 34,000 frank te geraken. De Staat zou zijn aandeel verhoogen met 8 tot 10,000 frank. Aldus zou men beschikken over 40 tot 45,000 frank, waarmede men de gevraagde verhoogingen kan bekostigen en andere noodig bevonden verbeteringen verwezenlijken, namelijk de vermeerdering van het getal boschbeambten. Trouwens, sommigen hunner moeten 12,000, ja 15,000 hectaren beboschten eigendom beheeren, en dat is te veel.

(Zie hierover de redevoeringen van graaf Visart en van den heer Hubert, bij de behandeling der Begroting voor 1909.)

(1) In 1909 betaalden de gemeenten en openbare instellingen aan kosten van beheer en bewaking van hare beboschte eigendommen 268,155 frank voor 119,145 hectaren, zijnde nagenoeg fr. 1.50 per hectare.

HOOFDSTUK VI.

Gezondheidsdienst.

Gezonde Melk. — Herhaaldelijk werd door verscheidene inrichtingen, waaronder de Nationale Bond tot Bescherming van jonge kinderen, de Nationale Zuivelmaatschappij, de congressen voor volksgezondheid en de zuivelcongressen, gevraagd om nauwer toezicht over de melk, aan het verbruik geleverd.

De statistieken onderrichten ons niet op genoegzaam nauwkeurige wijze over de oorzaken der kindersterfte. Alle geneesheeren zijn het er evenwel over eens, dat slechte melk daarvan de voornaamste oorzaak is.

Melk is ook vaak het voertuig van ziekten bij volwassenen. Met veel reden vraagt men dus om doelmatiger toezicht over de melk met het oog op de volksgezondheid.

Verscheidene stelsels werden vooruitgezet. Er dient een algemeen en nauwkeurig toezicht te worden uitgeoefend; het zou moeten aanvangen met een onderzoek door den veartsenijdsdienst ter plaatse van voortbrenging en voortgezet worden tot waar de melk wordt verbruikt.

Kan het bij de zaak betrokken bestuur niet van stonde aan maatregelen nemen om spoedig tot deze oplossing te geraken, bijvoorbeeld door leerlingen van de vecartsenijdschool voor te bereiden tot het vervullen van die taak?

Er is ook voorgesteld, de verbruikers te onderrichten over de gevaren van ondeugdelijke melk. Er kan niet worden gezegd dat deze maatregel mislukte, want hij werd nog niet toegepast; hij kan niet anders dan nuttig zijn; niettemin is een goed begrepen toezicht onmisbaar.

Het 4^e Internationaal Zuivelcongres, in Juni 1909 te Buda-Pesth gehouden, heeft den wensch uitgedrukt dat algemeene regelen worden ingevoerd betreffende de winning van en den handel in melk, die in natura wordt verbruikt, alsmede betreffende de melkvoorziening van de groote steden. Deze regelen zouden worden onderzocht door eene internationale commissie, bestaande uit bevoegde personen uit alle betrokken partijen. Zij zou de internationale wetgevende maatregelen betreffende de melk bestudeeren en voorbereiden.

Deze internationale commissie vatte haren arbeid aan en doet thans onderzoek naar de te stellen eischen voor in den handel gebrachte melk (versche en verdichte). Al de ingewonnen inlichtingen zullen worden samengevat en uitgedrukt in een ontwerp, dat wordt ingediend en besproken op het aanstaande Internationaal Zuivelcongres te Stockholm in 1911.

In afwachting, dat internationale wetgevende maatregelen worden getroffen, verzoeken wij de groote steden en de Regeering, zelf het toezicht aanzienlijk te verscherpen in de slijterijen van versche en van verdichte melk, tot het verbruik bestemd. — op de markten en bij de boterverkooopers, — bijzonder toezicht uit te oefenen bij de melkboeren, in de stallen van melkvee, enz., om in ons land zooveel mogelijk het vervalschen en ontaarden van melk en boter te beteugelen.

*
* *

Aan de Kamer is onderworpen een wetsvoorstel tot wijziging van onze wet op de boter. Wij hopen dat de Kamer zich binnenkort zal bezighouden met dit gewichtig landbouwvraagstuk. De thans van kracht zijnde wet is verouderd; zij moet gewijzigd worden. De Nationale Zuivelmaatschappij, de Belgische Bestendige Commissie voor 's menschen voeding hebben dit voorstel breedvoerig onderzocht en besproken; zij nemen het aan. Zonder vrees mag de Kamer tot de behandeling van die quæstie overgaan. Intusschen verzoeken wij den heer Minister dringend, het getal inspecteurs der eetwaren zonder verwijl te willen vermeederen. Hun getal is ontoereikend.

Nederland heeft zijne boterwet eveneens gewijzigd; de nieuwe wet van 9 Juli 1909 is in werking getreden den 1ⁿ Januari laatstleden en het koninklijk besluit, genomen ter uitvoering van die wet, bepaalt op 80 t. h. de grens voorzien bij artikel 2 dier wet, d. w. z. het minimum-vetgehalte der boter. De boter met 20 t. h. zelfstandigheden andere dan boter zal bijgevolg worden aangezien als normale, onvervalschte boter. In België is de grens bepaald op 18 t. h.

Wij moeten dus onze wet wijzigen.

Daarenboven wordt door Nederland, dat het Rijksmerk en de botercontrôle tot stand bracht, het vraagstuk van de kaascontrôle onderzocht en weldra zal een Rijksmerk voor sommige kaassoorten worden ingevoerd. Wij wenschen de Nederlandsche Regeering geluk om de ernstige maatregelen die zij neemt tot bestrijding, in de mogelijke mate, van het bedrog in den boter- en kaashandel.

Waterleidingen op het platteland.

In de steden kan er geen sprake meer zijn van het verschaffen van drinkwater door middel van putten in een grond doordrongen van microbenhoudende organieke stoffen. In de steden is eene drinkwaterleiding eene behoefte geworden.

In de dorpen is het water van zeer talrijke putten ongeschikt voor de voeding; het is bezwangerd met overvloedige organieke stoffen, waarin ziektekiemen krielen. Vaak ziet men open putten, zonder deksteen, gereed om alle vuilnis van den bovengrond op te nemen, besmet door regenwater dat mesthoopen heeft doordrongen, door aalt, door het afvloeisel van gemakputten en door de emmers waarmede wordt geput. Al deze oorzaken van besmetting bevorderen bij den mensch het overzetten van sommige besmettelijke ziekten en van sommige microben; zij moeten bijgevolg zorgvuldig worden vermeden.

Op het platteland moet men onder drinkwater verstaan niet alleen het water dat de mensch drinkt, maar ook het water dat wordt gebezigd voor het huiselijk verbruik, alsmede het water dat dient om het vee te drenken. Waar gaat het vee drinken? In sommige weilanden bestemt men daartoe

waterplassen of loopende water dat voortkomt van het draineeren van andere weiden en van bouwlanden en wordt opgevangen, zooals in Vlaanderen, in grachten die de weiden scheiden. Elders drinken de koeien aan eene beek. Voor de behoeften der hoeve beschikt men doorgaans over geen ander water in de lagere streken van België. Soms heeft men het geluk, bronnen te ontdekken en over zuiver putwater te beschikken; doch, over 't algemeen, bestaat er hoegenaamd geen waterleiding; het is nochtans onbetwistbaar dat het aanvoeren van het water ter plaatse, waar het moet verbruikt worden, veel voordeel zou opleveren. In de plattelandsche gemeenten van België, die eene waterleiding bezitten, wordt het water weinig anders bedield dan op den openbaren weg door middel van fonteinranken; de inwoners moeten het dus gaan halen op min of meer verren afstand van hunne woning en uit hoofde van den last, die daardoor wordt opgelegd, is het verbruik beperkt. Opdat het water ruim en naar verhouding van de wezenlijke behoeften worde gebezigd, moet het nagenoeg bij de hand van de huishoudster zijn, m. a. w. het moet binnen in het huis geleid worden. Dat werd verwezenlijkt in sommige streken van Duitschland: de gewestelijke waterleiding der Alb bedient 202 gemeenten in Wurtemberg met eene bevolking van 67,780 inwoners, zonder te spreken van de private waterleidingen; men heeft er in 't geheel 856,300 strekkende meter buizen gelegd, waarop verbonden zijn 3,140 waterranken, 453 openbare fonteynen en 11,235 vertakkingen.

Indien hij over eene waterleiding beschikt, zou de landbouwer voor zijn eigen behoeften waterranken kunnen stellen in zijne woning; zóó zou verdwijnen het gevaar van besmetting dat voortspruit uit het verdragen per emmers; de boerin zou binnenshuis over het noodige water beschikken voor keuken en opschik, voor het wasschen van het goed en het schoonmaken van de woning, enz. Een bad zou gemakkelijk kunnen ingericht worden en het gemak voorzien van stortwater. Verder zou het aanvoeren van water onder luchtdrukking het aanleggen mogelijk maken van waterranken in de stallen, waar ze veel diensten zouden bewijzen voor het drenken van het vee en voor het schoonmaken; tevens zou men daarin groote hulp tegen brandgevaar vinden.

Dat alles moet echter niet worden beperkt tot de boerderij; door het leggen van eene waterleiding in het dorp zou men, buiten de mogelijke nijverheidsbehoeften, schoolbadinrichtingen en badinrichtingen voor het volk tot stand kunnen brengen, die aan de dorpeelingen de gelegenheid zouden verschaffen meer te zorgen voor het lichaam, iets wat dikwijls volkomen wordt verwaarloosd in de landbouwwijken. In het verslag van 1900 over den gezondheidstoestand in het koninkrijk Beieren, wordt de toename van het getal huidziekten, namelijk van de bloedzweer en van het schurft bij de landelijke bevolking, toegeschreven aan het verwaarlozen van de lichaamsverzorging.

Zoo het gemakkelijk is de veelvuldige voordeelen te beseffen, die zijn verbonden aan de waterleidingen in de dorpen, dan toch kan men zich de moeielijkheden niet ontveinzen waarop het leggen van waterleidingen in de

lagere streken van België tot in de jongste tijden stuitte. Vooreerst vond men ter plaatste het noodige water niet en kende men de onuitputbare bronnen niet, welke besloten liggen in eene door de natuur begunstigde streek van de Antwerpsche Kempen. Thans is het vraagstuk opgelost en het is er nog enkel om te doen, provinciale vereenigingen of vereenigingen onder de gemeenten tot stand te brengen met het doel gewestelijke waterleidingen aan te leggen tot stelselmatige benutting van de drinkwaterbronnen der Kempen en de toestellen tot het oppompen, het ontijzeren en het toevoeren van water te regelen. De waterleidingen, plaatselijke of gewestelijke, moeten in handen zijn van den Staat, van de provinciën of van de gemeenten, niet in handen van private vennootschappen. Op die wijze is het toezicht zekerder, het winstbejag minder te vreezen; dat stelsel levert ook ernstigere waarborgen op voor de volksgezondheid. Anderzijds, wanneer de waterleidingen rechtstreeks beheerd worden door de openbare macht, kan het water aan de abonneenten verschaft worden tegen den laagsten prijs, wat hoogst gewichtig is op gezondheidsgebied; het is zelfs wenschelijk dat, beneden eene minimum-oppervlakte ingenomen door de woning of beneden een bepaalden huurprijs, de inwoners niet verplicht zouden zijn te betalen voor het water, zooals dat het geval is te Frankfùrt aan de Mein, te Hanau, te Kassel, te Stralsund, enz.

In België zijn de ondergrondse waterschatten zeer ongelijkmatig verdeeld. Daarover kan men oordeelen met een oogslag te werpen op eene kaart, door de heeren F. en E. Putzeys opgemaakt. Overvloedig in de hogere streken van België en in de Antwerpsche Kempen, zijn zij nagenoeg nietig in Vlaanderen en in een groot gedeelte der provincie Antwerpen. Het ware te wenschen dat de reusachtige hoeveelheden water, ontdekt in den zandachtigen ondergrond der Kempen, waardoor het eene weergalooze bacteriologische zuivering onderging, ten nutte worden gemaakt om de schaarschheid in drie onzer provinciën te verhelpen. Door de oprichting van eene maatschappij als de Nationale Maatschappij voor Buurtspoorwegen zou men waarschijnlijk dat doel kunnen bereiken. Van die opvatting zijn de heeren F. en E. Putzeys en Rutot uitgegaan, toen zij hun voorontwerp aanboden tot het benutten van het water der Antwerpsche Kempen. Een eerste stap op die baan werd gedaan, dank zij den schranderen ondernemingsgeest van den heer Minister van Binnenlandsche Zaken en van Landbouw, die de gemeenten Moll en Gheel ertoe overhaalde op te treden en eene waterleiding aan te leggen, welke mag worden beschouwd als uitgangspunt eener meer uitgestrekte onderneming.

Men kan enkel het beginsel toejuichen van het samenwerken der gemeenten tot het aanleggen van gewestelijke waterleidingen; overigens op 18 Augustus 1897 werd eene wet daartoe afgekondigd; zij bepaalt de vereischten gesteld voor de vereenigingen van gemeenten en private burgers tot het aanleggen van waterleidingen. Het is te wenschen dat de openbare machten die vereenigingen bevorderen en haar ruim ter zijde staan door toelagen en raadgevingen. Eene eerste toepassing van die wet geschiedde bij koninklijk besluit van 15 Februari laatstleden (1909), waarbij zijn goedgekeurd de statuten van de *Société intercommunale bruxelloise des Eaux*.

Tuberculose.

Op de Begrooting van 1905 werd een krediet van 10,000 frank uitgetrokken voor de propagande tegen de tuberculose. Een nieuw krediet van 15,000 frank werd op de Begrooting van 1906 uitgetrokken en op die van 1908 verhoogd tot 20,000 frank, opdat de Regeering toelagen zou kunnen verleenen aan de verpleeghuizen voor toringlijders.

De Middenafdeeling drukt den wensch uit dat de Regeering nog meer aanmoedigingen en toelagen zou schenken aan allen die zich erop toeleggen die wreede plaag te bestrijden, welke onze bevolking verwoest, aan de gestichten en bonden tot bestrijding van de tuberculose.

In Duitschland vermindert de tuberculose van jaar tot jaar in zulke mate dat in 1950 nog slechts enkele afzonderlijke gevallen zullen voorkomen. Dat verzekert ten minste leeraar B. Fraenkel, die onlangs eene zeer belangwekkende statistiek opmaakte over de sterfte ten gevolge van tuberculose in Pruisen.

« Op 100,000 inwoners stierven aan tuberculose in de vijfjarige tijdvakken :

» 1877-1881	357.7
» 1882-1886	346.2
» 1887-1891	304.0
» 1892-1896	255.5
» 1897-1901	218.7
» 1902-1906	201.9
» 1907	197.7

» Binnen het tijdsverloop van dertig jaar zijn dus de sterfgevallen ten gevolge van tuberculose op de helft verminderd.

» Van 1875 tot 1886 waren er, op 10,000 zielen, 31 tot 32 overlijdens wegens tuberculose. Die verhouding vermindert spoedig van af 1887 en valt op 21 in 1900.

» Tot 1905 blijft dat getal nagenoeg hetzelfde. Doch het volgende jaar verminderde het tot 17,26 en daalde het in 1908 tot 1900. »

De oorzaken van die vermindering zijn, volgens leeraar Fraenkel, in de eerste plaats de ontdekking van die tuberkelbacil door leeraar Koch, vervolgens het tot stand brengen, in het Duitsche keizerrijk, sedert 1884, van de verplichte ziekteverzekering, en eindelijk, sedert 1906, het oprichten van volksverpleeghuizen voor toringlijders.

Beer- en mestputten.

Veel landbouwers, om niet te zeggen allen, kennen de regelen niet, door het Ministerie van Landbouw voorgeschreven om toelagen van den Staat te bekomen (Omzendbrief van 6 Juli 1907). Tot het bouwen van beer- en mestputten wordt sedert 1907 de hulp der Regeering verleend aan alle landbouwers, wanneer het kadastraal inkomen hunner goederen 500 frank niet overschrijdt.

De toelage bedraagt een vierde van de wezenlijke kosten van het werk,

doch mag 200 frank niet overschrijden; zij wordt alleen dan verleend, wanneer de provincie of de gemeente een toelage geven van gelijk bedrag als de helft der toelage van den Staat.

De putten moeten gemaakt worden op een afstand van ten minste 1^m.50 van het woonhuis en zoo ver mogelijk van den drinkwaterput en van de regenwaterbakken.

Bij elke aanvraag om toelage moet gevoegd zijn eene schets van de uit te voeren werken; overigens, er bestaan, in zekere provinciën, modelplans opgemaakt door den provincialen technischen dienst.

Gezondheidswerken.

Wij achten het nuttig daaromtrent de volgende inlichtingen te geven :

De toelagen voor gezondheidswerken, door den Staat verleend, bedroegen :

In het jaar 1906	fr.	1,679,295
— 1907		1,101,270
— 1908		1,568,660
— 1909		1,634,782

Deze som wordt verdeeld als volgt over de verschillende soorten van werken waarvan de uitvoering door de Schatkist werd ondersteund :

	1906	1907	1908	1909
Waterleiding	1,347,574	582,512	766,276	730,524
Riolen	181,649	314,412	691,365	716,493
Kerkhoven	132,543	178,170	86,294	106,472
Slachthuizen	4,574	»	»	»
Beerputten	13,455	18,025	19,681	37,497
Verscheidende werken	»	7,151	5,044	43,796
Geheel bedrag	1,679,795	1,100,270	1,568,660	1,634,782

Over 't algemeen verleent de Staat een derde van de kosten. Al deze werken, tot stand gebracht op gemeene kosten van den Staat, de provinciën en de gemeenten, worden uitgevoerd onder de onmiddellijke leiding van deze laatste en het toezicht van de provinciale technische diensten, alsmede van het centraal toezicht der gezondheidswerken, die vooraf medegewerkt hebben aan het herzien en het klaarmaken van de ontwerpen.

In de omzendbrieven van verschillende datums (11 Juli en 14 November 1906, 15 Januari, 12 Maart, 2 Juni en 14 December 1908) komen omstandige aanwijzingen voor betreffende het opmaken der ontwerpen van gezondheidswerken of zijn de voorwaarden bepaald onder welke de Staat zijne toelagen verleent. Ondanks deze toelagen en tegemoetkomingen verzuimen tal van gemeenten en kleine steden de werken voor waterleiding,

riolen, beerputten. In hoeveel dorpen en zelfs steden ziet men niet het vuile water en de beerstoffen in open riolen loopen langs den steenweg, in smalle, zeer bevolkte straten? Ook drukt de Middenafdeeling den wensch uit dat de Regeering de gemeenten en steden, die zich niet bekommeren over de openbare gezondheid, zou aanzetten hunnen plicht te doen en dien ongezonden toestand te verhelpen.

Eerste zorgen bij ongevallen.

Bij koninklijk besluit van 4 April 1908 wordt ingesteld een getuigschrift van bekwaamheid voor verplegers en verpleegsters, te verleen door de geneeskundige commissiën na een theoretisch en een practisch examen over de vakken van het in gemeld besluit vastgestelde programma. Dit besluit was het uitgangspunt van eene krachtdadige beweging, gansch het land door, ten voordeele van eene vollediger opleiding van het personeel der verplegers. Leergangen werden in tal van gemeenten ingericht. In 1909 boden 1,664 candidaten zich aan; 67 werden afgewezen en 1,597 slaagden in het examen. Daarover verdient de Regeering gelukgewenscht te worden; zou het echter niet mogelijk zijn, op het platteland reeksen van vijf voordrachten in te richten over de eerste zorgen aan werklieden, kinderen, enz., bij ongevallen? Dergelijke, naar onze meening onontbeerlijke voordrachten zouden de grootste diensten bewijzen aan onze landbouwers, pachters en werklieden.

HOOFDSTUK VII.

Gemeentewegen.

Het Ministerie van Landbouw verleent gewoonlijk eene toelage van een derde tot de helft tot het aanleggen en verbeteren van gemeentewegen van groot verkeer, met name de wegen waarbij verschillende gemeenten belang hebben en die naar eene statie leiden. Sedert vijf en twintig jaar werden de buurtwegen merklijk verbeterd. Doch het onderhoud laat dikwijls veel te wenschen over, alsook de reiniging en het onderhoud der slooten en bermen; afloop van water wordt gestremd, en daardoor lijden de wegen veel. De niet bevaarbare noch vlotbare wateren zouden ook beter moeten worden bewaakt en onderhouden door de Regeering, want tal van overstromingen van velden worden veroorzaakt door het slecht onderhoud van slooten en waterloopen.

Wij wenschen de Regeering geluk met de milde toelagen die zij verleent tot het aanleggen en onderhouden der buurtwegen van groot verkeer, doch wij betreuren dat de toelage aan de provinciën voor het onderhoud der buurtwegen van groot verkeer te Mechelen verminderd werd met 300 duizend frank.

Niets is nuttiger en noodiger voor den landbouw dan goede wegen.

Landbouwwegen.

Ieder jaar, in Kamer en Senaat, bij de beraadslaging over de Begrooting van Landbouw, vragen leden en verslaggevers dat de buurtspoorwegen kosteloos vervoer zouden toestaan voor eenige wagens ballast tot het onderhoud van de landelijke steenslagwegen. Zoo de heer Minister van Landbouw, in overeenstemming met zijn collega van spoorwegen, niet binnen korten tijd, mits zekere voorwaarden, het kosteloos vervoer toelaat van den noodigen steenslag voor het onderhoud van de landbouwwegen, zullen de meeste dezer inzakken en onbruikbaar worden, slechter nog dan wegen zonder steenslag. Een der oorzaken van den slechten staat dier wegen is wel de vertraging die de herziening van de reglementen op het verkeer met rijtuigen onderging. Deze wegen zijn aangelegd voor den dienst van het landbouwbedrijf, voor het verkeer met lichte wagens, en niet voor het verkeer met zware maalderswagens en het vervoer van steenkolen en andere zware goederen, die, in den winter vooral, de besteende wegen doen inzakken.

De Middenafdeeling dringt dus nogmaals ten stelligste aan bij den Minister van Landbouw, opdat hij kosteloos den noodigen steenslag late vervoeren tot het onderhoud der landbouwwegen.

VRAGEN VAN DE MIDDENAFDEELING BELAST MET HET ONDERZOEK DER BEGROOTING VAN LANDBOUW.

Tijdens het onderzoek van de Begrooting werden door de leden der Middenafdeeling verschillende inlichtingen gevraagd. Hieronderstaande antwoorden kwamen ons zoo laattijdig toe dat het ons onmogelijk was, ze nader te verklaren in het verslag.

VRAAG.

Is het waar dat men het kosteloos vervoer van steenslag, bestemd tot het verbeteren van veldwegen, vermindert? Hoeveel steenslag vervoerde men gedurende de jaren 1909, 1908, 1907, 1906 en 1905?

ANTWOORD.

Zooals vroeger, worden al de aanvragen om kosteloos vervoer ingewilligd, wanneer de aanvragende gemeenten beantwoorden aan de vereischten bepaald door de dienaangaande van kracht zijnde onderrichtingen.

Bij omzendbrief van 23 Maart 1909 werd ter kennis van de belanghebbende besturen gebracht :

« 1^o Dat de hoeveelheid steenslag, ten koste van den Staat te vervoeren » tot het verbeteren der veldwegen, voortaan op 4,000 ton per jaar en per » gemeente wordt beperkt, met name op de noodige hoeveelheid voor het » leggen van 2 kilometer steenweg, 5 meter breed en 0^m.30 dik.

» 2^o Dat het toestaan van kosteloos vervoer aan de gemeenten geldt voor » twee jaar. »

Weinig gemeenten leggen meer dan 2 kilometer landelijke steenwegen per jaar; de genomen maatregel kan geen werkelijken invloed uitoefenen op de hoeveelheid materialen die jaarlijks, op kosten van het Departement, worden vervoerd.]

Hieronderstaande tabel geeft, per jaar en per ton, de hoeveelheid steenslag op, die, op kosten van het Departement, werd vervoerd gedurende de dienstjaren 1904 tot en met 1909.

Jaren.	Geheel bedrag in ton.	Opmerkingen.
1904	451,402	Volgens overeenkomst, gesloten tusschen mijn Departement en dat der Spoorwegen, wordt slechts steenslag vervoerd wanneer er beschikbare wagens zijn. In 1907 was het gewoon vervoer zoo aanzienlijk dat het Beheer van Spoorwegen het vervoeren van materialen voor landelijke wegen niet vóór 17 Juni aanvangen kon; en van dien datum af kon het dagelijks slechts een beperkt getal wagens ter beschikking van de gemeenten stellen. Dat is de oorzaak van de buitengewone vermindering van tonnenmaat in 1907, en, integendeel, van eene vermeerdering in 1908, die het gemiddeld vervoer merkelyk te boven gaat.
1905	526,352	
1906	506,589	
1907	361,260	
1908	573,815	
1909	436,377	

*
* *

VRAAG.

Telken jare, bij de behandeling der Begrooting van Landbouw, wordt de aandacht der Kamer gevestigd op de landbouwvertegenwoordiging en de inrichting der comices. Zelfs werd deze zaak reeds onderzocht door den Hoogeren Landbouwwaad. Heeft deze een bepaald ontwerp opgemaakt? Denkt de Regeering weldra een ontwerp van wet in te dienen, houdende herinrichting van de landbouwcomices?

ANTWOORD.

De Hoogere Landbouwwaad heeft een ontwerp aangenomen ter herinrichting van de officieele vertegenwoordiging van den Landbouw. Dit ontwerp ligt, vooralsnu, bij de bevoegde diensten ter studie.

*
* *

VRAAG.

Denkt de heer Minister van Landbouw en Binnenlandsche Zaken eerlang de herinrichting van de politie op het vervoer voor te stellen, maatregel die met ongeduld wordt verwacht en onontbeerlijk is tot het in goeden staat houden der wegen op het platteland?

ANTWOORD.

Het Departement van Binnenlandsche Zaken en van Landbouw heeft, in gemeen overleg met dat van Openbare Werken, ter studie gelegd de herziening der artikelen van het reglement betreffende de politie op het vervoer,

met het oog op het gewicht der vrachten, waarmede men op de steenwegen en steenslagwegen binnen het Rijk rijden mag.

Waarschijnlijk wordt de zaak, dit jaar nog, opgelost.

*
* *

VRAAG.

Volgens het organiek reglement der officieele landbouwmaatschappijen moeten de provinciale commissiën elk jaar de wenschen van de landbouwers den Minister overmaken. Het onderzoek van die wenschen zou de Middenafdeeling beter in staat stellen te weten wat de landbouwers verlangen.

Kunnen die wenschen, door de commissiën overgemaakt in der loop der laatste vijf jaren, alsmede de besluiten, door den Hoogeren Raad van Landbouw getroffen gedurende hetzelfde tijdvak, niet aan de Middenafdeeling worden medegedeeld?

ANTWOORD.

Ik stel de verslagen, die de provinciale landbouwcommissiën, in den loop dier laatste vijf jaren, bij mijn Departement hebben ingediend, ter beschikking van de Middenafdeeling. Die verslagen deelen de wenschen mee, door de landbouwcommices en de provinciale landbouwcommissiën uitgedrukt.

Ik deel insgelijks aan de Middenafdeeling mee het Bulletin van den Hoogeren Landbouwwaad, waarin voorkomen de besluiten, door dat college gedurende denzelfden termijn getroffen.

*
* *

De Middenafdeeling zegt het Departement van Landbouw dank, omdat het haar die lijvige oorkonden — zij wegen 28 kilo 330 gram — heeft medegedeeld, in plaats van ze opeengehoopt en weggestopt in de vergeethoeken van het ministerie te laten; doch zij drukt het verlangen uit dat men die wenschen elk jaar samenvatte en bekendmake in een verslag, hetwelk met goed gevolg aan de leden der Wetgevende Kamers zou worden rondgedeeld.

*
* *

VRAAG.

De Begroting voor 1905 verleende eene kredietsverhooging van 5,000 frank tot grootere verspreiding van de « Berichten aan de landbouwers ». Hoeveel exemplaren werden er, sedert 1900, elk jaar uitgedeeld?

Hoe geschiedt het uitdeelen van die vlugschriften?

ANTWOORD.

Het Departement heeft 35 schriften, in den vorm van berichten aan de landbouwers, in het licht gegeven.

Het getal gedrukte exemplaren van elk vlugschrift bedraagt 1,000 tot 40,000.

De uitdeeling geschiedt vooral door toedoen van de Rijklandbouwkundigen, onderwijzers en voordrachthouders.

VRAAG.

Is het waar dat het Departement van Landbouw van zins is, de landbouwscholen van Ath en Flobecq af te schaffen?

ANTWOORD.

Het Departement van Landbouw verleent toelagen aan de lagere landbouw-vakafdeeling van Ath, alsmede aan den landbouwleergang ingericht in het college van dezelfde stad.

De Provinciale Raad heeft besloten, eene vakschool voor landbouw en fokkerij te Ath op te richten.

Het Departement kent geene andere landbouwscholen te Ath en het weet niet of er, te Vloesberg, eene landbouwschool bestaat.

VRAAG.

De Afdeeling wenscht eenige inlichtingen te bekomen over den vooruitgang van de landbouwmaatschappijen in 1908 :

1^o Maatschappijen die ten doel hebben den vooruitgang van den landbouw, van de bijenteelt, enz.; landbouwcomices; vrije boerenbonden; maatschappijen voor bijenteelt, voor tuinbouw; samenwerkende melkerijen; syndicaten voor het wegen, het bepalen van het tara en van het gehalte van beetwortelen; syndicaten voor het aankopen van zaaizaad, kunstmeststoffen, enz.

2^o Raiffeisenkassen.

ANTWOORD.

De lijst van de landbouwmaatschappijen, gesloten op 31 December 1908 en waarvan ik een exemplaar aan de Middenafdeeling heb doen geworden, verschaft inlichtingen over de toeneming van de landbouwmaatschappijen gedurende 1908.

VRAAG.

De Middenafdeeling, belast met het onderzoek der Begrooting van Landbouw voor 1908, had den wensch uitgedrukt (stuk n^o 75, bl. 19) dat in het Bulletin van Landbouw werden opgenomen de uitkomsten van de proefnemingen betreffende de tuinbouwteelten, de uitkomsten van de tuinbouwopneming, enz.

Hoe werden die proefnemingen, sedert twee jaar, geregeld?

Welke zijn de uitkomsten ervan? Op welke wijze wordt de tuinbouwstatistiek opgemaakt?

ANTWOORD.

Tot proefnemingen, die in 't bijzonder den tuinbouw betreffen, werd voor de eerste maal overgegaan in 1909; tot eene tweede reeks wordt overgegaan in 1910.

Sommige proeven bedoelden het gebruiken van vetten in moes- en fruitteelt; andere, het invoeren van verschillende soorten in streken waar zij niet gekweekt worden; andere nog, het bemesten van boomgaarden.

Daar de moesteeft doorgaans voorkomt op gronden, waarvan de aard werd gewijzigd door het aanbrengen van meststoffen, enz., kunnen de proefnemingen met bemesting niet van het eerste jaar af afdoende uitslagen opleveren.

Fruitboom-beplantingen worden voor soms langen tijd gedaan. Op dat gebied, meer dan op elk ander, moeten de proefnemingen verscheidene jaren duren en zelfs op verschillende wijze worden voortgezet.

Voor de intensieve teelt van moesgroenten heeft de meststof, als productiemiddel, niet dezelfde belangrijkheid als bij den landbouw, zelfs niet als bij de warmoesteeft voor den verkoop. De manier van aanleggen van den grond, de meststoffen, de behandeling van de planten en nog andere oorzaken hebben misschien evenveel, zoo niet meer invloed, op de uitkomsten van de teelt.

Daarom is het goed te begrijpen dat voor proefnemingen in zake van tuinbouw zijn vereischt eene bijzondere voorbereiding en eene bijzondere opleiding van de personen die daarmee zijn belast.

Onder die omstandigheden kan het bekendmaken van de uitkomsten der proefnemingen in 1909 vooralsnu slechts een ondergeschikt belang opleveren. In elk geval, moeten zij met de proefnemingen van de volgende jaren worden vergeleken.

Zooals ik het verklaarde bij de behandeling der Begrooting van mijn Departement voor 1909, ben ik van plan, tot eene algemeene landbouwopneming te doen overgaan in 1910.

Ik zal van die gelegenheid gebruik maken om te gelijker tijd te doen overgaan tot eene algemeene tuinbouwopneming; tevens zal ik meerdere vermeldingen opnemen in de gewone statistische tabellen.

VRAAG.

Kan de Regceering ons de officieele statistiek mededeelen van de belangrijkste werktuigen die in de jaren 1880-1895-1907 werden gebruikt voor den landbouw?

ANTWOORD.

De officieele statistiek der belangrijkste werktuigen, voor den landbouw gebruikt, verscheen in de boeken der landbouwopneming van 1880 en van 1895. Zij werd in de *Annuaire statistique de la Belgique* overgedrukt. Ziehier de cijfers voor die twee jaren.

1880 :

Dorschmachines	6,930
Locomobielen voor den landbouw	423
Graan-maaimachines	1,015
Gras-maaimachines	422
Hooischudders	296

Paardenhooiharken	1,300
Paarden-zaaimachines.	1,835
1895 :	
Ploegen { Eenscharige	172,363
{ Twee- of meerscharige	37,522
{ Diepgronders	7,483
Ontstoppelaren, ontginningswerktuigen, uit- roeiers	34,756
Eggen	340,639
Rollen { met gewrichte schijven	18,557
{ met ongewrichte schijven . .	101,959
Paardenharken	12,159
Aanaarders	22,912
Zaai- en plantmachines	5,528
Mestmachines	576
Graan-maaaimachines	1,112
Gras-maaaimachines	703
Hooischudders	700
Paardenharken	2,075
Dorschmachines	10,197
Rosmolens	6,117
Rooiers { voor beetwortels,	1,926
{ voor aardappelen	3,142
Sproeimachines { met de hand	1,534
{ op rad	202
Wanmolens	203,639
Graansortcermachines.	3,964
Hakmessen	38,656
Stroo-hakselmachines.	68,844
Koekenbrekers	3,559
Graanbrekers	1,923
Voederpersen	262
Centrifugaal- { handkracht-afroomers	2,152
{ stoomkracht-afroomers	112
Koeltoestellen	3,402
Karntoestellen	259,041
Kneedmachine	2,365
Boterpersen	417
Kaaspersen	7,077
Kunstmatige broeidmachines voor pluimvee.	505
Centrifugaal honingslingers	906
Werktuigen voor { ketels	972
{ wasbereiding { andere werktuigen.	787

Sedert 1895 werd door het Departement tot geene andere opneming van landbouwwerktuigen overgegaan.

VRAAG.

Welke toelage verleent de Regeering voor de rioleering zoo op het platteland als in de stad ? Onder welke voorwaarden wordt die toelage verleend ?

ANTWOORD.

Het Departement van Binnenlandsche Zaken en van Landbouw komt over 't algemeen voor een derde in de rioleeringskosten der gemeenten ; het bedrag van die toelage wordt verminderd, wanneer het werk onder eenen Rijksweg moet gebeuren en het Departement van Openbare Werken ook eene toelage verleent : als regel is bepaald dat het geheel bedrag der tusschenkomst van de Schatkist nooit de helft van de kosten der werken te boven gaat.

De opbrengst van de riooltaxes, die de gemeenten somtijds doen betalen door de eigenaars van de belendende eigendommen, wordt afgetrokken van het bedrag der uitgave bij het bepalen van de toelage ; met andere woorden, de toelage wordt berekend op grond van de *werkelijke* uitgave die de gemeente uit hoofde van de onderneming te dragen heeft.

Als voorwaarde tot de toekenning van toelagen, eischt het Departement van Binnenlandsche Zaken en van Landbouw dat het ontwerp door zijn bestuur worde goedgekeurd vóór de aanbesteding der werken. Deze goedkeuring wordt verkregen, wanneer de plans zijn opgemaakt volgens de eischen der gezondheidstechniek, zoowel wat betreft het bouwen zelf van het werk als zijn onderhoud en den waterafvoer.

*
* * *

VRAAG.

(*Waterleiding in de Kempen.*)

De Regeering bracht verleden jaar ter kennis dat de studiën tot het instellen van eene hoofdinrichting, die gelast zou zijn drinkbaar water te verstrekken aan de gemeenten, zeer gevorderd waren. De Middenafdeeling zou graag vernemen of men tot een besluit is gekomen.

Welk stelsel neemt het Bestuur aan ?

ANTWOORD.

De Regeering heeft nog geene bepaalde beslissing genomen omtrent de vraag, of men al of niet eene hoofdinrichting moet belasten met het bestudeeren en het aanleggen, in het Rijk, van waterleidingen van drinkbaar water.

Schijnt dit ontwerp ernstige voordeelen op te leveren, dan toch worden daardoor belangrijke vraagstukken van beginsel en inrichting in 't midden gebracht ; men mag ze niet lichtzinnig oplossen, men moet ze grondig onderzoeken in alle opzichten, wil men misrekeningen vermijden.

In dergelijke zaken valt alles te vreezen van eene overhaaste en onrijpe beslissing.

VRAAG.

Hoever staat het met de werkzaamheden van de Bijzondere Commissie belast met het onderzoek van de proefnemingen van Professor Heymans betreffende het serum tegen de tuberculose onder het rundvee?

Zou de Commissie hare besluiten niet kunnen overleggen, al ware het maar voorloopig, opdat de Regeering zoohaast mogelijk dit serum ter beschikking van de landbouwers zou kunnen stellen?

ANTWOORD.

Ziehier wat de Commissie op deze vraag antwoordt :

« De Commissie is van oordeel dat zij *niet bepaald uitspraak* kan doen » over de waarde der inenting volgens het stelsel Heymans, alvorens de uitkomsten van de proefnemingen te kennen.

» Op grond van de uitkomsten der proefnemingen van samenwoning en » inbrenging, schijnt het dat de methode nog al vaak eene lichte vermindering » teweegbrengt van de door tuberculose aangetaste deelen bij het » rundvee.

» Men kan echter niet *bevestigen* dat hare werking doeltreffend genoeg is » om de uitbreiding der ziekte te voorkomen en de genezing te bekomen.

» De Commissie denkt niet dat men de methode *bestist* moge aanraden. » Zij is van meening dat, om het algemeen belang te vrijwaren, het Bestuur » streng toezicht dient te houden over de *gelijktijdige toepassing* der gewone » maatregelen van den gezondheidsdienst (afzondering, rust, ontsmetting, enz.)

» De Commissie heeft vernomen dat men voortaan voor de inenting » bacillen afkomstig van het rundvee zal gebruiken in plaats van bacillen » afkomstig van den mensch; doch zij heeft slechts de *eerste* methode onderzocht en kon ook niet anders; in bovenstaande regelen is er enkel sprake » van deze methode. »

*
* * *

De verslaggever der Middenafdeeling heeft zich tot den heer Heymans gewend en verzocht hem den uitslag zijner proefnemingen te willen mededeelen.

Uitslagen verkregen door den heer Heymans, professor bij de Hoogeschool van Gent, lid van de Academie van geneeskunde, wat betreft de inenting van het rundvee tot bestrijding der tuberculose (derde mededeeling) :

Met toelating van het Departement van Landbouw en met de medewerking der inspecteurs en der veeartsen, ging de heer Heymans voort, in 1908 en 1909, met het tuberculineeren en het inenten van gemiddeld 10,000 runders. Van de nieuwe aldus sedert twee jaar verkregen uitslagen deelt de heer Heymans mee die van de eerste veeartsenijomschrijving, omvattende geheel het zuider-gedeelte van West-Vlaanderen en staande onder het toezicht van den heer inspecteur De Caestecker.

In 1908 en 1909 hadden in 113 stallen, voor de tweede maal, de tuberculineering en de inenting plaats ongeveer anderhalf jaar na de eerste maal. Bij de eerste tuberculineering hebben, op een totaal van 2,255 runders, 1.069 niet gereageerd, zijnde 47 t. h., en 1,025 hebben gereageerd, zijnde 46 t. h. tuberculeuse runders; integendeel, bij de tweede tuberculineering en inenting zijn er, op 2,185 dieren, 1.576 negatieve reactiën bij de tuberculineering, zijnde 63 t. h., en slechts 697 positieve, zijnde 32 t. h. Zoo men van de 1,576 negatieve reactiën de 220 dieren aftrekt die bij de eerste tuberculineering reageerden, dan blijven er 1,156 bepaald negatieve reactiën over; met andere woorden, bij de tweede tuberculineering klom het getal teringvrije dieren, in die 113 bedrijven, van 1,069 op 2,255 tot 1,156 op 2,185, dus een achtste meer.

In de jaren 1908 en 1909 werd, voor de derde maal, tuberculine en koepok in 79 stallen ingespoten, twee tot drie jaar na de eerste en ongeveer één tot anderhalf jaar na de tweede inspuiting. In die 79 stallen, met ongeveer 2,000 runders, bedroeg het getal niet reagerende dieren 955 of 47 t. h. bij de eerste tuberculineering, 1,226 of 61 t. h. bij de tweede tuberculineering, en 1,457 of 74 bij de derde tuberculineering. Integendeel is het getal reagerende dieren gedaald van 909 of 46 t. h. bij de eerste tuberculineering, tot 589 of 29 t. h. bij de tweede tuberculineering en tot 424 of 21 t. h. bij de derde tuberculineering. De 1,457 negatieve reactiën der derde tuberculineering bedragen 289 dieren, die vroeger eene positieve of twijfelachtige reactie vertoonden, en 1,168 die nooit reageerden. In werkelijkheid steeg, bij de derde tuberculineering in die 79 stallen, het getal teringvrije dieren van 955 of 47 t. h. tot 1,168 of 59 t. h.; het nam dus toe tot bedrag van een vierde.

Dat zijn, zegt de heer Heymans, de onverminkte uitslagen der inspuitingen van tuberculine en koepok, opgeteekend door het veeartsenkorps der eerste omschrijving onder het toezicht van den heer De Caestecker. Door de inenting in inniger verband te brengen met de prophylaxis die de grondslag zelve is van elken oordeelkundigen strijd tegen de besmettelijke ziekten, zullen die gunstige uitslagen ongetwijfeld nog beter kunnen zijn.

*
* *

VRAAG.

Het Departement van Landbouw geeft sedert verscheidene jaren aanzienlijke sommen uit om de landbouwers te vergoeden wegens de inbeslagneming of afmaking van vee dat aan tuberculose lijdt of daarvan verdacht is.

Wordt aldus ernstige vooruitgang gemaakt tot de uitroeiing van die plaag?

Zijn er bewijzen van dien vooruitgang?

Het schijnt dat de landbouwers, die hun vee het minst verzorgen, aldus meer vergoeding bekomen dan de landbouwers die zich toeleggen op het kweken van gezond vee. Diende er geene Commissie te worden benoemd, bestaande uit veefokkers, landbouwkundigen en veeartsen, die zou onder-

zoeken of men geen meer oordeelkundige maatregelen zou kunnen treffen, opdat de landbouwer meer belang zou stellen in het toepassen van de gezondheidsvoorschriften?

ANTWOORD.

Met het oog op de jaarlijks vastgestelde gevallen van tuberculose, is de toestand sedert 1900 ongeveer dezelfde gebleven.

Doch, zoo men nagaat dat, in deze jongste jaren, de veehandel merklijk toenam en dat daardoor de voortzetting der tuberculose meer begunstigd werd, zoo moet men aannemen dat de gezondheidsregeling, die op de ziekte toegepast wordt, zekere uitslagen heeft opgeleverd.

Onderstaande tabel geeft voor het tijdvak 1904-1908 het getal runders aan, die werden afgemaakt met of zonder tusschenkomst der overheid, het getal vastgestelde gevallen van tuberculose en het procent der door tuberculose aangetaste dieren.

Jaren.	Geheel bedrag der afgemaakte dieren.	Geheel bedrag der tuberculeuse dieren.	Procent der tuberculeuse dieren.
1904. . .	711,990	17,111	2.4
1905. . .	754,963	19,223	2.55
1906. . .	779,892	20,443	2.62
1907. . .	753,876	19,160	2.53
1908. . .	753,337	20,903	2.8

Zoo men, anderzijds, nagaat hoeveel tuberculeuse dieren in deze laatste jaren in beslag werden genomen, dan bemerkt men dat het procent der inbeslagnemingen verminderde. Aldus bedroeg het procent, in 1903, 27.5 en sinds daalde het bestendig om, in 1909, 24.3 te bereiken. Men mag dus zeggen dat er in dit opzicht verbetering is.

De ziekte neemt in hevigheid af. En dat is aanneembaar : de landbouwer kent heel goed de verwoestingen der ziekte; hij geeft zijn vee beter voeder en stelt het aldus in de gelegenheid, aan de voortzetting van de ziekte machtiger tegenstand te bieden.

Laat ons de maatregelen nagaan, die thans van toepassing zijn.

Het vleesch van zeer tuberculeus vee moet in beslag genomen worden in het belang der volksgezondheid.

De afmaking van vee, dat door clinische tuberculose is aangetast en clinisch daarvan verdacht is, daar het bij de tuberculineproef reageerde, dringt zich ook op. Dat is een redematige maatregel die is aangenomen in al de landen welke zich toelagen op de bestrijding der tuberculose onder het rundvee. Daardoor verdwijnen inderdaad zeer gevaarlijke dieren die hunne bureu besmetten. Dit middel staat boven al de voorkomende middelen.

De vergoedingen, die in de verschillende gevallen uitgekeerd worden, zijn gerechtvaardigd en het Bestuur zorgt er voor dat geen misbruiken worden gepleegd.

De Middenafdeeling zegt : « Het schijnt dat de landbouwers, die hun » vee het minst verzorgen, aldus meer vergoeding bekomen dan de land- » bouwers die zich toeleegen op het kweken van gezond vee. »

De Middenafdeeling bedoelt wellicht de vergoedingen verleend aan eigenaars van getuberculiseerd vee in een broeinest van tuberculose. Wanneer een dier bij de tuberculineproef reageert, mag het slechts voor de slachterij verkocht worden; er is echter geen termijn bepaald, binnen welken het dier moet afgemaakt worden. Daarenboven verbindt zich de eigenaar — en het bestuur waakt erover — om de dieren, die reageerden, afzonderlijk te stallen. De opziener houdt daarna toezicht op die maatregelen. Er dient daarbij te worden opgemerkt dat de tuberculineering geweigerd wordt, telkens als die voorschriften niet kunnen nagekomen worden.

De eigenaar trekt eene vergoeding van 15 t. h. der waarde van het vleesch, zoo dit voor het verbruik geschikt wordt verklaard, wat meestentijds het geval is.

Zou men hem die vergoeding kunnen weigeren? Dit ware niet billijk, vermits men hem verhindert, zijn dier voor andere doeleinden dan de slachterij te verkoopen, en men zijn handel belemmert.

Om op de laatste vraag van de Middenafdeeling te antwoorden, dient te worden opgemerkt dat het reglement van 10 Augustus 1897 op de tuberculose onder het rundvee voorziet, bij artikel 25, paragraaf 2, dat de vergoeding kan geweigerd worden, wanneer het is vastgesteld dat de stal blijkbaar ongezond is door de schuld van den *eigenaar der dieren*. Men stelt vaak vast dat de stal *ongezond is, omdat hij slecht gebouwd is* en niet behoorlijk kan ontsmet worden. Naarmate de stallenprijskampen meer uitbreiding zullen nemen, zal men op dat gebied hogere eischen kunnen stellen en de vergoeding kunnen weigeren aan de landbouwers die erin zouden volharden, hunne stallen niet te willen verbeteren.

Het Bestuur deelt vlugschriften uit, waarin voorkomen de onderrichtingen over de tuberculose onder het rundvee, alsmede raadgevingen aan de landbouwers om hen te helpen in de bestrijding dier ziekte.

Naar aanleiding van zijn ambt, laat de veeartsenijdienst niet na, over hetzelfde onderwerp raad te geven.

*
* *

VRAAG.

Hoeveel toelagen verleent men voor wedstrijden waarbij de landbouwers rechtstreeks belang hebben, zooals, onder andere, de stallenprijskampen?

Hoeveel toelagen werden tot nu toe toegekend voor wedstrijden die rechtstreeks de zending der boerin aanbelangen?

ANTWOORD.

In 1908 werden de volgende toelagen uitgekeerd aan de verschillende maat-

chappijen die voor hoofddoel hebben, wedstrijden en tentoonstellingen in te richten :

1 ^o Aan de provinciale landbouwmaatschappijen	fr.	148,452	»
2 ^o Aan de veekweekmaatschappijen en veekweekbonden		269,000	»
3 ^o Aan de landbouwcomices en aan de verbonden van veekweekbonden voor stallenprijskampen		70,000	»
4 ^o Aan de Provinciale Landbouwmaatschappij van Oost-Vlaanderen voor den landbouwprijskamp te Gent		50,000	»
5 ^o Aan de verbonden der maatschappijen voor pluimvee		10,625	»
6 ^o Aan de syndicaten van tabakplanters		725	»
7 ^o Aan de syndicaten van aardbeziënplanters		2,583	»
8 ^o Aan de bonden der hopplanters		15,030	»
Fr.		563,415	»

Daarbij dient te worden gevoegd :

1 ^o Eene som van	fr.	36,000	»
verdeeld, als « nationale premiën », onder de eigenaars der beste Belgische fokpaarden ;			
2 ^o Eene som van		533,000	»
aan de provinciën toegekend voor de toepassing der verordeningen op de verbetering der paarden en runderrassen.			
Fr.		1,132,415	»

Het grootste deel van deze toelage wordt uitgegeven voor premiën bij de wedstrijden en voor bijzondere premiën die men « aanhoudingspremiën » heet.

Er werden geen bijzondere toelagen toegekend voor prijskampen die rechtstreeks de zending der boerin aanbelangen. Ter gelegenheid van gewestelijke prijskampen worden afzonderlijke afdeelingen ingericht voor het huishoudelijk landbouwonderwijs. De Regeering kan geene cijfers mededeelen betreffende de uitgaven van die afdeelingen.

* *

VRAAG.

De Middenafdeeling wenscht enkele inlichtingen te bekomen over de indeeling der gewassen en de hoeveelheden meststoffen, in 1908 gebruikt.

ANTWOORD.

In de volgende tabellen worden medegedeeld, volgens de jaarlijksche opneming, de indeeling der gewassen en de hoeveelheid meststoffen, in 1908 gebruikt.

Indeeling der gewassen.

I. — Graangewassen en meelsoorten.

Tarwe	152,803 hectaren.
Spelt	17,623 —

Masteluin	9,834 hectaren.
Rogge	258,135 —
Wintergerst	30,659 —
Zomergerst	4,919 —
Haver	234,978 —
Boekweit	1,936 —

Geheel bedrag. . . . 730,907 hectaren.

II. — *Peulvruchten voor zaadophbrengst.*

Paardenboonen	9,150 hectaren.
Erwten	5,364 —

Geheel bedrag. . . . 14,514 hectaren.

III. — *Handelsgewassen.*

Vlas	20,716 hectaren.
Koolzaad	588 —
Tabak	3,153 —
Hop	2,060 —
Bitterpeecën	6,617 —
Suikerbieten	51,640 —

Geheel bedrag. . . . 84,774 hectaren.

IV. — *Knol-, wortel- en bulgewassen.*

Voedersuikerbieten	65,155 hectaren.
Wortelen als hoofdgewassen ver- bouwd	2,182 —
Rapen en rutabagas als hoofdge- wassen verbouwd	4,274 —
Aardappelen	141,340 —

Geheel bedrag 212,951 hectaren.

V. — *Groenvoedergewassen.*

Gewone klaver.	100,976 hectaren.
Rode klaver	10,505 —
Andere klaversoorten.	50,422 —
Lucerne	15,906 —
Spaansche klaver	7,950 —
Boomgaarden	65,570 —
Maailanden	228,781 —
Weilanden	258,908 —
Ray-gras	8,914 —
Gemengd voeder	4,539 —

Geheel bedrag. . . . 730,451 hectaren.

Opgenomen oppervlakte. . . . 1,773,597

Nateelten.

Knollen en koolrapen (nateelt) . . .	154,446	hectaren.
Wortelen (id.) . . .	11,927	—
Spurrie (id.) . . .	25,270	—
Geheel bedrag. . .	171,643	hectaren.

Verbeteringsstoffen en handelsmeststoffen.**I. — Verbeteringsstoffen.**

Kalk	1,065,347	centenaars.
Klaarselkalk der suikerfabrieken . . .	845,595	—
Mergel	216,961	—
Pleister	7,022	—

II. — Meststoffen met stikstof.

Sodanitraat	899,615	—
Zwavelzure ammoniak	249,254	—
Bloedmeel, enz.	10,689	—
Wolafval.	555,257	—
Guanos	4,658,646	—

III. — Meststoffen met phosphorzuur.

Superphosphaat	4,520,077	—
Metaalslakken	8,567,551	—
Phosphorzure kalk.	102,574	—

IV. — Meststoffen met kali.

Chloorkalium	96,067	—
Zwavelzure kali	85,696	—
Kaïniet, Harsaltz, Carnalliet. . . .	3,055,422	—

V. — Koeken 141,467 —**VI. — Samengestelde meststoffen 5,266,265 —****VRAAG.**

Hebben al de provinciën van het Ministerie van Landbouw de noodige inlichtingen geleverd tot bepaling van het aandeel der tusschenkomst van den Staat in het onderhoud der buurtwegen van groot verkeer?

Welke provinciën hebben deze inlichtingen geleverd? Welke niet? En waarom niet?

ANTWOORD.

De voorstellen, door de provinciën gedaan tot bepaling van de onderhoudskosten en bijgevolg van de Rijkstoelagen, zóó dat het door de Wetgevende Kamers toegestaan krediet niet worde overschreden, moeten in de maand Februari aan het Ministerie van Binnenlandsche Zaken en van Landbouw gezonden worden, mits men in December eene verbeterde tabel inzendt.

Op 10 Februari waren de staten van voorstellen voor het jaar 1910 nog niet ingezonden. Het is echter te voorzien dat het Ministerie zal kunnen tusschenbeide komen tot bedrag van het dubbel van het aandeel der provincie; dit aandeel is, tot het berekenen van de Rijkstoelagen, beperkt op een zesde van de uitgave waarvoor toelagen kunnen verleend worden.

VRAAG.

De Middenafdeeling wenscht te bekomen de statistische opgave van den toestand der landbouwmaatschappijen gedurende het jaar 1908.

ANTWOORD.

« De statistische opgave van den toestand der landbouwmaatschappijen voor het jaar 1908 is niet voltooid. »

De Middenafdeeling betreurt dat het Bestuur van den Landbouw op het einde van Februari 1910 de statistiek voor 1908 niet kan mededeelen.

VRAGEN GERICHT TOT DEN HEER MINISTER VAN FINANCIËN.

1^{ste} VRAAG.

Welke lasten drukken op den landbouw in den vorm van belastingen van allerlei aard, van hypotheken, van fiskale rechten?

ANTWOORD.

Over 't algemeen zijn de eigenaars of pachters van landelijke goederen onderworpen, uit hoofde van hunne goederen en van hun bedrijf, aan de algemeene belastingen, evenals alle andere personen :

1^o *De grondbelasting* wordt geheven van den landelijken grondeigendom, evenals van den grondeigendom in de steden of voor de nijverheid; nochtans zijn de gebouwen van het landbouwbedrijf daarvan vrijgesteld (wet van 5 Frimaire jaar VII, art. 85);

2^o *De personeele belasting* berust voor het platteland op dezelfde grondslagen als elders; doch er dient te worden opgemerkt dat zij wordt geheven noch van bedoelde gebouwen, noch van het landbouwmaterieel, het vee en de werkpaarden (wet van 28 Juni 1822, art. 4, n^o 2; art. 15, n^o 2; art. 26, n^{rs} 1 en 2);

3^o Bij uitzondering is het eenvoudig landbouwbedrijf-bebouwing en verkoop van de voortbrengselen van den grond, vee- en hoenderteelt en verkoop van vee en pluimvee, verkoop van de voortbrengselen daarvan — aan geen *patentrecht* onderhevig (wet van 21 Mei 1819, art. 3, litt. 4);

4^o *De registratie-, hypotheek- en zegelrechten* worden geheven van de akten en overeenkomsten, welke de landbouwers betreffen, en van den overgang van landelijke eigendommen, evenals van de akten en overeenkomsten, die andere personen betreffen, en van den overgang van andere eigendommen.

Nochtans worden gunstarieven op zekere akten en overeenkomsten, den landbouw aanbelangende, toegepast; deze zijn :

Wetten van 15 April 1884 en 21 Juni 1894 op de landbouwleeningen ;
Voorschotten en kredietopeningen zonder anderen zakelijken waarborg
dan het landbouwvoorrecht :

Voor meer dan één jaar : registratierechten : 0.65 t. h.; 0.30 t. h. voor
ten hoogste één jaar (in plaats van 1.40 t. h.);

Leeningen aan samenwerkende vennootschappen van landbouwkrediet en
leeningen, door deze aan hare leden toegestaan zonder hypothecairen waar-
borg :

Voor meer dan één jaar toegestaan : 0.65 t. h.; voor ten hoogste één
jaar : 0.30 t. h. (in plaats van 1.40 t. h.);

Kwijting van de krachtens deze verschillende overeenkomsten geleende
sommen : 0.30 t. h. (in plaats van 0.65 t. h.);

Wet van 17 Juni 1887 op de ruiling van niet bebouwde landelijke
goederen :

Registratierecht op de waarde van het kleinste perceel of op de waarde
van een der perceelen, ingeval ze eene gelijke waarde hebben : 0.10 t. h.
(in plaats van 0.65 t. h.);

Recht op de terugneming of op de meerdere waarde, bij voorkomend
geval : 1 t. h. (in plaats van 5.50 t. h.);

Ontheffing van het overschrijvingsrecht (1.25 t. h.).

(Zie den tekst van de wet voor de vereischten die zijn gesteld om deze
verminderingen te bekomen.)

Wet van 21 Mei 1897 op den aankoop van kleine landelijke eigen-
dommen :

Registratierecht : 2.70 t. h. (in plaats van 5.50 t. h.);

Overschrijvingsrecht : 0.65 t. h. (in plaats van 1.25 t. h.).

(De wet bepaalt de gestelde vereischten tot het bekomen van die vermin-
deringen.)

5^o De *successierechten* worden geheven van de landelijke eigendommen
evenals van alle andere, zonder onderscheid.

2^o EN 3^e VRAAG.

Welk is het geheel bedrag van de inkomende rechten op de nijverheids-
producten ?

Welk is het geheel bedrag van de inkomende rechten op de landbouw-
producten ?

ANTWOORD.

De indeeling in nijverheidsproducten en in landbouwproducten komt niet
overeen met de rangschikking van de handelsstatistiek.

Het is dus niet mogelijk, het geheel bedrag mede te deelen van de inko-
mende rechten geheven van de producten van elke groep.

Onderstaande cijfers geven het geheel bedrag aan van al de producten
begrepen in de beide aan de vraag toegevoegde lijsten :

1^{ste} lijst : Bier Za 33,027,141.

2^e lijst : Boter Za 21,107,865.

NIJVERHEIDSPRODUCTEN.		Inkomende rechten geheven in 1908.
Bier		1,146,180
Andere gegiste dranken dan bier		9,567
Kaarsen		32,439
Bewerkte caoutchouc		403,033
Garens		578,551
Kleedingstukken		2,949,638
Muziekinstrumenten		223,146
Machines, mechanieken en gereedschappen		2,218,158
Voorwerpen van marokijn		186,366
Kramerij en ijzerkramerij		2,955,187
Metalen : Aluminium		3,241
— Koper en nikkel		518,787
— Gietijzer		897,561
— Ijzer en staal		2,116,930
— Bewerkt blik		38,540
— Tin, lood en zink		341,152
— Goud- en zilverwerk		66,807
Meubelen		714,410
Zakuurwerken		131,508
Papier		632,863
Huiden		903,616
Aardewerk		644,650
Verschillende benodigdheden voor de nijverheid		275,349
Drukwerk		407,192
Zeep		114,427
Weefsels		9,566,426
Glaswerk		466,004
Dakpannen		748,520
Gist en giststoffen		32,862
Alcoholhoudende vloeistoffen		2,897,551
Peperkoek		8,045
Reukwerk		277,410
Schaliën		115,684
Scheikundige voortbrengselen	Vloeibaar koolzuurgas	44,821
	Ether	azijnzurether 9
		zwavelether 9,046
Suiker		211,158
Azijs en azijnzuur		110,307
Totaal		33,027,141

LANDBOUWPRODUCTEN.

Boter en margarine	998,753
Room en melk	680
Granen en bijproducten (haver, meel, mout)	1,657,746
Honig.	336,587
Vleesch	159,630
Vee	1,798,586
Vruchten	3,964,740
Tabak	5,782,613
Hout	6,408,530
Totaal.	21,107,865

Met 5 stemmen tegen 1 werd de Begrooting van het Ministerie van Binnenlandsche Zaken en van Landbouw voor het dienstjaar 1910 goedgekeurd door de Middenafdeeling; deze stelt u voor, ze aan te nemen.

De Verslaggever,

J. MAENHAUT.

De Voorzitter,

E. NERINCX.

